

UNIVERSITÉ DE PARIS
Faculté de Droit et des Sciences Economiques

LA
Pratique Matrimoniale
EN FRANCE

d'après les Statuts Synodaux
(du Concile de Trente à la Révolution)

par

CÉCILE PIVETEAU

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue publiquement
le Vendredi 31 Mai 1957, à 14 heures

MEMBRES DU JURY

Président :	M. G. LE BRAS.
Suffragants	{ M. P.-C. TIMBAL. M. A. MAGDELAIN.

1957



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA PRATIQUE MATRIMONIALE
EN FRANCE

d'après les Statuts Synodaux
(du Concile de Trente à la Révolution)

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

UNIVERSITÉ DE PARIS
Faculté de Droit et des Sciences Economiques

LA
Pratique Matrimoniale
EN FRANCE

d'après les Statuts Synodaux
(du Concile de Trente à la Révolution)

par

CÉCILE PIVETEAU

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue publiquement
le Vendredi 31 Mai 1957, à 14 heures

MEMBRES DU JURY

Président : M. G. LE BRAS.

Suffragants { M. P.-C. TIMBAL.
M. A. MAGDELAIN.

UNIVERSITEIT DE PARIS
BIBLIOTHEQUE DE LA FACULTE DE DROIT

LA
Pratique Matrimoniale
EN FRANCE

Par M. L. J. VAN DEN BERG
Docteur en Droit, Professeur à l'Université de Leyde



TRENT FOURTH EDITION
LONDON: 1885

PRINTED BY
J. VAN DEN BERG
AT THE
UNIVERSITY PRESS
LEIDEN

INTRODUCTION

Très tôt, les évêques ont senti la nécessité de réunir régulièrement leurs clercs afin, d'une part, de leur faire connaître les décisions des Conciles ou les actes des Papes et, d'autre part, de traiter avec eux les principaux problèmes concernant la marche du diocèse. Une telle assemblée prit le nom de synode.

Dans la vie d'un diocèse cette assemblée est un élément fort important, et un certain nombre de règles se sont peu à peu instaurées à ce sujet. C'est l'évêque lui-même qui convoque au synode les principaux clercs du diocèse. Ceux-ci, sauf motifs spéciaux, doivent obligatoirement s'y rendre. Généralement, l'évêque nomme, quelque temps avant la session, une ou plusieurs commissions. Celles-ci préparent les questions qui seront discutées. Toute personne convoquée au synode a le droit de voter. Mais le vote n'est que consultatif, l'évêque seul est législateur, et c'est lui qui signe personnellement à l'issue du synode les statuts promulgués. Ceux-ci concernent les problèmes qui ont été discutés au cours de la session et les solutions qui y ont été apportées. Ils touchent à des questions fort diverses, telles que la foi, les mœurs, etc. D'une manière générale, ces statuts donnent des instructions et édictent des dispositions nouvelles pour réformer les abus ou les erreurs qui ont pu s'introduire ; et par ailleurs ils complètent et harmonisent les décisions imposées aux fidèles. Ils forment ainsi le droit particulier du diocèse, et ils n'obligent évidemment que les habitants du diocèse dans lequel ils ont été promulgués.

Les premiers statuts synodaux, c'est-à-dire ceux publiés entre le ^{xiii}e et le ^{xvii}e siècle, avaient essentiellement pour but de porter à la connaissance des clercs les décisions des Conciles et des Papes. Par la suite ils traitent de questions d'un intérêt beaucoup plus pratique, un grand nombre de

(1) G. LE BRAS : *Les Institutions de la Chrétienté Médiévale*, Paris 1959, tome I, p. 89-91.

mesures ayant été codifiées par le Concile de Trente. Mais en France un problème va se poser : le Roi n'ayant jamais reconnu les décisions du Concile de Trente, celles-ci doivent-elles être applicables aux fidèles de notre pays ? Il y a en particulier un point sur lequel le Roi et le Concile sont en désaccord : le mariage, et plus spécialement ce qui a trait au mariage des enfants de famille. Le Roi voulait que ces derniers ne pussent épouser qui bon leur semble sans le consentement de leurs parents, tandis que le Concile de Trente suivait la législation canonique antérieurement en vigueur : si une telle union est blâmable, elle n'en est pas moins valable. Pour en venir à ses fins le Roi de France légiférera sur la question du mariage ; or depuis plusieurs siècles l'Eglise considérait qu'elle était seule compétente en cette matière. D'ailleurs, pour justifier cette compétence exclusive, elle avait élaboré la théorie canonique qui est, comme le dit M. Petot : « L'une des constructions juridiques les plus savantes que puisse rencontrer une histoire. »

Au cours de cette étude nous allons, en nous appuyant sur les statuts synodaux, voir comment les évêques ont modifié, complété et facilité la mise en application des différentes mesures imposées aux fidèles tant par l'Eglise que par la royauté. Par ailleurs, nous tenterons de voir quelles sont les influences qui se sont exercées sur cette réglementation.

Le travail ainsi fait n'est pas exhaustif. Bien des statuts synodaux, en effet, ne nous sont pas parvenus, soit parce qu'ils n'ont pas été édités, soit parce qu'ils ont été détruits. Nous avons consulté, pour cette étude, tous les statuts synodaux existants à la Bibliothèque Nationale et à la Bibliothèque Sainte-Geneviève ; mais évidemment nos conclusions ne sont valables que dans la limite des documents utilisés.

Cette étude sera divisée en deux parties :

Première partie. — *La réglementation du mariage d'après les statuts synodaux.*

Deuxième partie. — *Les influences qui se sont exercées sur cette réglementation.*

PREMIÈRE PARTIE

La Réglementation du Mariage par les Statuts Synodaux

Les deux caractères propres du mariage catholique, dégagés par la théorie canonique classique, sont son unité et son indissolubilité. Avant le Concile de Trente, de nombreux abus s'étaient produits en ce domaine, qui soulevèrent de vives critiques de la part des protestants. En particulier, le droit canonique classique ayant admis que le mariage se formait *solo consensu*, avait très logiquement décidé que les mariages clandestins, bien que blâmables, étaient néanmoins valables. Or de telles unions présentaient de gros inconvénients. L'Eglise, en effet, refuse le divorce ou la séparation amiable des époux. Il y avait pourtant un moyen facile de tourner cette prohibition : deux personnes se mariaient secrètement ; elles se séparaient ensuite quand elles le désiraient, et le Juge ecclésiastique ne pouvait intervenir. Ces époux séparés pouvaient fort bien, chacun de son côté, contracter une nouvelle union. Mais en se mariant une deuxième fois après avoir rompu une union clandestine, valable au for interne, ils commettaient le crime de bigamie ; et comme l'Eglise ne connaissait que le mariage public, elle les forçait à rester en état de péché mortel.

D'autres dispositions canoniques concernant le mariage avaient été elles aussi attaquées par les protestants : par exemple la règle qui transformait les fiançailles en mariage dès que la *copula carnalis* intervenait entre les fiancés ; ou bien encore les multiples empêchements au mariage fondés sur la parenté ou l'affinité, et dont l'exagération était flagrante.

Le Concile de Trente, considéré comme le Concile de la Contre-Réforme catholique aux attaques protestantes, fut la réponse officielle de l'Eglise à toutes ces critiques. La question du mariage, abordée à plusieurs reprises, fut définitivement réglée dans la 24^e session. Ce fut le décret *De Reformatione Matrimonii*.

Le Saint Concile, sans abandonner la théorie canonique classique du mariage, va néanmoins édicter un certain nombre de règles, afin de répondre aux critiques concernant ce sacrement. Bien que les décrets du Concile de Trente n'aient jamais été reçus en France, plusieurs Conciles provinciaux en ont ordonné la publication dans leur Province (1). Il était donc nécessaire, pour le curé, de tenir compte des nouvelles dispositions ecclésiastiques.

Pour étudier plus commodément la réglementation du mariage telle qu'elle ressort des statuts synodaux, et l'influence du Décret *De Reformatione Matrimonii* sur ces derniers, nous verrons en deux Titres :

Titre I. — Les formalités préliminaires au mariage.

Titre II. — La célébration du mariage.

TITRE I

Les formalités préliminaires au mariage

Le mariage une fois contracté étant indissoluble, il est indispensable de s'assurer avant sa célébration qu'il n'y existe aucun empêchement, et que les parties sont libres et en état de s'engager. C'est à cette idée que correspondent les formalités préliminaires au mariage. C'est aussi la raison pour laquelle ces formalités ont été réglementées avec force détails, non seulement par le Concile de Trente, mais aussi par les évêques dans leurs synodes.

Ce Titre comprend trois chapitres, consacrés respectivement :

Chapitre I : les bans.

Chapitre II : les fiançailles.

Chapitre III : les dispositions nécessaires pour recevoir le sacrement de mariage.

(1) Rouen c. p. 1581 — Reims c. p. 1583 — Bordeaux c. p. 1584 — Tournai c. p. 1585 — Narbonne c. p. 1612.

CHAPITRE PREMIER

LES BANS

Très ancienne est la coutume d'annoncer publiquement les mariages qui doivent se contracter prochainement (1). Dom Chardon (2) nous dit que dès le ⁱⁱe siècle que les fidèles ne se mariaient qu'après en avoir informé leur évêque. Par la suite, l'Eglise ayant jugé à-propos de défendre le mariage à certaines personnes sous peine de nullité, on prit l'habitude, spécialement dans les églises de France et d'Angleterre, d'annoncer et de publier aux messes paroissiales les futurs mariages des chrétiens, afin de pouvoir découvrir s'il n'y existait aucun empêchement. Nous voyons l'origine de cette coutume, en France, dans l'Ordonnance synodale d'Eudes de Sully, évêque de Paris vers 1200.

Celui-ci ordonne que le prêtre, avant d'assister à un mariage, le dénonce au peuple trois dimanches ou trois jours de fête ; et ce, sous peine d'excommunication. Mais une publication en un lieu quelconque n'aurait eu aucun effet. La célébration du mariage est réservée au prêtre de la paroisse où vivent les contractants.

On trouva cette règle si sage qu'elle fut approuvée par le Pape Innocent III dans le quatrième Concile de Latran (1215), et étendue à toute l'Eglise latine. Mais cette réglementation était insuffisante : on n'avait pas spécifié à quels jours on devait faire les publications, ni combien de fois étaient nécessaires.

Cette loi, au moment du Concile de Trente, n'était plus en usage dans bien des pays (en Espagne notamment). Ce furent les évêques français qui demandèrent au Concile de renouveler le décret du Concile de Latran au sujet de la publication des bans.

(1) NAZ (Ch) : *Dictionnaire de Droit canonique*, v^o bans.

(2) DOM CHARDON : *Histoire des sacrements* (tome VI).

Le Concile de Trente, dans l'acte I du décret de *Reformatione*, a réorganisé la publicité préalable du mariage au moyen des bans ; il a, en particulier, fixé à trois le nombre nécessaire ; mais il restait quelques points encore qu'il n'avait pas précisés. Ce fut l'œuvre des évêques dans leurs statuts synodaux.

Ce chapitre comprendra donc quatre sections :

Section I : Nombre et intervalles des bans.

Section II : Temps et lieux.

Section III : Dispenses.

Section IV : La révélation des empêchements et les oppositions.

SECTION I

Nombre et intervalles des bans.

C'est probablement l'un des points les plus minutieusement réglementés par les statuts synodaux ; cela n'a rien d'étonnant d'ailleurs : le Concile de Trente s'était borné à exiger que « le propre curé des parties contractantes annonce trois fois publiquement dans l'église pendant la messe solennelle, trois jours de fête consécutifs, les noms de ceux qui doivent contracter mariage » ; et un certain nombre de questions pratiques étaient restées sans réponse.

§ I. — *Les intervalles nécessaires entre les bans.*

Une question en particulier se posait : peut-on publier les bans par trois jours de fête immédiatement suivis ? Ce souci d'un intervalle entre les bans s'est surtout manifesté à partir du milieu du xvii^e siècle. Il a été mentionné pour la première fois par les statuts synodaux de Bourges en 1608 ; nous ne le retrouvons plus ensuite que dans ceux de Coutances de 1637.

Plusieurs solutions sont données par les évêques ; pour certains il faut au moins un jour franc entre chaque publication, ceci surtout dans les diocèses dépendant du Parlement de

Paris (1). Il n'y a qu'en Bretagne où cette règle semble n'avoir jamais été en vigueur.

Dans quelques évêchés on exige deux jours d'intervalle entre chaque annonce (2). Cette obligation se retrouve, durant la deuxième moitié du XVII^e siècle surtout dans les villes dépendant du Parlement de Toulouse, ainsi que dans quelques autres. Dans les diocèses d'Albi, Senes, Grasse et Fréjus (ces trois derniers dépendant du Parlement de Provence), il faut un intervalle de trois jours. Certains évêques enfin (Coutances 1637, Vienne 1702 et Viviers 1734) veulent que l'intervalle total ne soit pas inférieur à trois jours, ou à huit jours (Le Mans 1672) ou à onze jours (Avranches 1693 et Le Mans 1747). Enfin, dans quelques statuts on se contente de demander un intervalle compétent, sans toutefois en préciser la durée (3).

Par contre, une seule restriction en sens inverse, dans les statuts de Luçon en 1629 : il ne faut pas qu'il y ait plus d'un mois entre le premier et le troisième ban.

§ II. — Intervalle entre le dernier ban et le mariage.

Un deuxième point que le Concile de Trente n'avait pas traité : *pouvait-on célébrer le mariage le même jour que le dernier ban*, ou était-il nécessaire de laisser s'écouler un certain laps de temps ? Dans la moitié des statuts que nous avons vus, et surtout les plus anciens, aucune réponse n'a été donnée à

Dans toutes nos notes infra-paginales, le chiffre suivant la date renvoie au numéro du paragraphe qui se trouve toujours dans le chapitre consacré au mariage.

(1) Agen 1666 (6) — Beauvais 1699 (22) — Besançon 1573 (1) — Bordeaux 1704 (4) — Bourges 1608 (21), 1744 (7) — Dijon 1743 (28) — Lyon 1705 (8) — Marseille 1698 (8) — Ries 1675 — Saint-Omer 1697 (sect. 6, 3) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (III, 15) — Sens 1692 (II) — Soissons 1742 (2) — Troyes 1706 (7).

(2) Alet 1670 (2) — Auxerre 1674 (3) — Châlons-sur-Marne 1701 (4) — Meaux 1654 (30) — Narbonne 1671 (4) — Pamiers 1672 (II) — Quimper 1710 (71) — Sens 1658 (2) — Toulouse 1677 (5) — Tours 1681 (3).

(3) Aix 1742 (II 2) — Amiens 1662 (1) — Clermont 1620 (7), 1647 (2), 1653 (7) — Condom 1663 (290) — Grenoble 1690 (Sect. IV, 1) — Saint-Flour 1760 (1) — Saint-Malo 1620 (9) — Toul 1712 (5) — Tulle 1662 (5) — Valence 1728 (8) — Vienne 1702 (6).

ce problème. L'obligation de ne pas célébrer le mariage le même jour que le dernier ban se trouve pour la première fois dans les statuts synodaux de Maillezaïs en 1623 (3). Cette règle se développe au cours du xvii^e siècle, mais on semble admettre assez facilement des exceptions, spécialement dans le sud de la France (Grasse, Nîmes, Condom), quand la dernière publication se fait la veille du premier dimanche de l'Avent ou du premier jour de Carême, à condition d'en avoir averti le peuple à la précédente publication.

Puis cette obligation se précise tout au long du xvii^e siècle : dans certains diocèses un délai de vingt-quatre heures est exigé (1), dans d'autres deux jours, (Senez 1678, Tulle 1662), dans d'autres trois jours. Mais finalement la coutume l'emportant est celle qui veut que le certificat de publication des bans soit délivré seulement vingt-quatre heures après la dernière annonce. Toutefois il est curieux de constater que l'évêque de Vienne en 1702 et celui de Valence en 1728 ordonnent pour la partie de leur diocèse située dans le ressort du Parlement de Toulouse un intervalle de trois jours entre le dernier ban et le mariage, alors que les statuts synodaux de Toulouse de 1697 et 1729 veulent simplement que le certificat de publication des bans soit délivré vingt-quatre heures après le dernier ban.

§ III. — *Est-il nécessaire de republier les bans si le mariage n'a pas été célébré tout de suite?*

Toujours à propos de cet intervalle entre le dernier ban et le mariage, il y a encore un problème non résolu par les Pères du Concile de Trente, celui de savoir *s'il faut republier les bans quand on a attendu trop longtemps pour célébrer le mariage.*

(1) Agen 1666 (7) — Aix 1742 (II 28) — Amiens 1697 (II) — Apt 1697 (37) — Auxerre 1738 (20) — Bayeux 1735 (4) — Beauvais 1646 (84) — Bordeaux r. 1728 (3) — Bourges 1744 (9) — Châlons-sur-Marne 1701 (33) — Châlons-sur-Marne 1684 (22) — Comminges 1642 (5) — Digne 1680 — Dijon 1743 (34) — Fréjus 1778 (5) — Grenoble 1690 (s. IV 10) — Noyon 1673 (149) — Rodez 1674 (20) — Saint-Brieuc (13, 90) — Saint-Flour 1760 (1) — Saint-Omer 1697 (sec. 6, 10) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (III, 18) — Soissons 1658 — Toulouse 1677 (7) — Troyes 1860 (10) — Vienne 1702 (5) — Viviers 1734.

Les évêques ne semblent guère s'être souciés de cette difficulté avant 1670, sauf l'évêque de Comminges en 1642 (6), et celui de Beauvais en 1646 (83). C'est après cette date de 1670 que nous rencontrons une réglementation précise à ce sujet. Les statuts synodaux qui ordonnent de republier les bans au bout de deux mois si le mariage n'a pas été célébré (1) sont situés surtout dans le ressort des Parlements de Bretagne et de Grenoble, et dans le Sud de la France, avec quelques exceptions comme Saint-Omer, Amiens et Sens. Alors que les évêchés où le délai est de trois mois dépendent généralement des Parlements de Paris et de Toulouse (2).

Certains diocèses sont moins sévères : le délai est de quatre mois à Autun et Evreux, et même de six mois à Auxerre (1738) (I, 19), Noyon (1673) (148), Saint-Malo (1769) (5), Vienne (1702) (8), Viviers (1734) (3).

Quelques statuts ordonnent de publier un ou deux bans seulement s'il y a moins de trois mois que la dernière annonce a été faite, et les trois bans s'il y a plus de six mois. Mais on ne précise pas combien de bans publier s'il s'est écoulé plus de trois mois et moins de six depuis la dernière publication.

SECTION II

Temps et lieux des publications de mariage.

§ I. — *Quand doit-on publier les bans ?*

Le Concile de Trente, on s'en souvient, avait ordonné que les publications fussent faites « trois fois publiquement, pendant la messe solennelle trois jours de fête consécutifs ».

(1) Agen 1666 (7) — Aix 1742 (II, 7) — Alet 1670 (2) — Amiens 1662 (1) — Auxerre 1674 (6) — Condom 1663 (293) — Oloron 1712 (4) — Quimper 1710 (71) — Saint-Brieuc 1723 (14) — Saint-Dié 1783 (6) — Saint-Omer 1697 (Sect-6, 12) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (Sect III, 17) — Sens 1658 (2) — Valence 1728 (6) — Vannes 1693 (2).

(2) Alby 1695 (4) — Apt 1697 (37) — Bordeaux 1704 (2) — Bourges 1744 (Sect. II, 10) — Comminges 1642 (6) — Digne 1680 — Dijon 1743 (35) — Mende 1738 (6, 20) — Narbonne 1671 (4) — Pamiers 1672 (a II) — Ries 1675 — Toulouse 1677 (5) — 1729 (5).

Cette prescription étant très claire, elle ne souleva guère de difficultés. La pratique eut simplement à compléter quelques points.

1) Ce n'est pas expressément dit par la plupart des évêques, mais il semble bien que *le curé ne doive pas publier les bans avant que les parties* (ou leurs parents si ce sont des mineurs) *ne lui en aient fait la demande*, ou que tout au moins il soit assuré de leur consentement (1).

2) *Le curé doit-il aussi s'assurer*, avant d'annoncer publiquement le mariage, *que les fiancés sont suffisamment instruits des dogmes de la religion chrétienne* et qu'ils ont satisfait à leur devoir pascal ? Là, les avis divergent suivant les archévêchés. Dans celui de Reims, cette règle est très généralement suivie (Amiens, Beauvais, Noyon, Châlons-sur-Marne). On la trouve en vigueur en Bretagne ainsi qu'en Bourgogne et dans quelques villes du Sud-Ouest (Bordeaux, Agen, Auch). Mais la région parisienne, le Languedoc et la Provence, sauf Aix, échappent à cette coutume ; coutume relativement récente d'ailleurs, puisqu'on la voit pour la première fois dans les statuts synodaux de Nantes en 1642.

3) En principe *on peut publier indifféremment les bans à des jours de dimanche ou à des jours de fête solennelle*. Seul, l'évêque de Besançon, en 1573, veut qu'une des publications au moins ait lieu un dimanche.

Il faut signaler aussi que, contrairement aux prescriptions du Concile de Trente, le rituel de Digne en 1680 et les statuts synodaux de Châlons-sur-Marne permettent expressément la publication des bans aux vêpres.

Pour en terminer avec ce problème du moment de la publication des bans, il faudrait savoir si ceux-ci doivent être publiés avant ou après les promesses du futur mariage. Nous verrons cela dans le chapitre consacré aux fiançailles.

(1) Auxerre 1674 (7) — 1738 (8) — Beauvais 1699 (2) — 1744 (Sect. II, 1) — Châlons-sur-Marne 1701 (1) — Dijon 1743 (18) — Mâcon 1633 (16) — Marseille 1698 (9) — Narbonne 1671 (5) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (Sect. III, 8) — Toul 1658 — Toulouse 1677 (1).

§ II. — Où doivent être faites les publications ?

Nous savons donc que les annonces d'un prochain mariage doivent être faites pendant la messe solennelle ; mais le statut conciliaire n'a pas précisé dans quelle église les bans doivent être publiés. Très vite, la doctrine a estimé que si les deux parties étaient de deux paroisses différentes, on devait publier les bans dans les deux paroisses. Cette règle est reprise par la quasi-totalité des évêques dans leurs statuts synodaux, à partir du ^{xvii}^e siècle. Mais, de plus en plus, on a tendance à faire annoncer le mariage dans les autres paroisses où l'on était susceptible d'y connaître des empêchements. Ainsi dès 1620 l'évêque de Bordeaux ordonne, si une partie a deux domiciles équivalents, dans lesquels elle vit aussi longtemps, que les bans soient publiés dans les deux paroisses de ses domiciles. Règle reprise ensuite un peu dans toute la France (1). De là, rien de plus naturel que de vouloir qu'on publie les bans dans tous les lieux où les parties ont fait un séjour considérable (2).

A partir du moment où l'on a estimé que pour être censé paroissien d'une paroisse, il fallait y avoir séjourné un certain temps (cf. le chapitre sur les questions domiciliaires), il était normal de décider, comme le fait l'évêque de Noyon en 1697, « qu'en cas de moindre séjour lesdits bans seront aussi publiés dans la paroisse où les personnes résidaient auparavant, et si elles n'y avaient demeuré l'espace suffisant, ils seront encore publiés dans le lieu de leur précédente demeure ; et quand ces trois demeures ne suffiront pas, pour faire le temps nécessaire, on aura recours à l'évêque ».

Ou bien dans ce cas on publiera aussi les bans dans le lieu de naissance des parties (3). On ne rencontre guère cette règle

(1) Beauvais 1646 (86) — 1699 (II) — Bordeaux 1624 (3) — Bourges 1744 (Sect. II, 5) — Grenoble 1690 (Sect. IV, 5) — Luçon 1685 (4) — Noyon 1673 (151) — Saint-Brieuc 1723 (13,50) — Saint-Omer 1697 (Sect. VI, 5) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (Sect. III, 5) — Tours 1681 (V) — Vannes 1693 (4).

(2) Agen 1666 (5) — Alet 1670 (2) — Amiens 1662 (5) — Auxerre 1674 (4) — Condom 1663 (297) — Fréjus 1778 (6) — Grenoble 1690 (Sect. IV, 3) — Pamiers 1672 (II) — Ries 1675 (3) — Sens 1658 (4).

(3) Beauvais 1646 (86) — 1699 (10) — Besançon 1687 (4) — Fréjus 1778 (6) — Lyon 1705 (6) — Marseille 1698 (7) — Noyon 1673 (150) — Quimper 1710 (72) — Verdun 1750 (2).

que dans le ressort des Parlements de Toulouse et de Paris, sauf à Tours, Bourges, Beauvais et La Rochelle.

Dans le Midi, de toutes façons, les bans doivent être publiés dans le lieu de naissance, si l'on en est sorti après la puberté (1) :

Quand les mineurs ont un domicile de fait différent de celui de leurs parents, les annonces de leur futur mariage doivent être faites en principe dans la paroisse de leurs père et mère et dans la leur (2), sauf à Aix (1742) et Digne (1680), où on ne fera de publications que dans l'église paroissiale des parents.

Il reste un dernier cas à étudier : où doivent être publiés les bans des personnes qui n'acquièrent pas domicile par elles-mêmes ? c'est-à-dire les domestiques, les étudiants, etc... Généralement, dans les villes du Midi, on veut que les bans soient publiés dans le lieu de leur naissance et dans celui où ils vivent actuellement (3), alors que dans la partie Nord de la France les bans seront publiés là où ils demeurent et dans la paroisse de leurs parents.

Deux choses sont à remarquer : 1^o la question des publications en différentes paroisses n'apparaît qu'au milieu du xvii^e siècle ; 2^o deux régions se distinguent par leur particularisme : la Bretagne et la Provence.

SECTION III

Les dispenses, les sanctions du défaut de publication.

§ I. — Est-il possible de dispenser de toutes les publications ?

Selon les prescriptions du Concile de Trente, l'évêque peut soit dispenser purement et simplement de toutes les publications, soit les remettre après la célébration du mariage, mais

(1) Agen 1666 (5) — Aix 1742 (Sect. II, 9) — Dijon 1743 (26) — Grenoble 1690 (Sect. IV 4) — Tulle 1662 (7) — Vannes 1693 (3).

(2) Autun 1705 (19) — Auxerre 1738 (II 8) — Beauvais 1699 (12) — Bordeaux 1704 (6) — Bourges 1744 (Sect. II 3) — Quimper 1710 (72) — Saint-Brieuc 1723 (13, 60) — Saint-Omer 1697 (Sect. VI 60) — Saint-Paul-Trois-Château 1751 (Sect. III 4) — Verdun 1750 (3).

(3) Bordeaux 1704 (5) — Bourges 1744 (4) — Digne 1680 (I) — Marseille 1698 (8) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (Sect. III 2).

avant sa consommation. En France la pratique imposera des coutumes quelque peu différentes.

Seul le Concile provincial de Rouen en 1581 suivra exactement les canons du Concile de Trente à ce sujet : « Quand on se doute que malicieusement on empêchera le mariage si on fait tant de bans et proclamations, un ban suffira, ou sans aucun, pour le moins qu'on solennise le mariage en la présence du curé et de deux ou trois témoins : mais avant que consommer ledit mariage, qu'on fasse les proclamations en l'église afin de découvrir les empêchements s'il y en a. »

Mais on voit, d'après ces statuts du Concile provincial de Rouen, l'ébauche d'une nouvelle règle qui va s'étendre peu à peu en France : la possibilité de dispenser de quelques-uns des bans s'il y en a au moins un de publié. Par contre, la permission de célébrer le mariage sans publication préalable des bans va être refusée assez tôt. Nous ne la trouvons accordée que dans les statuts de Cambrai de 1604 et de Saint-Omer de 1640, qui sont des diocèses du clergé étranger, et seulement en cas de maladie grave d'un des futurs époux.

Il faut toutefois constater que, spécialement au xvi^e et au début du xvii^e siècles, une bonne partie des évêques se désintéressent de cette question. Quelques-uns cependant envisagent de dispenser des annonces du prochain mariage, mais sans fixer de règles très précises ; ils se contentent de renvoyer au rituel romain, ainsi que le fait l'évêque de Condom en 1663.

A Gap, en 1588, P. Paparin de Chaumont défend à ses curés de donner aucune dispense de bans, si ce n'est en cas de légitime cause, et après les publications du premier. C'est dans des termes à peu près identiques que s'expriment les évêques de Clermont et de Bordeaux en 1620 et 1632. Toutefois ce ne sont toujours là que des décisions isolées ; la grande majorité, comme nous l'avons dit, se préoccupe peu de ce problème. Par contre, à partir de 1660, nous observons le phénomène inverse, et la dispense des publications fera l'objet d'une réglementation stricte de la part des évêques. Non seulement ils ordonneront au moins une publication, mais ils n'accorderont aucune dispense si le curé ne certifie avoir annoncé en chaire le désir des parties d'en obtenir une. Et pour être valable, la dispense devra soit avoir été signée et

scellée du sceau de l'évêque, soit avoir été insinuée au greffe de la juridiction ecclésiastique. Sinon le curé ne devra pas en tenir compte (1).

§ II. — Valeur d'un mariage non précédé de publications.

Cette question des dispenses nous amène tout naturellement à nous demander quelle peut être la valeur d'un mariage qui n'a pas été publié. Il faut bien reconnaître que les évêques ont été souvent embarrassés par cela ; la plus grande partie ne dit rien là-dessus, et cela que les statuts aient été édictés au xvi^e ou au xviii^e siècle. Le plus sévère est sans aucun doute Etienne de Labarge évêque de Lyon, qui, en 1577, excommunie ceux qui se marient sans publications préalables, ainsi que le prêtre qui aura coopéré à de tels mariages. L'évêque d'Angers estime, lui, en 1606, qu'un tel mariage est nul, mais il n'ordonne aucune sanction précise à l'égard de ceux qui y auront contrevenu. Sébastien de Romadec, à Vannes en 1642, décide que l'on sera puni selon la loi et les Conciles. C'est en effet la solution qui doit prévaloir en pratique : un tel mariage doit relever des tribunaux civils (nous ne parlons pas ici des mariages à la Gaulmine, qui, eux, sont considérés comme des mariages clandestins et sont punis de sanctions beaucoup plus graves). Les évêques se contentent d'infliger une punition au prêtre qui leur aura ainsi désobéi : il sera généralement suspendu pour trois ans (2), et quelquefois aux parties : à Comminges elles seront privées de l'entrée de l'église, à Toul, en 1658, elles devront payer une amende de vingt livres.

§ III. — Abus dans les publications.

Nous ne pouvons cependant terminer ce chapitre sans dire un mot des abus signalés par les statuts synodaux en cette matière. Ils sont, à vrai dire, peu nombreux. Selon le Concile

(1) Aix 1742 (Sect. II, 3) — Autun 1705 (8) — Bayeux 1735 (8) — Mende 1738 (12) — Nevers 1679 (7) — Noyon 1673 (154) — Saint-Paul-Trois-Château 1751 (Sect. IV 4) — Troyes 1652 (II).

(2) Alby 1679 — Beauvais 1699 (20) — Condom 1663 (289) — Grasse 1644 (12) — Reims 1647 (22) — Saint-Malo 1620 (9) — Troyes 1652 (11) — Tulle 1662 (8).

Provincial de Rouen en 1581 on demandait très souvent des dispenses de publication des bans pour prévenir les maléfices qui n'auraient pas manqué d'avoir lieu si on avait fait toutes les annonces.

Dans quelques diocèses, à la fin du xvii^e siècle, on publie les bans d'une voix basse et inintelligible (1), dans d'autres on demande trop facilement des dispenses (2). Plus rarement signalés sont les abus contrecarrant les dispositions légales, comme de publier deux bans en un même jour, ou de les publier à un autre moment que pendant la grand'messe, ou en un autre lieu que dans l'église paroissiale.

A la fin de l'Ancien Régime, la question des dispenses de publication est donc clairement vue et réglementée d'une façon assez uniforme ; sur ce point encore nous constatons la régression du particularisme provincial.

Il nous faut maintenant, pour terminer l'étude des bans, voir dans une quatrième section ce qui se passe lorsqu'à la suite d'annonces d'un futur mariage il y a révélation d'un empêchement ou opposition au mariage.

SECTION IV

La révélation des empêchements et les oppositions.

Les publications de bans sont ordonnées par les lois de l'Eglise et de l'Etat pour le bien public, afin de permettre la révélation des empêchements que certains peuvent savoir exister à un mariage. La liste des empêchements est fixée par les rituels de chaque diocèse. Un certain nombre sont dits *dirimants*, c'est-à-dire qu'un mariage contracté au mépris de ceux-ci est

(1) Aix 1742 (Sect. II, 2) — Avranches 1609 (62) — Bayeux 1735 (3) — Beauvais 1699 (14) — Dijon 1743 (31) — Grenoble 1690 (Sect. IV, 6) — Saint-Brieuc 1723 (13, 10) — Saint-Omer 1697 (Sect. VI, 70) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (Sect. III, 16) — Troyes 1652 (9) — Vienne 1702 (7) — Viviers 1734 (3).

(2) Amiens 1710 — Bordeaux 1704 (8) — Châlons-sur-Marne 1684 (2) — Gap 1588 (41) — Grasse 1644 (15) — Lyon 1687 (1) — Maillezois 1623 (3) — Marseille 1712 (2) — Noyon 1673 (154) — Troyes 1680 (1).

nul ; les autres sont dits *prohibitifs* et entraînent simplement des sanctions proportionnées à la gravité de la faute, non la nullité de l'union.

Alors que n'importe qui peut et doit révéler les empêchements existants, seuls peuvent former opposition au mariage ceux qui y sont intéressés : les fiancés, les personnes qui prétendent avoir été mariées avec l'une des parties, et les parents, pour le mariage de leurs enfants mineurs.

Dans leurs ordonnances synodales, les évêques se sont contentés de régler les formes de la révélation des empêchements ou des oppositions, d'indiquer la marche à suivre par le curé quand il se trouve dans un de ces cas, et de fixer des sanctions à l'égard de ceux qui auraient contrevenu. Nous allons étudier chacune de ces questions successivement dans trois paragraphes différents.

§ I. — *Les formes et effets de la révélation des empêchements et de l'opposition.*

I. — *Les formes de la révélation des empêchements.*

En principe, la révélation se fait de vive voix au curé des parties ; et aucune forme n'est exigée. Toutefois à la fin du xvii^e siècle, dans quelques diocèses, généralement situés dans le Sud : statuts de Alet 1670 (3), Pamiers 1672 (12), Grenoble 1690 (Sect. N, 7), Alby 1695 (11) et statuts de Beauvais 1699 (21), l'évêque ordonne que la révélation des empêchements soit signée de celui qui l'a faite. A Saint-Omer les statuts de 1697 décident que les révélations d'empêchement ne seront signées que s'il s'agit d'un empêchement de parenté ou affinité. Dans quelques diocèses le curé doit s'assurer par lui-même, avant toute publication de bans, qu'il n'existe aucun empêchement (1).

On est par contre beaucoup plus exigeant, comme nous allons le voir, en ce qui concerne les formes de l'opposition.

(1) Auxerre 1738 (Sect. I, 2) — Amiens 1662 (2) — Dijon 1743 (5) — Saint-Brieuc 1723 (10) — Saint-Dié 1783 (6) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (Sect. III, 1).

II. — *Les formes de l'opposition.*

L'opposition est un acte juridique ; elle peut être faite entre les mains du curé de la paroisse des promissaires, mais aussi entre celles de leur évêque. Comme tous les actes juridiques, elle doit être faite par écrit, contenir les causes et les moyens sur lesquels elle est fondée, et signée s'il se peut de l'opposant. Si celui-ci ne sait pas signer, elle doit l'être par deux témoins. Assez peu de statuts synodaux traitent de la forme de l'opposition, et cette question n'est pas soulevée avant le ^{xvii}e siècle. Nous la voyons apparaître pour la première fois au début de ce siècle dans les ordonnances d'Avranches 1609, de Saint-Malo 1620 et de Coutances 1637, c'est-à-dire dans cette région qui est à la limite de la Bretagne et de la Normandie. Nous ne la retrouvons plus ensuite qu'en 1677 dans les statuts de Toulouse, et à partir de ce moment la réglementation de l'opposition se développe dans toute la France (1).

A la fin du ^{xvii}e siècle un certain nombre de diocèses du Parlement de Toulouse : statuts de Alet 1670 (3), Nîmes 1670 (4), Pamiers 1672 (12), Narbonne 1671 (7) et d'Agen 1666 (13), ville située en bordure de ce Parlement) ordonnent que l'opposition se fasse par écrit signée de l'opposant *et aussi* de deux témoins. Quand l'opposant refuse de faire son opposition par écrit, il ne doit pas en être tenu compte (Dijon 1743, Digne 1680) sauf si elle est faite par les parents (Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751).

Il faut remarquer que bien des évêques s'occupent des conséquences de l'opposition, sans pour cela traiter de la forme que doit revêtir celle-ci ; mais ce sont généralement ceux qui distinguent assez mal entre la révélation des empêchements et celle des oppositions ; car, comme nous allons le voir dans notre troisième paragraphe, ces deux questions ont quelques effets communs, ce qui explique la confusion faite par certains.

(1) Aix 1742 (Sect. II, 23) — Alby 1695 (11) — Avranches 1609 (51) — Beauvais 1699 (21) — Coutances 1637 (6) — Digne 1680 (1) — Dijon 1743 (56) — Grenoble 1690 (Sect. IV, 8) — Noyon 1673 (158) — Saint-Brieuc 1723 (13, 14) — Saint-Malo 1620 (10) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (V 2) — Toulouse 1677 (7) — Vienne 1702 (13).

III. — *Les effets de la révélation d'un empêchement ou d'une opposition.*

Le curé doit suspendre la publication des bans ou la cérémonie du mariage dès qu'il lui sera découvert un empêchement (1), ou dès que quelqu'un aura formé opposition à ce mariage (2). Des différences vont se marquer en ce qui concerne la marche à suivre par le curé dans chacun des cas.

§ II. — *Marche à suivre en cas de révélation d'empêchement ou d'opposition.*

Aussitôt que le curé a connaissance d'un empêchement, il doit s'informer et voir si celui-ci existe réellement. Si l'empêchement lui semble être dénué de fondement, il pourra passer outre, sinon il surseoirait au mariage jusqu'à ce qu'il y ait une dispense de l'évêque, si c'est possible.

Mais très nettement on a tendance, à la fin du xvii^e siècle, à ne plus laisser le curé seul juge de la situation ; il devra soit s'adresser à l'évêque pour obtenir les éclaircissements nécessaires [statuts de Agen 1666 (13), Beauvais 1699 (21), Mende 1738 (V, 50), Oloron 1712 (3), Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (V, 1)], soit avertir l'official : Digne 1680, Dijon 1743 (52), Fréjus 1778 (12), Limoges 1629 (18), Tulle 1662 (9) et celui-ci décidera ; mais dans ce cas, la marche à suivre ressemble beaucoup à celle observée en cas d'opposition.

En effet, dès qu'une opposition a été formée, le curé doit, en particulier dans quelques diocèses situés dans le ressort du

(1) Agen 1666 (13) — Alet 1670 (3) — Auxerre 1738 (I, 18) — Bordeaux r. 1728 (3) — Digne 1680 — Grenoble 1690 (Sect. IV, 8) — Mende 1738 (V, 5) — Saint-Brieuc 1723 (XIII, 150) — Viviers 1734 (3) — Beauvais 1699 (20) — Grasse 1644 (XVIII).

(2) Agen 1666 (13) — Aix 1742 (II, 18) — Alet 1670 (3) — Autun 1705 (18) — Auxerre 1738 (II, 16) — Bourges 1744 (II, 11) — Châlons-sur-Marne 1701 (2) — Comminges 1642 (4) — Dijon 1743 (49) — Fréjus 1778 (12) — Grasse 1644 (17) — Grenoble 1690 (Sect. IV, 7) — Mende 1738 (V, 6) — Riez 1675 (1) — Rodez 1674 (17) — Saint-Brieuc 1723 (XIII, 140) — Saint-Malo 1620 (9) — Soissons 1658 (4) — Toulouse 1677 (7) — Troyes 1652 (10) — Valence 1728 (I, 13) — Vienne 1702 (13) — Viviers 1734 (3).

Parlement de Toulouse, avertir les parties de l'opposition formée contre elles [statuts de Toulouse 1677 (7), Pamiers 1672 (12), Viviers 1734 (3)] ; et ensuite il les assignera avec l'opposant devant l'Official. Le délai de cette assignation n'est pas fixé uniformément : les statuts de Alby 1679, Besançon 1573, Gap 1588, Grasse 1644, Luçon 1685, Rodez 1674, Saint-Malo 1620, Tulle 1662, n'indiquent aucune date ; quelques évêques se contentent d'ordonner l'assignation des parties « à jour certain et compétent » (Clermont 1620-1659, Condom 1663, Noyon 1673). D'autres enfin fixent un délai qui est de huit jours (Nîmes 1670, Pamiers 1672, Alet 1670) ou même de trois jours à Grenoble (1690) et Saint-Omer (1697).

Une fois le juge d'église saisi, l'opposant, en principe, ne peut plus se désister ; il peut le faire avant que la question soit venue devant l'official. Au XVIII^e siècle, dans quelques diocèses, ce désistement doit avoir lieu devant notaire [Auxerre 1738 (I, 16), Boulogne 1744 (10), Bourges 1738 (Sect. II, 11), Dijon 1743 (52), Viviers 1734 (3)]. Le mariage, de toutes façons, ne pourra être célébré qu'après la levée de l'opposition par l'official.

§ III. — *Sanctions en cas d'inobservation de la révélation d'un empêchement ou d'une opposition.*

Cette question a été bien moins souvent traitée que les précédentes. Ceux qui, connaissant des empêchements au mariage, ne les ont pas révélés, sont excommuniés : statuts de Beauvais 1646 (91)-1699 (19), Clermont 1620 (16), Condom 1663 (291), Noyon 1673 (155), Soissons 1658 (4), de même ceux qui se marient en degré défendu (Albi 1679). Seront aussi excommuniés ceux qui supposent de faux empêchements : Auxerre 1738 (I, 17), Bourges 1738 (Sect. II, 12), Digne 1680 (1). Quant au curé qui assiste à un mariage tout en sachant les empêchements qui existent à celui-ci, il sera suspendu de ses fonctions ecclésiastiques : Beauvais 1646 (92), 1699 (20), Troyes 1652 (10).

Aucune sanction n'est édictée à l'encontre de ceux qui, pouvant former opposition, ne le font pas. Ce qui est assez normal, car on ne peut obliger quelqu'un à intenter un procès.

On peut être étonné que les statuts synodaux aient été si laconiques sur les sanctions concernant l'inobservation des règles touchant la révélation des empêchements et les oppositions. Il faut croire qu'on ne rencontrait guère d'abus en cette matière, ce qui est assez plausible : les juridictions ecclésiastiques ayant depuis longtemps la question en main.

Au terme de ce premier chapitre, nous pouvons tirer quelques conclusions sur la réglementation de la publication des bans en France : tout d'abord, une complexité croissante des règles (par exemple, les différents lieux où les annoncer doivent être faites, l'intervalle entre le dernier ban et le mariage), et en même temps une certaine uniformisation des règles, la région du Parlement de Toulouse, toutefois, étant celle où le particularisme provincial est le plus fort.

CHAPITRE II

LES FIANÇAILLES

Fiancer signifie « promettre en engageant sa foi ». On appelle fiançailles la promesse solennelle que deux personnes de sexe différent, habiles à contracter mariage, se font l'une à l'autre de se prendre plus tard pour femme et mari. Les fiançailles n'existent donc pas par elles-mêmes, mais sont conclues en vue du mariage à venir. C'est pourquoi la législation canonique a été assez souple sur cette question.

Cette cérémonie est très ancienne. Elle était même en usage avant le christianisme. Chez les Romains les parties s'engageaient par un anneau que le futur époux envoyait à sa future épouse. Chez certains peuples, au contraire, comme les Germains ou les Bourguignons, la cérémonie des fiançailles est le reste de l'ancienne coutume par laquelle l'homme achetait la femme qu'il désirait épouser.

Nous constatons très nettement en France deux influences différentes qui se sont exercées sur ce point. Dans le Midi, spécialement dans le Languedoc et en Provence, pays de

droit écrit, l'usage est de ne pas célébrer de fiançailles, ou tout au moins de ne pas en faire une cérémonie religieuse. Dans la partie Nord de la France, par contre, les fiançailles sont obligatoires (1) ; dans quelques diocèses même on est excommunié si on se marie sans s'être au préalable fiancé à l'église.

Certains évêques des pays de droit coutumier ne traitent pas dans leurs ordonnances synodales du problème des fiançailles. Pour le diocèse de Dijon, Le Ridant, dans son code matrimonial, indique qu'on n'en a pas l'habitude. Pour les autres diocèses situés en pays de droit coutumier, nous ne pouvons pas donner de réponses fermes. Nous n'avons en effet pu consulter pour les évêchés de Nantes, Cambrai et Saint-Dié que les statuts d'un seul synode. Or on ne peut pas traiter tous les problèmes dans chaque synode. On peut donc en conclure soit que les fiançailles sont une coutume tellement bien établie que l'on n'a plus besoin de la réglementer ; soit au contraire que c'est une coutume à laquelle les évêques attachent peu d'importance. Nous penchons plutôt pour la

(1) Amiens 1662 (2) — Angers 1615 (17), 1656 (4) — Auxerre 1738 (II, 1) — Avranches 1693 (2) — Beauvais 1646 (93), 1699 (26) — Bordeaux 1608 (1) — Boulogne 1744 (8) — Bourges 1738 (Sect. III) — Châlons-sur-Saône 1657 (23), 1701 (28) — Clermont 1647 (15) — Condom 1633 (292) — Coutances 1637 (6) — Evreux 1664 (6) — Grenoble 1690 (28) — La Rochelle 1649 (6) — Limoges 1619 (21) — Luçon 1629 (18) ; 1685 (10) — Mâcon 1633 (7) — Maillezaïs 1623 (2) — Meaux 1654 (31) — Noyon 1673 (157) — Paris 1608 (28) — Périgueux 1649 (5) — Quimper 1657 (1) — 1710 (70) — Rodez 1674 (14) — Saint-Brieuc (1723 (10) — Saint-Malo 1620 (7), 1769 (2) — Saint-Omer 1697 (Sect. VII) — Saintes 1651 (9) — Senlis 1620 (22) — Sens 1658 (2) — Soissons 1658 (3) — Toul 1712 (4) — Tours c. p. 1585 — Troyes 1652 (4) — Tulle 1662 (2) — Vannes 1642 (17) — Verdun 1756 (1).

Fiançailles défendues : Alet 1760 — Pamiers 1672.

Fiançailles pas en usage : Aix 1742 — Digne 1680.

Fiançailles non mentionnées : Agen 1666 — Aix c. p. 1588-1742 — Alby 1695 — Angers 1606 — Apt 1697 — Arras 1570-1696-1746 — Autun 1705 — Auxerre 1674 — Avranches 1609 — Bordeaux c. p. 1584 — Bourges 1608 — Cahors 1638 — Cambrai 1601 — Chartres 1585 — Clermont 1620-1653 — Comminges 1642 — Dijon 1743 — Fréjus 1778 — Gap 1588 — Grasse 1644-1668 — Le Mans 1678-1747 — Lyon 1577-1689-1705 — Marseille 1698-1712 — Mende 1738 — Nantes 1742 — Narbonne 1612-1671 — Nevers 1679 — Nîmes 1670 — Oloron 1712 — Ries 1675 — Rouen c. p. 1584-1607 — Saint-Dié 1783 — Saint-Flour 1760 — Saint-Pol-de-Léon 1629 — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 — Saintes 1600-1635 — Toulon 1704 — Toulouse 1677-1729 — Valence 1722 — Vienne 1702 — Viviers 1734.

première explication, au moins pour le début de la période qui nous intéresse, car avant le Concile de Trente les *sponsalia de futuro* jouaient un grand rôle dans la formation du lien matrimonial. En fait nous verrons que d'autres raisons aussi ont pu jouer.

Il est curieux aussi de remarquer que l'évêché de Rodez, pourtant situé dans le Languedoc, ordonne que les fiançailles précèdent toujours le mariage.

Nous allons voir dans une première section les conditions de validité des fiançailles, dans une deuxième leur rôle pour la formation du mariage, et dans une dernière section leurs effets et comment elles peuvent être dissoutes.

SECTION I

Les conditions de validité des fiançailles.

L'Eglise n'avait imposé aucune condition de forme. Mais dans chaque diocèse, peu à peu, des coutumes se sont implantées et sont devenues obligatoires.

§ I. — Les conditions de forme.

I. — Le lieu où les fiançailles doivent être célébrées.

Aucune condition n'est imposée dans le Languedoc et en Provence où les fiançailles ne sont pas considérées comme une cérémonie religieuse.

Les fiançailles, quand il y en a, doivent être faites à l'église paroissiale des parties. Il ne semble pourtant pas qu'il en ait toujours été ainsi. Quelques statuts synodaux du *xv^e* siècle n'ordonnent rien quant au lieu. Plusieurs évêques déclarent, comme Michel Colbert dans les statuts synodaux de Mâcon en 1668, « Nous défendons de faire les fiançailles aux tavernes et cabarets, pour les abus, inconvénients, surprises et indécences qui s'y commettent... Nous voulons que les fiançailles se fassent dorénavant dans l'église paroissiale des parties ; que le curé ou vicaire, suivant la forme prescrite par le Rituel romain, fasse la cérémonie ».

Cette coutume de faire les fiançailles au cabaret semble assez répandue au début du xv^e siècle. Plusieurs évêques s'élèvent contre cet abus (cf. les statuts synodaux de Saint-Malo 1620, Maillezais 1623).

On accorde malgré tout assez facilement la permission de se fiancer ailleurs qu'à l'église. Henri de Laval, évêque de La Rochelle, veut que « si, pour quelques raisons importantes, on permet de faire les fiançailles ailleurs que dans l'église, il y assistera trois ou quatre témoins, comme si elles se faisaient à l'église ».

Cela laisse supposer qu'on a l'habitude de célébrer les fiançailles en présence de témoins. Et de fait, celles-ci ont lieu le plus souvent devant les proches parents et amis. Cela tend même à devenir obligatoire à partir de 1650 (1), car grâce au témoignage des assistants, on pourra établir la réalité des promesses de mariages ; c'est pour cela qu'on exige généralement trois ou quatre témoins.

II. — *Le temps des fiançailles.*

A quel moment de la journée doit-on les célébrer ? Contrairement à ce qui se passe pour le mariage, une grande latitude est laissée aux curés. Aucune obligation n'est imposée dans la moitié des statuts synodaux ; dans l'autre moitié, on se contente le plus souvent d'exiger que la cérémonie se fasse en plein jour. Quelques évêques plus scrupuleux fixent des heures différentes selon la saison. A Troyes, Denis Bouthellier de Chavigné défend de faire les fiançailles avant six heures du matin et après six heures du soir en hiver, et avant cinq heures du matin ou après huit heures du soir en été. A Châlons-sur-Marne, elles doivent être faites avant quatre heures du soir en hiver et avant six heures en été, de même à Bourges. P.-J. de Rochechouart, à Evreux en 1741, veut qu'elles aient lieu avant huit heures en hiver et neuf heures en été, etc.. Ce n'est malgré tout qu'une petite minorité qui établit des règles si tranchées.

(1) Condom 1663 (293) — La Rochelle 1649 (6) — Quimper 1657 (1), 1710 (70) — Reims c. p. 1583 (5) — Rodez 1674 (14) — Saint-Brieuc 1723 (10) — Saint-Malo 1620 (7) — Saint-Omer 1697 (Sect. VII, 4) — Toul 1712 (4) — Vannes 1642 (19).

Il n'y a généralement pas de jours où il soit interdit de célébrer les fiançailles. Les rituels d'Amiens et de Boulogne permettent même que les promesses de mariage aient lieu pendant l'Avent et le Carême, temps prohibés pour les mariages. Les autres évêques ne se prononcent pas sur cette question. Par contre, entre 1715 et 1730 on rencontre dans trois diocèses (Auxerre, Soissons, Saint-Brieuc) la défense de procéder aux *sponsalia de futuro* les dimanches, les jours de fête et les jours de jeûne.

Mais combien de temps avant le mariage doit se faire la cérémonie des fiançailles ?

Tout d'abord, faut-il qu'elle ait lieu avant ou après les publications ? Les avis divergent, et il semble que l'on assiste à une certaine évolution sur ce point. Au xvi^e siècle aucune obligation n'est imposée ; le problème est mentionné pour la première fois par Charles Miron dans le synode qu'il tient à Angers en 1615, où il déclare « lesquels bans défendons être faits sinon qu'au préalable, il y ait eu fiances faites par la main du prêtre ». Cette règle se retrouve au cours du xvii^e siècle dans toute la France (1).

Par contre, dès 1637 nous avons à Coutances la coutume de faire les promesses de mariage après les publications, et cette coutume s'étendra surtout à la fin du xvii^e siècle (2), plus particulièrement d'ailleurs dans la région parisienne. L'évêque d'Amiens qui, en 1662, ordonnait que les fiançailles fussent célébrées avant les publications, ordonne exactement le contraire en 1697, car, dit-il, « ayant reconnu les inconvenients qui surviennent lorsque les parties fiancées demeurent trop longtemps en cet état, nous ordonnons que les fiançailles ne se feront à l'avenir qu'après la publication du dernier ban ».

Dans quelques diocèses (Evreux, Meaux et Troyes) on laisse le choix aux parties.

(1) Amiens 1662 (1) — Angers 1615 (17) — Avranches 1693 (2) — Bordeaux 1624 (2) — Limoges 1619 (21) — Quimper 1710 (70) — Reims 1647 (22) — Rodez 1674 (15) — Saint-Malo 1769 (2) — Senlis 1620 (23) — Soissons 1658 (2), 1734 (5) — Toul 1712 (4).

(2) Amiens 1697 (3) — Auxerre 1695 (1, 3), 1738 (II, 1) — Coutances 1637 (6) — Saint-Omer 1697 (Sect. III, 1) — Sens 1658 (2) — Verdun 1750 (1).

Mais plus précisément combien de jours avant le mariage les *sponsalia de futuro* devront-elles avoir lieu ? Si, en principe, le mariage et les fiançailles ne doivent pas être célébrés le même jour, on accorde assez facilement des dispenses sur ce point (cf. en particulier les rituels d'Amiens et de La Rochelle).

Quelques évêques ne veulent pas que le mariage ait lieu plus de quarante jours après la cérémonie des fiançailles (1) ; ce sont généralement ceux qui ordonnent que les promesses de mariage précèdent les publications de bans.

Dans d'autres diocèses, les fiançailles ne seront célébrées que deux ou trois jours avant le mariage (2), donc forcément après les bans. Et c'est cette règle qui est le plus souvent en vigueur au XVIII^e siècle. On peut en conclure que les fiançailles, à la fin de l'ancien régime, se font généralement après les publications ; mais alors jouent-elles le même rôle que si elles se faisaient avant ? C'est ce que nous essaierons de voir dans la deuxième section de ce chapitre.

Pour en finir avec les conditions de forme exigées pour les fiançailles, il faudrait parler ici du cérémonial, mais l'Eglise n'ayant rien imposé, chaque diocèse suit ses coutumes propres.

§ II. — Les conditions de fond.

On ne trouve guère dans les statuts synodaux de prescriptions à cet égard. En Languedoc et en Provence, les fiançailles n'étant pas une cérémonie religieuse, il n'y a évidemment rien à ce sujet.

On exige dans les autres régions qu'elles soient contractées librement, mais cette question des vices du consentement a été traitée par les évêques *surtout* à propos du mariage et guère à propos des fiançailles. Il suffit simplement que les parties expriment clairement et intelligiblement leur volonté (ont seuls mentionné cette question des vices du consentement les

(1) Amiens 1662 (1) — Chartres 1742 (2) — Condom 1663 (293) — Luçon 1685 — Rodez 1674 (24) — Soissons 1673 (4) — Toul 1712 (6).

(2) Bordeaux 1704 (14) — Boulogne 1744 (8) — Bourges 1738 (Sect. III, 3) — Châlons-sur-Marne 1662, 1701 (28) — Coutances 1637 (6) — Meaux 1654 (29) — Sens 1658 (2).

statuts synodaux de Saint-Brieuc 1723, et Bourges 1738). Par contre, dans quelques diocèses le curé devra, avant les fiançailles, examiner si les parties sont suffisamment instruites de la religion et ont accompli leurs devoirs religieux, et s'il n'existe aucun empêchement à leur mariage. Ce sont les diocèses où les fiançailles doivent précéder les publications de bans.

Les décrétales avaient fixé à sept ans l'âge où l'on pouvait se fiancer valablement. La plupart des statuts synodaux passent cette question sous silence, car elle n'a plus d'intérêt, dans la mesure où les fiançailles devant être célébrées au plus tôt quarante jours avant le mariage, il faut être dès ce moment-là en âge de se marier. Quelques rituels cependant mentionnent encore cet âge de sept ans (Amiens, Boulogne, Clermont, Evreux, La Rochelle).

Est-il nécessaire d'avoir l'autorisation paternelle pour se fiancer ? En principe, le père avait simplement le droit de fiancer ses enfants impubères, les pubères n'avaient pas besoin de l'autorisation paternelle. En fait, jamais une telle règle n'a été admise par les statuts synodaux, et même l'évêque de Saint-Brieuc interdit expressément de fiancer des mineurs sans l'autorisation de leurs parents. On doit admettre que cette règle est en vigueur dans les autres diocèses.

Nous n'avons traité ici que la question des fiançailles ecclésiastiques. Dans les diocèses où elles étaient interdites, on pouvait se fiancer par contrat devant un notaire, ou se faire une simple promesse de s'épouser. Nous verrons dans notre troisième section les effets que produisaient ces fiançailles.

SECTION II

Le rôle des fiançailles dans la formation du mariage.

Selon le droit canonique, les fiançailles avaient pour but de mieux disposer les parties à recevoir la grâce que le mariage confère, et de les faire réfléchir sur les obligations et l'indissolubilité de cet état.

§ I. — *Les fiançailles, préparation au mariage.*

Nous avons vu, dans notre précédente section, que les conditions de validité des *sponsalia de futuro* variaient considérablement suivant les diocèses. Ces différences dans les formes de célébration des fiançailles correspondent-elles à des différences sur le fond de la question ?

Il semble bien que les fiançailles faites en présence du curé avant toute publication de bans, ou dans les quarante jours précédant le mariage, correspondaient aux prescriptions du droit canonique. Les futurs époux mesuraient mieux, après s'être fiancés en présence d'un prêtre, l'importance de l'acte qu'ils accompliraient en se mariant. De plus, ils avaient encore le temps de réfléchir. Et, contrairement à ce qui se passait avant le Concile de Trente, les fiançailles étaient fort bien distinguées du mariage quant à leurs effets. Elles ne donnaient aucun droit aux parties de commencer à vivre ensemble. Dans tous ces diocèses (1), il est expressément interdit aux futurs époux de demeurer dans la même maison sous peine d'être refusés au mariage. Et quand ils auront contrevenu on ne les mariera pas avant qu'ils aient vécu, au moins un mois, séparés.

Cependant les promesses faites si longtemps avant le mariage présentaient deux graves inconvénients :

— en premier lieu, si, à la suite de la publication des bans, il se révélait quelque empêchement ou opposition au mariage, celui-ci ne pouvait être célébré, mais l'Eglise, qui avait accepté de bénir les fiançailles, était en quelque sorte obligée de se déjuger.

— en deuxième lieu, les fiancés s'innaginaient beaucoup trop souvent qu'après la bénédiction des fiançailles, ils pouvaient se comporter comme mari et femme.

Ces deux raisons, surtout la seconde, ont poussé un certain nombre d'évêques à ne faire célébrer les fiançailles que deux

(1) Amiens 1662 (4) — Alet 1670 (6) — Avranches 1693 (3) — Besançon 1707 (18) — Bordeaux 1704 (13) — Bourges 1738 (Sect. II, 2) — Châlons-sur-Marne 1657 (23) — Condom 1663 (296) — Grenoble 1690 (8) — Mâcon 1633 (10) — Quimper 1710 (75) — Saint-Brieuc 1723 (13) — Saint-Malo 1620 (8) — Sens 1658 (2) — Toul 1712 (10) — Valence 1728 (I, 2) — Vienne 1702 (12).

ou trois jours avant le mariage. Il leur était désormais inutile d'interdire aux fiancés d'habiter la même maison, les deux cérémonies se suivaient de trop près.

§ II. — *Les fiançailles, mesure de publicité.*

On peut se demander toutefois, dans ces conditions, à quoi correspondait la bénédiction des fiançailles. On doit y voir, probablement, une mesure de publicité supplémentaire qui renforce l'efficacité de la proclamation des bans. On doit constater que cette deuxième interprétation du rôle des fiançailles se développe au cours du XVIII^e siècle, et certains diocèses, comme Amiens et Bordeaux, qui exigeaient primitivement que les fiançailles aient lieu avant toute publication, exigent respectivement l'un en 1693, l'autre en 1704, que désormais les *sponsalia* se fassent un ou deux jours avant le mariage.

Dans d'autres diocèses, les évêques vont encore plus loin et interdisent carrément toutes fiançailles à l'église, comme le fait l'évêque d'Alet en 1660 : « car les fiancés s'imaginaient faussement qu'en suite des fiançailles ainsi célébrées, ils pouvaient vivre ensemble comme des personnes mariées ». En fait, nous verrons que d'autres raisons d'un autre ordre ont joué sur ce point, car nous savons que les fiançailles ecclésiastiques n'avaient pas lieu dans tout le Languedoc ni la Provence.

Enfin, certains évêques ne fixent aucune date pour les promesses de mariage, ou même quelques-uns, comme Dominique Segulier dans les statuts de Meaux en 1654 ou Denys Bouthellier de Chavigné dans ceux de Troyes en 1706 « laissent en la liberté d'un chacun de se fiancer devant ou après la publication des bans ». Dans ces diocèses-là, on ne doit pas attribuer un rôle fort important aux fiançailles, et l'on doit considérer l'ensemble des formalités préliminaires au mariage comme une préparation à cet engagement si important.

Avant de terminer cette section, une dernière remarque : dans la mesure où les fiançailles tendent à perdre leur rôle de préparation au mariage, ce rôle est assumé par la publication des bans ou le contrat de mariage. En effet, dans les régions où les fiançailles n'ont pas lieu, ou n'ont lieu que deux jours avant le mariage, le curé ne devra publier les

bans qu'à la demande des parties, ou ne le faire tout au moins que s'il est sûr du libre consentement des futurs époux (1). Alors que dans les autres diocèses, les fiançailles se font avant toute publication, pour être sûr du libre consentement des parties.

D'autre part, lorsque les *sponsalia* précèdent les proclamations, le curé doit s'assurer, avant la cérémonie des fiançailles, que les futurs époux sont dans les dispositions nécessaires pour se marier ; dans le cas contraire, c'est avant toute publication que le curé doit vérifier que les parties sont dans les dispositions requises.

Et dans certains diocèses, comme celui d'Aix ou celui d'Alby, où les fiançailles ecclésiastiques n'ont pas lieu, on reconnaît pour fiançailles véritables les promesses de mariage constatées par écrit en présence de trois ou quatre témoins, ou publiées par la proclamation d'un ou plusieurs bans.

Il nous reste maintenant à voir, pour terminer cette question, quels sont les effets des fiançailles, et dans quels cas elles peuvent être dissoutes.

SECTION III

Effets et dissolution des fiançailles.

§ I. — *Les obligations que font naître les fiançailles.*

Suivant les prescriptions du droit canonique, les fiançailles produisaient un double effet :

1^o Elles créaient l'empêchement d'honnêteté publique, c'est-à-dire que si elles venaient à être rompues, le mariage entre chaque fiancé et les parents de l'autre, au premier degré seulement, était défendu depuis le Concile de Trente.

2^o Elles obligeaient les parties à accomplir leur promesse de futur mariage.

Dans les diocèses où les fiançailles ecclésiastiques étaient en vigueur, l'empêchement d'honnêteté publique existait et ne

(1) Beauvais 1646 (81), 1699 (2) — Noyon 1673 (146) — Saint-Omer 1697 (Sect. VI, 13) — Soissons 1673 (1) — Vienne 1702 (10).

soulevait aucune difficulté d'interprétation ou autres. La seule question que l'on puisse se poser à ce sujet est de savoir si dans les régions où l'on ne bénit pas les promesses de futur mariage cet empêchement existe. Nous ne sommes guère en mesure de donner une réponse pour les évêchés où cette question a été totalement passée sous silence. Nous pouvons simplement constater que dans les diocèses d'Aix et Alet l'empêchement d'honnêteté publique existe une fois que les bans du futur mariage ont été solennellement publiés au prône de la messe paroissiale.

L'obligation pour les fiancés de contracter mariage ensemble est par contre mentionnée à plusieurs reprises (1) : les parties pèchent gravement si elles se marient avec un autre que leur fiancé ; leur mariage, dans ce cas, est cependant valide. Mais ne peuvent-elles pas parfois obtenir la dissolution de leurs fiançailles ?

§ II. — *La dissolution des fiançailles.*

En général les rituels énumèrent limitativement les causes permettant de rompre les fiançailles. Dans quelques diocèses, cependant les promesses de mariage ne peuvent être dissoutes qu'avec l'autorisation de l'évêque ou par les officiaux (2).

Pourquoi ces différences ? Est-ce à dire que dans certaines régions on soit plus sévère que dans d'autres ? Nous ne le pensons pas. Car nous observons que seuls les rituels, c'est-à-dire les règles fixées depuis toujours, imposent des conditions déterminées pour dissoudre les fiançailles. Les statuts synodaux, qui, eux, évoluent et s'adaptent aux circonstances du moment, n'énoncent jamais les cas où les fiançailles peuvent être rompues, mais se contentent de renvoyer les parties à l'évêque.

(1) Alet 1660 (20) — Arras 1746 (4) — Beauvais 1646 (95) — Cambrai 1604 (9) — Clermont 1647 (27) — Grenoble 1690 (28) — Saint-Malo 1620 (20) — Toul 1712 (6).

(2) Alby 1695 (12) — Arras 1746 (4) — Beauvais 1646 (95) — Bourges 1738 (Sect. III, 4) — Cambrai 1604 (9) — Chartres 1742 (5) — Grenoble 1690 (28) — Noyon 1673 (159) — Rodez 1674 (13) — Saint-Malo 1620 (20) — Saint-Omer 1697 (Sect. VII, 2).

Cela n'a rien d'étonnant. Les parties se sentent de moins en moins liées par les promesses de futur mariage et les rompent bien plus aisément, d'autant plus aisément que le mariage contracté après cette rupture est valide. Dès lors, à quoi sert-il de fixer un certain nombre de cas où les fiançailles peuvent être dissoutes ? Il vaut mieux n'imposer aucune condition et laisser l'évêque juge de chaque situation. Nous verrons d'ailleurs que, d'après la jurisprudence, le fiancé innocent était bien souvent obligé de se contenter d'une indemnité, et ne pouvait obtenir l'exécution de la promesse de mariage.

Cette évolution s'inscrit fort bien dans la ligne générale de l'histoire des fiançailles : celles-ci sont de moins en moins importantes, par conséquent il est bien plus facile de les rompre.

Il nous reste un dernier point pour terminer ce chapitre : dans les pays où les fiançailles ecclésiastiques sont en vigueur, sont-elles une formalité indispensable au mariage ? Peu d'évêques ont examiné la question. En ont seuls parlé ceux pour qui les fiançailles doivent précéder les publications de bans, et encore pas tous. Ils estiment celles-ci, en effet, indispensables au mariage, mais comme ils ne sanctionnent d'aucune peine l'inobservance de cette règle, il y a de fortes chances pour qu'elle reste lettre morte. Il n'y a qu'à Bordeaux (1610) et Soissons (1673) où il soit dit que « les personnes qui se présenteront à la bénédiction nuptiale sans avoir au préalable fiancé, et dans l'église comme dessus est dit, seront excommuniées ». A Avranches, les statuts de 1693 défendent « sous peine de suspense aux curés de publier les bans et de marier les personnes avant qu'elles aient été fiancées dans l'église paroissiale en plein jour ».

Au terme de ce chapitre, une conclusion très nette se dégage : les fiançailles n'ont plus qu'un rôle minime dans la formation du mariage. Une grande part de leur rôle primitif ayant été transférée à la publication des bans.

CHAPITRE III

**LES DISPOSITIONS NÉCESSAIRES
POUR RECEVOIR
LE SACREMENT DE MARIAGE**

Nous avons vu dans nos chapitres précédents que l'Eglise impose un certain temps de réflexion aux futurs époux, avant de contracter mariage. Pendant cette période, les curés doivent s'assurer qu'il n'existe aucun empêchement à la célébration de celui-ci. Mais ces conditions ne sont pas suffisantes ; il faut aussi que les fiancés soient dans les dispositions requises pour contracter mariage. Quelles sont-elles ? C'est ce qui va faire l'objet du présent chapitre. Nous allons voir, dans une première section, ce qui est exigé de tous les contractants, et dans une deuxième, ce qui est spécial à certaines catégories de contractants.

SECTION I

**Dispositions générales
pour pouvoir contracter mariage.**

Le mariage étant un contrat élevé à la dignité de sacrement, les mesures que nous allons trouver vont se rapporter les unes au mariage en tant que contrat, les autres au mariage en tant que sacrement.

*§ 1. — Les dispositions requises en vue du mariage
en tant que contrat.*

Elles ont fait l'objet de peu de réglementation de la part des statuts synodaux, et en tout cas d'une réglementation assez uniforme.

Nous trouvons deux sortes de mesures : l'une concerne l'âge, l'autre la liberté de consentement.

Un certain âge est exigé pour pouvoir valablement contracter mariage. Il est fixé à douze ans révolus pour les filles et quatorze ans pour les garçons. Jamais, dans aucun synode, on n'a fixé un âge différent, et souvent on a jugé inutile de le prescrire. Il faut en effet que les parties soient pubères pour pouvoir accomplir le *devoir conjugal*. Bien entendu, il n'existe aucune limitation supérieure à l'âge.

L'autre disposition a plus retenu l'attention des évêques, à savoir : le mariage doit être contracté librement. De tout temps le consentement des parties a été l'essence même du mariage. Le Concile de Trente, à propos de cette question, avait attiré l'attention sur deux points, assez mal observés jusqu'alors dans la pratique.

— « Il ne peut être conclu de mariage entre un ravisseur et la femme par lui enlevée tant qu'elle demeure sous la puissance du ravisseur. Si, en étant séparée et mise dans un lieu sûr et *libre*, elle consent à le prendre pour époux, il la retiendra pour femme. »

— « Le Saint Concile défend à toute personne de quelque état, qualité et condition qu'elle soit, sous peine d'anathème à encourir par le fait même, de contraindre leurs subordonnés ou quels autres que ce soit, de quelque façon que ce soit, directement ou indirectement, pour les empêcher de contracter librement. »

Ces dispositions ne vont être reprises que par quelques évêques dans leurs synodes. En ce qui concerne le mariage des personnes ravies, seul l'évêque de Rodez, dans ses ordonnances de 1674, reprend les termes mêmes des prescriptions du Concile.

A Angers, statuts de 1650 (4), Nîmes, statuts de 1670 (2) et Grenoble, statuts de 1690 (22), le curé ayant assisté au mariage d'une personne ravie est suspendu. A Narbonne, statuts de 1671 (5), Toulouse, statuts de 1677 (7) et Auxerre, statuts de 1738 (V, 14), les évêques se contentent d'ordonner aux curés de ne pas publier les bans en cas de rapt.

Contre ceux qui empêcheront la liberté des mariages ou qui forceront quelqu'un à se marier, les Conciles provinciaux de Rouen 1581 et d'Aix 1583 et les Synodes de Saint-Malo 1620 (17), Rodez 1674 (7) et Albi 1679 (6) punissent de la peine d'excommunication. Mais le fait que cet abus soit

mentionné si rarement prouve qu'il n'est plus guère en usage à la fin du ^{xv}^e siècle et plus du tout au ^{xviii}^e.

Par contre, nous voyons à plusieurs reprises les évêques ordonner aux curés de s'assurer du libre consentement des parties avant de les admettre au mariage. Pour certains, il ne s'agit que d'une simple obligation : Anciens statuts de 1662 (2), statuts d'Auxerre 1738 (I, 3), Châlons-sur-Marne 1701 (16), Condom 1663 (294), Grenoble 1690 (6), Narbonne 1671 (5), Saint-Omer 1697 (S II, 3), Saint-Paul-trois-Châteaux 1751 (II, 1), Toul 1712 (8), Toulouse 1677 (1), Valence 1728 (II, 4). Mais en fait c'est une obligation qui va de soi, puisque le curé doit, selon le cérémonial fixé par l'Eglise, interroger les parties dans la nef en présence des témoins et leur demander si c'est librement qu'elles consentent à contracter mariage ; et un grand nombre d'évêques n'éprouvent pas le besoin de faire cette recommandation à leurs curés. Dans quelques diocèses, nous l'avons vu dans notre premier chapitre, le prêtre ne doit pas publier de bans avant d'être sûr que les parties y consentent. Selon certaines ordonnances synodales, le curé doit veiller à ce que les parents ne contraignent pas leurs enfants au mariage : Evreux 1575 (1), Lyon 1577 (10), Mende 1738 (2). Il n'y a dans tous ces cas aucune sanction prise à l'encontre du prêtre qui aurait été négligent de ses devoirs à ce sujet. Seul, l'évêque de Cambrai, en 1604 excommunie les curés qui n'auront pas veillé à la liberté des mariages ; l'évêque de Nîmes, lui en 1671, les déclare simplement suspendus de leurs fonctions ecclésiastiques.

Enfin, dans quelques évêchés, on n'a pas le droit de marier les personnes qui sont en prison sans qu'elles aient déclaré (quelquefois même, comme à Grenoble en 1690 (6) devant l'évêque) n'être nullement forcées au mariage : statuts synodaux d'Aix 1742 (14), Fréjus 1778 (7), Grenoble 1690 (6), Meaux 1691 (31).

Il est intéressant de constater que les évêques du Midi ont, dans l'ensemble, été plus préoccupés que ceux du Nord de s'assurer du libre consentement des parties.

Mais on voit que les conditions requises en vue du mariage en tant que contrat sont relativement simples. Va-t-il en être de même pour celles qui se rapportent au mariage en tant que sacrement ?

§ II. — *Les dispositions requises en vue du mariage en tant que sacrement.*

A cet égard, le Concile de Trente avait adressé une exhortation aux futurs époux de se confesser et communier deux ou trois jours avant de contracter mariage. Mais ce n'est là, de l'avis de tout le monde, qu'une règle facultative.

La confession et la communion quelques jours avant le mariage vont être très souvent, sauf peut-être dans le Nord de la France, imposées obligatoirement aux parties. Les conciles provinciaux de la fin du xvi^e siècle (tels ceux de Rouen, Aix et Bordeaux) estiment qu'en se confessant avant le mariage les parties éviteront les maléfices. Dans trois diocèses (Gap 1588, Saint-Malo 1620 et Saint-Flour 1760) il est simplement recommandé aux futurs époux de se confesser deux ou trois jours avant. Dans quelques autres (1), il est aussi recommandé de communier. Par contre, la plupart des statuts synodaux sont bien plus stricts, et font de la confession et de la communion avant la cérémonie du mariage une condition indispensable à celui-ci. Pour certains évêques, seule la confession est obligatoire ; mais dans plusieurs diocèses : Besançon 1653 (23), Bordeaux 1600 (2), Bourges 1608 (25), Fréjus 1778 (2), Marseille 1698 (1), Oloron 1712 (6), Tulle 1662 (1), aucune sanction ne frappe ceux qui contreviennent à cette règle ; aussi son efficacité ne doit pas être très grande.

Parfois on exige que la confession ait lieu avant la publication du deuxième ban, sans quoi le curé surseoira aux annonces restant à faire : Auxerre 1738 (1,7), Beauvais 1699 (5), Châlons-sur-Marne 1684 (2), ou avant les fiançailles quand celles-ci doivent précéder les bans : Avranches 1693 (1). Et dans certaines régions situées plus au Sud, le curé ne devra pas bénir les épousailles de personnes qui n'auraient pas reçu les sacrements de Pénitence et d'Eucharistie : Grenoble 1690 (3), Limoges 1629 (20), Maillezais 1623 (7), Viviers 1734 (4).

(1) Angers 1617 (7) — Autun 1705 (5) — Auxerre 1674 (9) — Cahors 1638 (5) — Comminges 1642 (2) — Lyon 1577 (4) — Noyon 1673 (161) — Reims 1572 (9) — Ries 1675 (3) — Rouen 1607 (3) — Saint-Brieuc 1723 (11) — Saint-Omer 1697 (Sect. 1, 4). — Limoges 1629 (1 a).

Toutefois un nombre important d'évêques veulent que les parties se soient confessé et aient communiqué deux ou trois jours avant, sinon le mariage ne sera pas célébré (1). C'est cette règle qui est généralement en vigueur à la fin de l'ancien régime. Sur tout ceci, les ordonnances synodales se sont contentées d'appliquer les décisions du Concile de Trente, en les aggravant quelque peu.

Mais les évêques ont imposé d'autres conditions concernant les dispositions nécessaires pour recevoir le sacrement de mariage. Ainsi apparaît, dans quelques diocèses, à partir de 1658, la règle que, pour se marier, il faut avoir satisfait à son devoir pascal. Dans certaines régions on ne publiera aucun ban si les parties ne prouvent avoir rempli leur devoir à ce sujet (2); dans d'autres, le mariage n'aura pas lieu (3).

Dès 1604, l'évêque de Cambrai décide qu'aucune personne ne pourra être admise à contracter mariage si elle ne sait ses prières et les principales vérités chrétiennes. Cette nécessité d'être instruit des principaux dogmes de la religion va se répandre au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, et bien des diocèses qui ne demandaient primitivement aucune connaissance religieuse ne veulent pas que se marient ceux qui seraient totalement ignorants (cf. l'évolution des ordonnances synodales d'Albi, Arras, Avranches, Bourges, Châlons-sur-Marne, Clermont, La Rochelle, Narbonne, Reims, etc.).

Que va-t-on donc demander aux fiancés de savoir? Les

(1) Aix 1672 (2) — Alby 1695 (2) — Amiens 1662 (3) — Bordeaux c. p. 1584 (6), 1704 (11) — Châlons-sur-Marne 1684 (2), 1701 (13) — Chartres 1585 (6) — Clermont 1620 (8), 1647 (10), 1653 (8) — Condom 1663 (295) — Coutances 1637 (8) — Digne 1680 (9) — Evreux 1664 (6) — Grasse 1644 (16) — La Rochelle 1649 (2) — Lyon 1705 (1) — Mâcon 1602 (18) — Nantes 1642 (2) — Narbonne 1671 (6) — Nevers 1679 (4) — Périgueux 1649 (2) — Quimper 1710 (76) — Rodez 1674 (23) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (II, 4) — Sens 1658 (6) — Toul 1712 (9) — Toulouse 1677 (1) — Troyes 1652 (1) — Valence 1616 (1), 1728 (II, 1) — Vannes 1693 (1) — Vienne 1702 (11).

(2) Agen 1666 (4) — Aix 1742 (II, 20) — Beauvais 1699 (5) — Châlons-sur-Marne 1684 (2) — Narbonne 1671 (5) — Sens 1658 (2) — Valence 1728 (I, 5) — Vienne 1702 (10).

(3) Arras 1691 (22), 1746 (3) — Fréjus 1778 (10) — Grenoble 1690 (12) — Limoges 1629 (7) — Lyon 1705 (2) — Nîmes 1670 (2) — Saint-Malo 1769 (9) — Saint-Omer 1697 (Sect. II, 4) — Viviers 1734 (4).

premiers évêques ont commencé par exiger (1) que les parties connaissent les principales prières (Pater, Ave, Credo, Confiteor), les commandements de Dieu et de l'Eglise et les trois grands mystères de la Trinité, de l'Incarnation et de l'Eucharistie. Quelques statuts synodaux (2) veulent que les futurs époux, surtout les filles, soient assez instruits pour être capables d'élever chrétiennement les enfants que le ciel leur enverra ; mais la grande majorité des évêques (3), au cours de la fin du xvii^e et du xviii^e siècles, exigent que les parties connaissent les vérités chrétiennes, c'est-à-dire qu'elles aient une instruction religieuse assez poussée.

Faut-il voir dans cette sévérité croissante des évêques à propos des dispositions chrétiennes au mariage en tant que sacrement une lutte contre la déchristianisation progressive de la France, ou une simple application de lois de plus en plus strictes, c'est ce que nous étudierons dans une deuxième partie. Il nous faut connaître maintenant, dans une deuxième section, les conditions supplémentaires exigées d'un certain nombre de personne désirant contracter mariage.

SECTION II

Les dispositions particulières à certaines catégories de contractants.

Pour un certain nombre de personnes, en effet, l'Eglise ne permet le mariage que si elles remplissent des conditions bien déterminées. Nous verrons donc ici, dans divers paragraphes :

- la question des secondes noces,
- le problème du mariage des enfants de famille,

(1) Agen 1666 (4) — Bordeaux 1609 (2), 1704 (11) — Cahors 1638 (5) — Cambrai 1604 (3) — Châlons-sur-Marne 1701 (12) — Mâcon 1633 (9) — Nantes 1642 (13) — Périgueux 1649 (3) — Saint-Malo 1620 (7) — Toul 1658 (3) — Tulle 1662 (10) — Vannes 1693 (2).

(2) Amiens 1662 (2) — Condom 1663 (294) — Nantes 1642 (13) — Nevers 1679 (3) — Rouen 1623 (4) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (II, 2) — Toul 1712 (8).

(3) Aix 1672 (2), 1742 (III, 11) — Alby 1695 (2) — Angers 1655 — Arras 1691 (22), 1746 (2) — Autun 1705 (9) — Auxerre 1695 (II, 3).

— le cas de celui qui épouse une hérétique,
 — et nous dirons, enfin, quelques mots du mariage des
 « personnes scandaleuses ».

§ I. — *Les secondes noccs.*

En principe, tout mariage est indissoluble, très vite cependant l'Eglise eut à résoudre ce problème : si le mariage est dissous par la mort de l'un des époux, l'autre, désormais libre, peut-il contracter une nouvelle union ?

Plusieurs tendances se manifestèrent au sein de l'Eglise, mais, ce fut la plus humaine qui l'emporta : le mariage étant considéré comme un remède à l'incontinence, l'Eglise permit au survivant de se remarier. Cependant le droit canonique a toujours considéré qu'un deuxième mariage entraînait une certaine déchéance morale, qui se traduisit par deux conséquences :

— L'homme qui s'était marié deux fois ne pouvait pas être admis aux ordres sacrés.

— La bénédiction nuptiale est refusée aux seconds mariages, au moins en principe, car il se maintint sur ce point assez souvent des coutumes divergentes. Bernard de Pavie et Hostiensis nous signalent que dans certaines églises on s'occupait seulement de la situation de la femme : si elle n'avait jamais été mariée, bien qu'épousant un veuf on donnait aux nouveaux époux la bénédiction nuptiale.

Le Concile de Trente n'a pas traité cette question, elle ne devait donc plus soulever beaucoup de difficultés.

Va-t-elle en soulever dans les diocèses ? Les évêques accordent peu d'importance à ce problème de la bénédiction nuptiale aux secondes noccs ; par contre, ils s'étendent longuement sur les preuves admises quant à la mort de l'autre partie.

r738 (I, 4) — Avranches 1693 (Sect. IV, 1) — Besançon 1707 (5) —
 Boulogne 1744 (11) — Châlons-sur-Marne 1684 (2) — Dijon 1743 (4) —
 Fréjus 1778 (3) — Grasse 1644 (16) — Grenoble 1690 (3) — Mende 1738 (2)
 — Narbonne 1671 (6) — Nîmes 1670 (2) — Ries 1675 (1) — Saint-Brieud
 1723 (10) — Saint-Malo 1769 (7) — Saint-Omer 1697 (Sect. II, 4) —
 Sens 1658 (2) — Soissons 1673 (1) — Tours 1681 (2) — Troyes 1688 (21)
 — Valence 1728 (I, 5) — Vienne 1702 (10) — Viviers 1734 (4).

Notons que le terme de « secondes nocés » s'applique tout aussi bien à un troisième, un quatrième mariage, etc... Il s'emploie par opposition aux premières nocés.

A — Peut-on donner la Bénédiction nuptiale aux secondes nocés ?

Généralement, les ordonnances synodales ne soulèvent pas ce problème ; seuls quelques diocèses du Sud de la France en traitent. Pour certains (1), on ne doit jamais la donner si c'est la femme qui se remarie, mais si un homme veuf épouse une vierge, on peut l'accorder. Pour d'autres, que ce soit l'homme ou la femme qui se remarie, elle ne pourra jamais être donnée à des secondes nocés (Clermont 1620, Comminges 1642, Narbonne 1612).

Cependant cette règle ne doit pas être appliquée partout aussi strictement. Nous trouvons en effet dans les statuts synodaux de Lyon (1705) cette phrase : « Défendons aux curés de recevoir à la Bénédiction nuptiale ceux et celles qui veulent se marier en secondes nocés s'ils ne justifient du décès de leur dernier époux ou épouse... » Ce qui laisse sous-entendre qu'on donne la Bénédiction nuptiale aux secondes nocés. Nous retrouvons cette même idée dans les statuts de Châlons-sur-Marne (1701) et Fréjus (1778).

Il semble donc que dans bien des diocèses de France, à la fin de l'ancien régime, on accorde souvent la Bénédiction nuptiale à ceux qui se remarient.

Mais par contre, les statuts synodaux se sont assez longuement étendus sur les moyens de prouver sa viduité.

B — Preuves admises quant à la mort de l'autre partie.

Il arrivait très souvent qu'après une absence de plusieurs années un homme que l'on croyait mort à la guerre revienne chez lui, et trouve sa femme mariée à un autre (plusieurs chansons du temps font allusion à de telles histoires). Et l'on se trouvait en face d'une question délicate.

Au début, les évêques ne se sont pas rendus compte des problèmes pratiques que risquait de poser un remariage conclu

(1) Aix 1742 (III, 14) — Gap 1588 (40) — Grasse 1644 (6) — Grenoble 1690 (11) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (VI, 15) — Valence 1728 (II, 7).

sans être assuré de la mort de l'autre partie ; et dans leurs statuts synodaux ils ne donnaient aucune directive à ce sujet. Le premier à s'en préoccuper fut Etienne de Labarge, dans les statuts de Lyon en 1577 : « ...Preuve et déposition sera néanmoins faite par bons témoins de la mort de l'un ou l'autre, avant que procéder à de nouvelles noces. » Ce n'était là qu'une règle de simple bon sens ; mais cette règle fut le point de départ d'une législation qui se retrouve dans la plus grande partie des ordonnances synodales (1) de la fin du ^{xvii}^e siècle et du ^{xviii}^e siècle. C'est Claude Bouhier, dans les statuts de Dijon, qui a exprimé le plus clairement les preuves valables de la mort de l'une des parties. Nous les transcrivons ici, car c'est à peu de choses près ce qui est ordonné par les ordonnances ci-dessous énumérées.

— « Les veufs ou veuves rapporteront des certificats de mort de leur époux ou épouse par des extraits tirés sur les registres de la paroisse dans laquelle le défunt aura été inhumé. Et si ces registres ne se trouvent pas, on aura recours à la preuve par témoins.

— Quand le veuvage ne sera prouvé que par une longue absence, ou que le certificat de mort qui sera présenté ne paraîtra pas en bonne forme, le curé suspendra la bénédiction nuptiale.

— A l'égard des veuves dont les maris sont morts au service du roi, si c'est dans une ville ou garnison, elles représenteront un certificat de mort signé du curé du lieu et tiré de son registre. Si dans cette ville ou garnison, il n'y avait pas de pasteur catholique, le certificat de l'aumônier du régiment suffira. S'il s'agit d'un homme mis à mort par ordre du Conseil de guerre ou qui n'a pas reçu la sépulture ecclésiast-

(1) Agen 1666 (9) — Aix 1742 (II, 17) — Alby 1695 (7) — Arras 1691 (25) — Autun 1705 (17) — Avranches 1693 (12) — Besançon 1604 (24) — Bordeaux 1704 (7) — Bourges 1738 (II, 8) — Châlons-sur-Marne 1701 (24) — Clermont 1620 (11) — Digne 1680 (6) — Dijon 1743 (41 à 45) — Fréjus 1778 (8) — Grasse 1644 (17) — Limoges 1629 (10) — Luçon 1724 (15) — Lyon 1577 (18), 1705 (11) — Marseille 1698 (4) — Mende 1738 (7) — Narbonne 1671 (5) — Quimper 1710 (74) — Rodez 1674 (11) — Saint-Flour 1760 (1) — Saint-Malo 1769 (10) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (III, 10) — Senlis 1620 (25) — Sens 1658 (5) — Soissons 1658 (1) — Tours 1681 (6) — Troyes 1652 (3) — Tulle 1662 (3) — Valence 1728 (I, 7) — Vannes 1693 (5) — Vienne 1702 (11) — Viviers 1734 (7).

tique, le certificat de son capitaine en fera foi ; de même qu'à l'égard de ceux qui seront morts dans un combat. Quant à ceux qui sont décédés dans des hôpitaux, on en justifiera par des certificats des administrateurs des hôpitaux. »

Dans quelques diocèses, le curé, outre les précautions indiquées ci-dessus, devra demander l'autorisation de l'évêque (Angers 1617 (12), Apt 1697 (37), Auxerre 1695 (II, 19), Comminges 1642 (15), Saint-Brieuc 1723 (6).

Il est curieux de noter que les diocèses de certaines provinces ecclésiastiques, en particulier celles de Bourges et de Tours, sont unanimes à exiger de nombreuses précautions avant d'admettre les personnes veuves à se remarier.

§ II. — *Le mariage des enfants de famille.*

Sur ce problème, la royauté et l'Eglise ont été en désaccord complet ; c'est même une des principales raisons pour lesquelles le Concile de Trente n'a jamais été reçu en France. Ce dernier admet en effet que les mariages, s'ils ne sont pas clandestins, des enfants de famille sont valables, même lorsque les parents n'y ont pas consenti. Pour le roi de France au contraire, les mineurs doivent avoir l'autorisation de leurs père et mère pour contracter valablement.

Devant cette alternative, l'Eglise de France va-t-elle se plier à la discipline canonique ou obtempérer aux ordres du Roi ? Jamais aucun évêque n'affirme que le mariage des enfants de famille, contracté sans le consentement de leurs parents, est valable. Un certain nombre de statuts synodaux laissent cette question dans l'ombre (1), alors qu'un nombre plus important

(1) Aix c. p. 1586-1672 — Alby 1679-1695 — Alet 1670 — Angers 1606-1656 — Arras 1570-1746 — Autun 1705 — Auxerre 1674 — Bayeux 1735 — Beauvais 1646 — Bordeaux c. p. 1584-1608-1643 — Boulogne 1744-1770 — Bourges 1608 — Cambrai 1604 — Châlons-sur-Marne 1647-1684 — Chartres 1585 — Comminges 1642 — Coutances 1637 — Digne 1680 — Evreux 1575-1664 — Fréjus 1778 — Grasse 1644 — Le Mans 1747 — Mâcon 1602-1633-1668 — Maillezais 1623 — Meaux 1654-1691 — Narbonne 1612 — Orlon 1712 — Pamiers 1672 — Paris 1608-1671 — Riès 1675 — Saint-Dié 1783 — Saint-Flour 1760 — Saintes 1600-1651 — Senlis 1620 — Toulon 1701 — Tours 1681 — Tulle 1662 — Valence 1616 — Vannes 1642 — Verdun 1750 — Vienne 1702.

la réglementent avec soin (1) ; c'est surtout entre 1650 et 1750 que cette question a été soulevée par les évêques, et nous voyons quelques diocèses qui primitivement s'en étaient désintéressés s'en préoccuper assez sérieusement (cf. l'évolution des statuts d'Aix, Auxerre, Beauvais, Bordeaux, Bourges, Chartres, Narbonne, etc.).

Tout d'abord, un premier point à éclaircir : jusqu'à quel âge était-on considéré comme enfant de famille ? Les statuts synodaux fixent toujours (quand ils le font) la majorité matrimoniale à trente ans pour les garçons et vingt-cinq pour les filles. A partir de 1674 apparaît, dans certains évêchés, la règle (2) que les curés doivent s'assurer par quatre témoins de l'âge des parties.

Le problème qui se pose est de savoir si un mariage contracté par un garçon de moins de trente ans, ou une fille de moins de vingt-cinq ans, sans le consentement des parents, est valable. En fait, il semble bien que l'on n'ait jamais à résoudre une telle question, sauf en cas de mariage clandestin (cas que nous examinerons dans notre Titre II). En effet un curé n'a pas le droit d'assister à un tel mariage, et dans plusieurs diocèses (3) il ne peut publier les bans des mineurs que s'il en est requis par les parents de ceux-ci. (Cette règle est d'ailleurs relativement récente, puisque nous la trouvons pour la première fois dans les statuts de Sens de 1658.)

(1) Agen 1666 (4) — Aix 1742 (II, 13) — Amiens 1662 (1) — Apt 1697 (27) — Auxerre 1674 (7), 1695 (II, 8), 1738 (I, 3) — Avranches 1609 (63), 1693 (5) — Beauvais 1699 (2) — Besançon 1707 (31) — Bordeaux 1704 (6) — Bourges 1738 (II, 3) — Chartres 1742 (1) — Clermont 1620 (7), 1653 (7) — Condom 1663 (293) — Dijon 1743 (16) — Gap 1588 (42) — Grenoble 1690 (Sect. I) — La Rochelle 1649 (3) — Limoges 1629 (9) — Luçon 1685 (35) — Marseille 1698 (9) — Nantes 1642 (1) — Narbonne 1671 (5) — Nevers 1679 (9) — Nîmes 1670 (2) — Noyon 1673 (164) — Périgueux 1649 (4) — Quimper 1710 (74) — Reims c. p. 1583 (6) — Rodez 1674 (12) — Rouen 1607 (7) — Saint-Brieuc 1723 (6) — Saint-Malo 1620 (6) — Saint-Omer 1640 (2), 1697 (Sect. IV, 1) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (II, 1) — Sens 1692 (2) — Soissons 1658 (5) — Toul 1712 (3) — Toulouse 1677 (6) — Troyes 1652 (2) — Vienne 1702 (3) — Viviers 1734 (6).
 (2) Bayeux 1735 (1) — Beauvais 1699 (28) — Bourges 1744 (Sect. IV, 8) — Châlons-sur-Marne 1701 (21) — Paris 1674 (1) — Valence 1728 (III, 2).
 (3) Agen 1666 (4) — Aix 1742 (II, 13) — Auxerre 1674 (7), 1738 (I, 8) — Beauvais 1699 (2) — Boulogne 1744 (3) — Fréjus 1778 (7) — Limoges 1629 (9) — Marseille 1698 (9) — Mende 1738 (10) — Narbonne 1671 (5) — Sens 1658 (6) — Toulouse 1677 (7).

Toutefois dans quelques lieux on punit le curé qui aurait participé à de tels mariages : c'est ainsi que Pierre Paporin de Chaumont dans les statuts promulgués à Gap en 1588, et Joachim d'Estaing dans ceux promulgués à Clermont en 1620, déclarent « Enjoignons aux curés et vicaires de s'enquérir soigneusement de la qualité de ceux qui voudront se marier, et s'ils sont enfants de famille ou sous la puissance d'autrui, nous leur défendons très étroitement de passer outre à la célébration desdits mariages, s'il ne leur apparaît du consentement de leurs père, mère, tuteur ou curateur, sous peine d'excommunication ».

Cette sévérité est loin d'être aussi générale. Dans plusieurs autres diocèses, le curé sera simplement suspendu de ses fonctions ecclésiastiques (Soissons statuts de 1658, Nîmes 1670, Grenoble 1690, Beauvais 1699, Auxerre 1738) s'il assiste au mariage des enfants sans le consentement de leurs parents. A Bordeaux (st. de 1704), Saint-Brieuc (st. de 1723), les curés seront punis selon la rigueur des ordonnances royales. C'est donc reconnaître implicitement la supériorité des lois du Royaume sur le droit canonique. Nous verrons dans notre deuxième partie comment s'est faite cette évolution.

§ III. — *Le mariage contracté avec un hérétique.*

Dans certains archevêchés du Midi de la France, comme ceux de Bordeaux, Alby, Narbonne, etc. le problème du mariage entre un catholique et une hérétique a été réglementé avec beaucoup de soins ; dans le Nord, au contraire, quelques évêques seulement s'en sont préoccupés (Saint-Malo, Bayeux, Amiens, Saint-Omer et Noyon).

En principe, le mariage entre un catholique et une personne « de la religion prétendue réformée » est interdit, et ceux qui auront contrevenu à cette défense seront gravement punis, généralement ils seront excommuniés : Alby 1679 (3), Bordeaux 1615 (1), Cahors 1638 (8), Condom 1663 (302), Grasse 1644 (19), Grenoble 1690 (21), Nîmes 1670 (6), Rodez 1674 (9), Saint-Malo 1620 (14), et le curé qui aura assisté à de tels mariages sera souvent suspendu de ses fonctions ecclésiastiques : Aix 1742 (III, 25), Bayeux 1735 (9), Grenoble 1690 (21), Luçon 1629 (19), Nîmes 1670 (6).

Quelquefois le mariage est possible si l'évêque l'autorise. Dans un certain nombre de diocèses un catholique peut épouser un hérétique, si celui-ci a auparavant abjuré son hérésie. Un délai est cependant nécessaire pour être assuré de la sincérité de sa conversion.

Certains évêques fixent ce temps d'épreuve à un mois : Luçon 1629 (19), Nantes 1642 (14). D'autres sont plus sévères et exigent un délai de six mois : Agen 1666 (12), Mende 1738, Narbonne (1691), Bayeux (st. de 1735 (9), Bourges 1738 (10), La Rochelle (st. 1649) (5), Noyon (st. 1674) (163). Si on estime généralement qu'un certain temps doit s'écouler entre la conversion et le mariage, aucune durée n'est toutefois fixée.

A propos de cette question des protestants, deux dispositions curieuses sont à signaler : l'évêque de Châlons-sur-Marne interdit aux curés de donner la Bénédiction nuptiale à deux nouveaux convertis ; à Bordeaux en 1643, les statuts synodaux ordonnent de refuser au mariage ceux qui auront passé leur contrat de mariage devant un notaire huguenot.

En résumé, nous pouvons observer une sévérité croissante à l'égard du mariage entre catholique et protestant. En effet, au début du xvii^e siècle, on interdisait bien tous mariages avec les hérétiques, mais rares étaient les statuts synodaux qui imposaient un certain temps entre la conversion et le mariage : les deux seuls que nous ayons trouvés sont ceux de Luçon en 1629 et de Nantes en 1642 ; ils ordonnaient un délai d'un mois seulement. Nous avons vu que dès 1666 les statuts d'Agen exigent six mois ; quant à ceux qui ne fixent aucun délai, la question est laissée à l'arbitraire du curé, ce qui n'est pas toujours avantageux.

§ IV. — *Le mariage des « personnes scandaleuses ».*

Jusqu'en 1673, nous n'avons pas trouvé trace de ce problème, mais il faut croire qu'à partir de ce moment les mœurs se sont corrompues, car plusieurs évêques s'élèvent contre les « personnes scandaleuses », c'est-à-dire celles qui ont mené une vie dissolue, en particulier « les filles qui auront été au cabaret », et qui veulent contracter mariage.

Le curé ne doit pas, en principe, les admettre à la bénédiction nuptiale sans autorisation de l'évêque : Aix 1742 (II, 22),

Arras 1691 (22), Châlons-sur-Marne 1684 (1), Fréjus 1778 (10), Saint-Omer 1697 (S. III, 2). Quant aux filles qui auront causé scandale par leur grossesse, elles devront être absoutes par le Pénitencier avant de pouvoir contracter mariage (Soissons 1673 (8) ; de toutes façons, on accordera très difficilement des dispenses à ce genre de personnes.

TITRE II

La célébration du mariage

Avant le Concile de Trente, le mariage était parfait par le simple échange des consentements entre les parties contractantes. Il est inutile d'insister sur les inconvénients que présentait un tel système. Et les Pères du Concile désiraient tous un changement. Mais il fallait trouver une formule qui ne rompit pas entièrement avec le droit classique. Après de nombreuses discussions, on arriva à cette solution : les époux ne peuvent échanger valablement leurs consentements qu'en présence de leur propre curé et de deux ou trois témoins. Ce même Concile réaffirme d'autre part, dans le canon X du décret *de Reformatione matrimonii* qu'aucun mariage ne peut être célébré solennellement « depuis l'Avent jusqu'au jour de l'Epiphanie, et depuis le Mercredi des Cendres jusqu'à l'Octave de Pâques inclusivement ». Tout mariage, dès lors, qui ne sera pas célébré selon les formes prescrites sera considéré comme clandestin, et par conséquent nul.

Ce titre sera divisé en trois chapitres :

Chapitre I : Les personnes dont la présence est requise.

Chapitre II : Les temps, heures et lieux des mariages.

Chapitre III : Les mariages clandestins.

CHAPITRE PREMIER

**LES PERSONNES
DONT LA PRÉSENCE EST REQUISE
POUR LA CÉLÉBRATION DU MARIAGE**

SECTION I

Du curé qui doit être présent.

Le Concile de Trente avait simplement parlé du « propre curé », sans toutefois définir exactement ce qu'il fallait entendre par le « propre curé ». Sans aucun doute, celui du domicile des parties est compétent, et si les futurs époux sont de paroisses différentes, les deux curés sont en principe également compétents.

Mais le problème qui s'est posé, est de savoir si le curé du lieu où l'un des conjoints a une simple résidence peut valablement assister au mariage. Certains canonistes distinguèrent entre une simple résidence accidentelle et une résidence destinée à se prolonger d'une manière normale et prévue. Dans ce dernier cas le résident devenait, quant au mariage, paroissien du curé du lieu. En fait, comme nous allons le voir, les évêques français se sont montrés dans l'ensemble beaucoup plus stricts. Nous étudierons dans un premier paragraphe les règles qu'ils ont posées pour la détermination du propre curé ; dans un second paragraphe nous examinerons les exceptions à cette règle, et dans un troisième nous verrons les mesures spéciales pour les vagabonds.

§ I. — *Qui est le propre curé ?*

Comme nous l'avons dit, c'est le curé du domicile des futurs époux. Mais quelles conditions remplir pour être censé domicilié dans une paroisse ? C'est ce problème qui va retenir particulièrement notre attention.

Jusqu'au milieu du ^{xvii}e siècle (plus exactement jusqu'au synode de Beauvais de 1646), aucun délai n'est imposé pour

être censé domicilié dans un lieu ; seul l'évêque de Rouen, en 1623, estime que pour pouvoir se marier dans une paroisse il faut y avoir vécu la plus grande partie de l'année. En fait il ne reprend là que les dispositions générales du droit canonique quant au domicile. Mais même cette expression « la plus grande partie de l'année » était imprécise : dans certains diocèses d'Italie et du Sud de la France, par exemple, il suffisait d'un séjour de quatre mois pour être domicilié ; dans d'autre il fallait six mois. Toutefois il faut croire que cette question du propre curé ne devait pas soulever beaucoup de difficultés au début du xvii^e siècle, car elle n'était jamais traitée dans les synodes. Par contre, il n'a pas dû en être de même par la suite : le problème du domicile devient en effet l'objet d'une réglementation très détaillée.

A partir de 1646, surtout dans les diocèses du Nord (1), on fixe à six mois le délai durant lequel il faut avoir demeuré dans une paroisse pour pouvoir y acquérir domicile. A Lyon (1687) et Tulle (1662) la durée de ce délai est de un an. Dans les diocèses du Sud, à la même époque, une tendance un peu différente se fait jour : on exige un séjour moins long pour ceux qui viennent d'une autre paroisse du même diocèse, que pour ceux qui viennent d'un diocèse étranger, car il est plus difficile de connaître ces derniers. A Senes (1678), il suffit que les premiers aient habité trois mois la paroisse, alors que les autres doivent y avoir vécu un an. A Digne (1680) (1) les délais sont respectivement de quatre mois et un an ; à La Rochelle (r. 1689) (2, e) de six mois et trois ans. Mais à partir de 1697 l'unanimité se fait sur cette question : on acquiert domicile dans une paroisse au bout de six mois quand on vient d'une autre paroisse de ce diocèse, et au bout de un an quand on vient d'un diocèse étranger (2). Nous verrons dans notre deuxième partie que cette uniformisation

(1) Amiens 1662 (5) — Arras 1678 (21) — Auxerre 1674 (4), 1695 (11) — Avranches 1693 (6) — Beauvais 1646 (86) — Condom 1663 (297) — Coutances 1678 (4) — Grenoble 1690 (Sect. IV, 4) — Luçon 1685 (4) — Noyon 1673 (150) — Sens 1658 (3) — Tours 1681 (4) — Vannes 1693 (3).
 (2) Aix 1742 (II, 4) — Amiens 1697 (2) — Apt 1697 (37) — Autun 1705 (19) — Auxerre 1738 (I, 14) — Bayeux 1735 (2) — Bordeaux 1704 (3) — Boulogne 1744 (2) — Châlons-sur-Marne 1701 (18) — Dijon 1743 (23) — Fréjus 1778 (6) — Marseille 1698 (7) — Mende 1738 (5, 10) —

est dûc à un édit publié par Louis XIV en 1697. Nous pouvons tout de suite remarquer que cet édit a été mis en application sans aucune difficulté.

Est-ce à dire, cependant, qu'une personne qui n'avait pas encore séjourné le temps suffisant dans une paroisse ne pouvait s'y marier ? Nous allons voir maintenant dans notre deuxième paragraphe les exceptions à la règle.

§ II. — *Cas où il est permis de se marier ailleurs que devant son propre curé.*

Dans la pratique on accorde la permission de se marier hors de sa paroisse dans deux cas : 1) Quand les futurs époux ne demeurent pas dans le même village, l'une des parties est évidemment obligée de se marier devant le propre curé de son conjoint, mais doit avoir l'autorisation de son curé.

2) Quand on n'a pas encore acquis domicile dans une paroisse par une résidence suffisante, le mariage doit en principe se faire dans la dernière paroisse où l'on était domicilié, mais on peut assez facilement obtenir la permission de se marier dans celle où l'on réside.

Les statuts synodaux n'énumèrent pas tous expressément ces deux cas, mais beaucoup les sous-entendent. En effet, on n'accorde des permissions de se marier ailleurs que pour des raisons valables. Pour se marier dans la paroisse de son futur conjoint, on obtient toujours, l'autorisation : il suffit dans ce cas du certificat de publications de bans fait par le curé et qui tient lieu de permission (1) ; alors que, si l'on veut se

Quimper 1710 (72) — Saint-Brieuc 1723 (4) — Saint-Dié 1783 (2) — Saint-Omer 1697 (Sect. V, 3) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (III, 3) — Soissons 1745 (6) — Toul 1710 (13) — Valence 1728 (II, 2) — Verdun 1750 (4) — Vienne 1702 (3) — Viviers 1734 (5).

(1) Agen 1666 (8) — Aix 1672 (1) — Alby 1695 (5) — Amiens 1662 (6) — Angers 1650 (4) — Apt 1697 (37) — Autun 1705 (14) — Auxerre 1674 (3) — Beauvais 1646 (89), 1699 (33) — Clermont 1620 (5), 1677 (7), 1653 (5) — Condom 1663 (298) — Dijon 1743 (24) — Gap 1588 (28) — Limoges 1629 (14) — Lyon 1577 (10) — Mâcon 1633 (15) — Maillezais 1623 (4) — Mende 1738 (9) — Nantes 1642 (11) — Narbonne 1671 (2) — Nîmes 1670 (5) — Oloron 1712 (5) — Pamiers 1712 (11) — Quimper 1710 (74) — Saint-Dié 1783 (4) — Toulouse 1677 (3) — Vienne 1702 (4).

marier dans une paroisse où l'on n'a pas encore acquis domicile, il est nécessaire d'avoir une autorisation en bonne et dûe forme, de son curé quand on est du même diocèse, de l'évêque si l'on est d'un diocèse étranger (1) : Il faut toutefois remarquer qu'on tend de plus en plus à considérer que le certificat de publications de bans tient lieu de permission. Il n'y a que quelques diocèses où l'on exige que la permission donnée par le curé de se marier hors de sa paroisse soit spéciale et non générale (2), c'est-à-dire qu'on indique quel est le prêtre autorisé à célébrer le mariage.

Il nous faut maintenant terminer cette question du curé compétent pour assister à un mariage en étudiant dans un troisième paragraphe le mariage des vagabonds.

§ III. — *Le mariage des vagabonds.*

Le Concile de Trente, dans le chapitre VIII du décret *De reformatione matrimonii*, avait « enjoint aux curés de ne pas assister au mariage des vagabonds sans avoir au préalable fait une enquête diligente sur leurs personnes, et ayant soumis le résultat à l'ordinaire, sans en avoir reçu de lui l'autorisation ».

Quels sont donc ces gens, sans aveu, dont on se méfie tellement ? L'évêque de Saint-Brieuc, dans ses statuts synodaux de 1723, nous en donne la liste : ce sont « les pauvres mendiants, les garçons chirurgiens, apothiquaires, barbiers, artisans et autres qui vont de ville en ville apprendre leur métier ou se perfectionner dans leur profession, les soldats

(1) Angers 1656 (4) — Arras 1746 (5) — Autun 1705 (11) — Auxerre 1695 (II, 14), 1738 (I, 14) — Beauvais 1646 (89), 1699 (15) — Bourges 1738 (Sect. IV, 9) — Châlons-sur-Marne 1701 (23) — Chartres 1585 (8) — Clermont 1620 (9) — Comminges 1642 (15) — Fréjus 1778 (4) — Gap 1588 (37) — Grasse 1644 (13) — Grenoble 1690 (14) — La Rochelle 1649 (7) — Lyon 1577 (1) — Mâcon 1633 (15) — Nantes 1642 (6) — Narbonne 1671 (2) — Noyon 1673 (160) — Ries 1675 (2) — Rouen 1623 (3) — Saint-Brieuc 1723 (5) — Saint-Omer 1697 (Sect. V, 3) — Sens 1658 (3) — Toul 1712 (3) — Tulle 1662 (13) — Valence 1616 (5), 1728 (II, 2) — Vienne 1702 (11).

(2) Aix 1742 (III, 10) — Beauvais 1646 (94), 1699 (33) — Bordeaux 1704 (10) — Boulogne 1744 (9) — Bourges 1608 (2) — Cahors 1638 (2) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (VI, 1) — Troyes 1652 (12).

et les étrangers dont on ne connaît ni l'origine ni l'engagement... ».

Ainsi que le montre cette liste, nombreux sont ceux que l'on considère comme des vagabonds. En général, les évêques se sont contentés de reprendre les dispositions du Saint Concile concernant le mariage de ce genre d'individus. Quelques-uns (1) ordonnent que les curés fassent une enquête sur la vie des vagabonds avant de demander à l'Ordinaire l'autorisation de procéder à leurs épousailles. Mais on a tendance à vouloir de plus en plus (2) remettre tout de suite la question aux mains de l'évêque, qui fera l'enquête et autorisera ou non la célébration de tels mariages.

Au XVIII^e siècle, on exige des soldats, qui sont considérés comme des vagabonds, une autorisation de leur capitaine leur permettant de se marier (3).

SECTION II

Les témoins.

Le Concile de Trente avait ordonné qu'outre le curé, deux ou trois personnes assistent au mariage : « Ceux qui entreprendraient de contracter mariage autrement qu'en présence du curé ou de quelque autre prêtre... et de deux ou trois témoins, ceux-là le Saint Concile les rend absolument inhabiles à contracter de la sorte et déclare que de tels contrats sont

(1) Autun 1705 (12) — Bordeaux c. p. 1584 (4) — Bourges 1738 (Sect. IV, 9) — Cahors 1638 (3) — Chartres 1585 (8) — Clermont 1620 (9), 1647 (11), 1653 (9) — Grasse 1644 (17) — Grenoble 1690 (Sect. II, 1) — Luçon 1685 (7) — Mende 1738 (6) — Saint-Brieuc 1723 (5) — Saint-Dié 1783 (5) — Saint-Omer 1640 (5).

(2) Aix 1742 (II, 21) — Auxerre 1695 (II, 20) — Beauvais 1699 (13) — Bordeaux 1704 (10) — Châlons-sur-Marne 1701 (30) — Comminges 1642 (15) — Digne 1680 (3) — Dijon 1743 (25) — Fréjus 1778 (10) — La Rochelle 1649 (7) — Limoges 1619 (12) — Maillezais 1623 (5) — Nevers 1679 (6) — Quimper 1710 (73) — Saint-Flour 1760 (1) — Saint-Omer 1697 (Sect. V, 5) — Sens 1658 (3) — Toul 1712 (3) — Troyes 1652 (2) — Tulle 1662 (12) — Vannes 1693 (3) — Vienne 1702 (11) — Viviers 1734 (10).

(3) Bourges 1738 (Sect. IV, 10) — Grenoble 1690 (Sect. II, 6) — Quimper 1710 (73) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (III, 12).

nuls et invalides, comme par le présent décret il les rend nuls et sans valeur. »

Les témoins ne sont pas là pour témoigner de la célébration du mariage, mais ils contribuent à la solennité de la cérémonie. La règle ainsi posée par le Concile de Trente semble fort simple, et ne devrait pas soulever de difficultés ; or nous allons rencontrer une réglementation quelque peu différente selon les diocèses. Dans un premier paragraphe nous verrons le nombre des témoins qui doivent être présents au mariage, et dans un deuxième les qualités que doivent avoir ces témoins.

§ I. — *Le nombre des témoins.*

Bien entendu, une partie des statuts synodaux ne s'est pas occupée de cette question des témoins : ce sont surtout ceux de la région parisienne et du Languedoc. Un certain nombre d'évêques (1), suivant les dispositions du Concile, ordonnent que deux ou trois témoins soient présents au mariage ; ce sont généralement les plus anciennes ordonnances synodales qui n'en exigent pas un plus grand nombre. Cette règle est mentionnée pour la dernière fois dans le rituel d'Auch en 1701. Au contraire, au XVIII^e siècle, la coutume qui prévaut est celle qui exige la présence au mariage de quatre témoins (2). En fait, nous la trouvons dès 1588 dans les statuts synodaux de Gap ; mais cette obligation est peu répandue au XVII^e siècle : elle est en vigueur seulement à Clermont (1620), Auxerre (1674), Saint-Omer (1697) et Beauvais (1699). Et encore cette règle n'est-elle pas impé-

(1) Agen 1666 (1) — Alet 1670 (1) — Angers 1615 (19), 1650 (8) — Comminges 1642 (9) — Condom 1663 (292) — Coutances 1637 (1) — Grasse 1644 (10) — Grenoble 1690 (17) — La Rochelle 1649 (4) — Limoges 1619 (24) — Lyon 1577 (1) — Mâcon 1633 (2) — Maillezais 1623 (1) — Nantes 1642 (4) — Narbonne 1612 (22) — Nevers 1679 (5) — Noyon 1673 (164) — Reims c. p. 1583 (5) — Rouen 1607 (1) — Saint-Malo 1620 (11) — Saintes 1651 (9) — Tulle 1662 (3).

(2) Aix 1742 (III, 18) — Arras 1746 (5) — Autun 1705 (3) — Auxerre 1674 (12), 1738 (II, 5) — Beauvais 1699 (29) — Bordeaux 1704 (16) — Bourges 1738 (Sect. IV, 15) — Châlons-sur-Marne 1701 (21) — Clermont 1620 (7), 1647 (9), 1653 (7) — Fréjus 1778 (14) — Gap 1588 (41) — Mende 1738 (11) — Quimper 1710 (76) — Saint-Brieuc 1723 (8, 50) — Saint-Omer 1697 (Sect. III, 3) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (VI, 14) — Viviers 1734 (5).

rative ; l'évêque de Saint-Omer nous dit qu'en principe il faut quatre témoins, mais que deux ou trois suffisent. Par contre elle devient obligatoire au XVIII^e siècle, et dans certains diocèses où il n'était ordonné primitivement que deux ou trois témoins, il en est ensuite exigé quatre (cf. l'évolution des statuts d'Aix, Bourges, Quimper).

§ II. — *Qualités exigées des témoins.*

Après de nombreuses discussions, l'opinion qui prévalut en droit canonique fut qu'il suffisait de témoins quelconques, car il s'agit ici d'une question de solennité et non de preuves ; les témoins sont en effet de simples instruments. Mais la vraie raison fut surtout qu'on essaya de réduire autant que possible les formalités exigées par le Concile de Trente pour la validité des mariages. N'importe qui peut donc servir de témoin à un mariage : aucune condition d'âge ni de sexe n'est imposée.

Allons-nous trouver une solution aussi libérale dans les statuts synodaux ? Dans l'ensemble, oui. Toutefois, dès 1588 (statuts de Gap) on commença à exiger des témoins dignes de foi (1). mais ce fut au XVIII^e siècle qu'on devint strict sur ce point. Durant cette même période, plusieurs évêques exigèrent que ce fussent aussi des témoins domiciliés (2), c'est-à-dire qui aient un domicile fixe et certain. Nous verrons dans notre prochain chapitre que cette sévérité peut s'expliquer par le fait qu'on entend donner aux témoins plus qu'un rôle instrumentaire ; ils serviront à prouver la réalité du mariage.

Nous devons constater que jamais aucun évêque n'a empêché les femmes d'être témoins.

Un mariage célébré devant un autre prêtre que le propre curé et sans le nombre de témoins est considéré comme un

(1) Aix 1742 (III, 18) — Arras 1746 (5) — Beauvais 1699 (29) — Bordeaux 1704 (16) — Bourges 1738 (Sect. IV, 15) — Châlons-sur-Marne 1701 (21) — Clermont 1620 (7), 1647 (9), 1653 (7) — Gap 1588 (41) — Mende 1738 (11) — Nevers 1679 (5) — Saint-Brieuc 1723 (8, 50) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (VI, 14).

(2) Angers 1615 (19) — Autun 1705 (3) — Auxerre 1674 (12) — Bordeaux 1704 (16) — Châlons-sur-Marne 1701 (21) — Fréjus 1778 (14) — Mende 1738 (11) — Quimper 1710 (76) — Saint-Brieuc 1723 (8, 50) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (VI, 14).

mariage clandestin, et puni comme tel. Nous étudierons dans notre chapitre III quelles sont les sanctions prises à l'encontre de ces mariages.

SECTION III

Le rôle du curé et des témoins.

Selon le décret de Reformation, le curé doit interroger les conjoints pour s'assurer de leurs consentements, puis prononcer certaines paroles constatant le mariage contracté. Il doit, de plus, après l'échange des consentements entre les futurs époux, donner à ceux-ci la bénédiction nuptiale. Mais ces formules ne sont pas essentielles au mariage, et la doctrine sur ce point est certaine. En effet le Concile de Trente ne parle de la bénédiction qu'après avoir mentionné la célébration du mariage. Quant aux questions posées par le curé et les paroles prononcées par lui, elles peuvent varier selon l'usage des différentes églises, donc elles aussi ne sont pas indispensables. Il résulte de cela que le Concile de Trente a maintenu la doctrine selon laquelle ce sont les contractants eux-mêmes qui sont les ministres du sacrement de mariage, et non le prêtre qui a béni le mariage. Le curé n'intervient que comme un témoin ; mais c'est un témoin irremplaçable.

Quant aux témoins proprement dits, nous avons vu précédemment qu'ils jouent un rôle instrumentaire ; il faut simplement que leur présence soit *humana et moralis*, et qu'ils aient l'usage de leurs sens et de leur raison pour comprendre ce qui se passe et constater que les parties ont le consentement nécessaire pour contracter mariage.

Or il est curieux de constater que le rôle du curé et des témoins dans la célébration du mariage a été fort mal vu par l'ensemble des évêques.

§ I. — Le rôle du curé.

Certains évêques jugent utile de rappeler aux curés qu'ils ne doivent pas admettre à la Bénédiction Nuptiale les femmes fardées ou qui se présenteront la gorge ou les épaules découvertes : Arras (1691) (22), Châlons-sur-Marne (1701) (22).

Dans quelques diocèses on recommande aux curés de ne souffrir à l'église ni violons ni hautbois durant la cérémonie du mariage : Nevers 1685 (2), Grenoble 1690 (7), Beauvais 1699 (38), Chartres 1742 (6). Enfin à Aix 1742 (III, 17), on interdit de donner la Bénédiction Nuptiale aux personnes voulant se marier les portes fermées. Mais dans l'ensemble on explique assez mal le rôle du curé dans la cérémonie du mariage.

Seuls les statuts de Saint-Malo (1620) et de Quimper (1657) ont vu nettement le problème. Voici ce que nous dit l'évêque de Saint-Malo : « Les propres ministres (de ce sacrement) sont les contractants parce qu'ils prononcent eux-mêmes les paroles de la forme. De manière que ce sacrement est proprement administré lorsque l'homme et la femme contractent mariage par les paroles de présent, bien que, selon le décret de l'église, soit requis un ministre ecclésiastique pour demander le consentement des parties, l'approuver et confirmer par la bénédiction sacerdotale qui se donne en la messe... C'est le consentement des parties qui fait le mariage, non la bénédiction qui n'en est que la cérémonie extérieure. Mais la présence du propre recteur ou autre prêtre ayant bonne licence est une condition nécessaire sans laquelle le mariage est nul. »

Dans les autres diocèses le rôle du curé et des parties n'a jamais été formulé aussi clairement. Quelques évêques toutefois disent expressément que le curé doit être présent au mariage (1), ce qui laisse supposer qu'il n'a qu'un rôle de témoin, correspondant exactement à ce qui est ordonné par le Concile de Trente. Ce sont généralement les plus anciens statuts synodaux qui se conforment ainsi aux prescriptions du décret de *Reformation* ; ils sont antérieure à 1712. Dans les ordonnances synodales (2) publiées entre 1650 et 1700 on insiste en outre beaucoup sur le fait que le curé doit bénir les futurs époux.

(1) Agen 1666 (3) — Aix 1672 (1) — Alby 1679 (5), 1695 (10) — Alet 1670 (1) — Angers 1615 (19) — Cahors 1628 (7) — Clermont 1620 (2), 1647 (4) — Comminges 1642 (8) — Condom 1663 (290) — Limoges 1629 (24) — Luçon 1629 (19) — Oloron 1712 (5) — Rouen c. p. 1581 (1) — Saint-Omer 1697 (Sect. III, 1) — Soissons 1658 (2) — Toul 1658 (1).

(2) Amiens 1693 (1) — Grasse 1644 (16) — Marseille 1698 (9), 1712 (3) — Meaux 1674 (1) — Nevers 1679 (2) — Noyon 1673 (160) — Quimper 1657 (3), 1710 (77) — Ries 1675 (1) — Saint-Dié 1783 (4) — Tulle 1662 (8) — Vienne 1702 (4).

même dans certains diocèses on décide (1) que la bénédiction nuptiale est indispensable pour la validité du mariage. De là on passe très facilement, au XVIII^e siècle, à l'idée (qui correspond, verrons-nous, à l'esprit du temps) que le curé est le ministre du sacrement de mariage. On ne la trouve jamais exprimée sous cette forme précise, mais bien des évêques (2) le sous-entendent lorsqu'ils disent, tel celui d'Aix en 1742 : « Pour être valide, le mariage doit être célébré par le propre curé des parties. Tout prêtre qui *marierait* quelqu'un sans autorisation du curé serait excommunié par le seul fait. »

On tend ainsi à donner aux curés un rôle de plus en plus actif dans la célébration du mariage. Nous verrons que c'est en grande partie pour éviter ce que l'on appelle les mariages à la Gaulmine : les parties viennent par surprise devant le curé pour lui déclarer qu'elles se marient en sa présence. De plus, les curés ont de cette façon un pouvoir de contrôle plus grand sur les mariages.

Allons-nous trouver une évolution semblable en ce qui concerne le rôle des témoins ?

§ II. — *Le rôle des témoins.*

On se rappelle que suivant la doctrine du Concile de Trente les témoins n'avaient qu'un rôle instrumentaire. Cette règle est suivie par tous les évêques sans difficultés jusqu'au milieu du XVIII^e siècle. Les statuts synodaux d'Amiens de 1662 sont les premiers à ordonner que les témoins signent, en même temps que le curé, le registre des mariages. Cette obligation est reprise dès lors de plus en plus souvent (3). Puis au XVIII^e siècle (exactement depuis le synode de Beauvais de 1699)

(1) Amiens 1697 (10) — Arras 1678 (23) — Boulogne 1744 (6) — Châlons-sur-Marne 1684 (2), 1701 (17) — Mende 1738 (8) — Paris 1674 (1).

(2) Aix 1742 (III, 1) — Arras 1746 (3) — Auxerre 1695 (II, 4), 1738 (II, 7) — Avranches 1693 (9) — Bayeux 1735 (2) — Bordeaux 1704 (10) — Bourges 1738 (Sect. IV, 1) — Châlons-sur-Marne 1701 (15) — Fréjus 1778 (2) — Quimper 1710 (74) — Ries 1675 (3) — Saint-Brieuc 1723 (14).

(3) Aix 1742 (III, 26) — Amiens 1662 (6) — Auxerre 1674 (12) — Beauvais 1699 (32) — Bordeaux 1704 (17) — Bourges 1738 (Sect. IV, 15), — Châlons-sur-Marne 1701 (21) — Fréjus 1778 (14) — Grenoble 1690 (17) — Mende 1738 (11) — Saint-Brieuc 1723 (15).

les curés doivent « s'informer soigneusement, par le témoignage de quatre témoins dignes de foi, domiciliés et qui sachent signer leur nom, s'il s'en peut aisément trouver, du domicile aussi bien que de l'âge et de la qualité de ceux qui contractent mariage, particulièrement s'ils sont enfants de famille ou en puissance d'autrui, afin d'avoir en ce cas le consentement de leurs père et mère, tuteur ou curateur, et de leur en faire signer après la célébration du mariage l'acte qui en sera écrit sur le registre ».

Cette nouvelle obligation est imposée presque toujours par les synodes du xviii^e siècle. Nous devons remarquer que dans la mesure où l'on donne aux témoins un rôle à jouer dans la célébration du mariage, on devient de plus en plus exigeant quant aux qualités qui leur sont demandées. Dans les diocèses où certaines conditions sont imposées pour être témoins, ceux-ci doivent signer le registre et certifier que les parties peuvent se marier.

Au terme de ce chapitre, nous pouvons constater une évolution très nette en ce qui concerne la question du curé et des témoins. Aux xvi^e et xvii^e siècles, où ils ont une importance moindre dans la cérémonie du mariage, on est peu explicite sur ce qu'il faut entendre par le propre curé, et peu exigeant sur les conditions nécessaires pour être témoin. Par contre, au xviii^e siècle, où le curé a un rôle important, on est très strict pour savoir qui doit être curé, et on doit s'assurer de la bonne foi des témoins.

CHAPITRE II

DES TEMPS ET LIEUX
DE CÉLÉBRATION DES MARIAGES

Le Concile de Trente avait défendu la célébration solennelle des mariages « depuis l'Avent jusqu'au jour de l'Épiphanie, et depuis le Mercredi des Cendres jusqu'à l'Octave de Pâques inclusivement », mais n'avait rien prescrit d'autre. Malgré cette latitude laissée aux évêques, nous allons nous trouver en face d'une réglementation assez uniforme.

Ce chapitre comprendra deux sections : l'une consacrée aux temps où le mariage ne peut être contracté, l'autre aux lieux où il doit être célébré.

SECTION I

Le temps de la célébration du mariage.

Nous allons voir dans trois paragraphes successifs les périodes, les jours et les heures où il est interdit de célébrer les mariages.

§ 1. — *Les périodes où l'on ne peut contracter mariage.*

L'Avent et le Carême sont des temps de mortification, c'est pour cela que l'Eglise avait interdit la célébration des mariages, sources de débauches et de divertissements, à ces moments-là de l'année liturgique. Quelques évêques, pour être sûrs que ces périodes ne soient pas profanées, interdisent tout mariage dès le jeudi ou le vendredi précédent l'Avent (Senlis 1620, Meaux 1654) « afin d'ôter tout sujet aux contractants de remettre l'assemblée et la solennité de leurs noces au susdit jour de dimanche, et d'y faire festins et danses contre l'intention de l'Eglise ».

Mais il semble qu'à part ces exceptions, les ordonnances synodales aient plutôt adouci les règles du Concile de Trente ;

surtout à partir de 1660, les évêques accordent des dispenses (1) pour célébrer les mariages pendant l'Avent et le Carême, à condition que les épousailles se fassent sans éclat et qu'il n'y ait pas de repas de noces.

En tous cas, il ne devait guère y avoir d'abus dans ce domaine, car une grande partie des statuts synodaux juge inutile de rappeler aux curés cette prescription du Saint Concile. Par contre, nombre d'évêques interdisent de célébrer le mariage à certains jours de la semaine.

§ II. — *Les jours où il est défendu de contracter mariage.*

Le Concile de Trente, en dehors des périodes indiquées ci-dessus, permettait de célébrer les mariages n'importe quel jour. Or, à partir de 1646, nous voyons une nouvelle défense édictée : celle de se marier les dimanches et jours fériés (2). Cela pour deux raisons ; une d'ordre liturgique : éviter la profanation des dimanches par des débauches et des divertissements ; l'autre d'ordre plus pratique : les messes de mariage ayant lieu généralement très tard dans la matinée dans les paroisses où l'on ne dit qu'une seule messe, il y aurait plusieurs personnes qui « ennuyées d'attendre, n'entendraient pas la messe ce jour-là ». Cette règle est particulièrement en vigueur dans les provinces ecclésiastiques de Reims et de Vienne. Dans deux diocèses (La Rochelle et Toulouse), il est simplement conseillé de se marier un jour ouvrier plutôt qu'un jour de fête.

C'est dans les statuts synodaux de Soissons (1658) que se trouve pour la première fois l'interdiction de se marier un

(1) Aix 1742 (III, 13) — Dijon 1723 (63) — Grenoble 1690 (9) — Mende 1738 (15) — Saint-Omer 1697 (Sect. VIII, 1) — Soissons 1729 (10) — Tulle 1662 (16).

(2) Agen 1666 (11) — Aix 1742 (III, 13) — Alet 1670 (9) — Autun 1705 (21) — Auxerre 1674 (11) — Bayeux 1735 (7) — Beauvais 1646 (96), 1699 (27) — Boulogne 1744 (5) — Dijon 1743 (64) — Evreux 1664 (6) — Fréjus 1778 (5) — Grenoble 1690 (9) — Luçon 1685 (12) — Meaux 1654 (32) — Mende 1738 (15) — Nevers 1679 (5) — Noyon 1673 (162) — Pamiers 1672 (15) — Saint-Brieuc 1723 (11) — Saint-Omer 1697 (Sect. VIII, 2) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (VI, 13) — Sens 1658 (1) — Soissons 1658 (4) — Tours 1681 (7) — Valence 1728 (II, 6) — Vienne 1702 (9).

jour de jeûne. Cette défense connaîtra un certain succès (1), mais ne sera jamais une règle impérative ; et l'on obtiendra assez facilement des dispenses sur ce point.

Quelques évêques : Grenoble 1690 (10), Auxerre 1695 (23), Fréjus 1778 (11) s'élèvent contre le fait que leurs ouailles ne veulent pas se marier un mercredi, un jeudi ou un vendredi. On croyait en effet qu'un mariage célébré un de ces jours-là était un mauvais présage pour le futur.

Pour terminer cette étude du temps de la célébration des mariages, il nous faut voir les heures auxquelles il est interdit de se marier.

§ III. — Heures de célébration du mariage.

Cette question nous a valu une abondante réglementation. Il n'y a que quelques endroits où les évêques n'aient jamais parlé de l'heure de célébration des mariages (2). La plupart indiquent simplement que les noces doivent avoir lieu après le lever du soleil et avant midi. D'autre sont plus précis et défendent de les faire avant quatre heures du matin et après-midi. Certains parmi ceux-ci fixent des heures différentes selon la saison (cf. par exemple les statuts de Senez ou de Bourges où il est dit que personne ne pourra être reçu à la bénédiction nuptiale avant cinq heures du matin du 1^{er} avril au 1^{er} mai, avant quatre heures du 1^{er} mai au 1^{er} septembre, avant cinq heures du 1^{er} septembre à la Toussaint, et avant six ou sept de la Toussaint au Carême).

Mais là encore, cette règle n'est pas impérative, on peut, pour des raisons valables, obtenir des dispenses (3). Par

(1) Agen 1666 (11) — Auxerre 1674 (11) — Bayeux 1735 (7) — Evreux 1664 (6) — Valence 1728 (II, 6).

(2) Alet 1670 — Autun 1705 — Cahors 1638 — Cambrai 1604 — Courances 1637 — Evreux 1575-1664 — Gap 1588 — Mâcon 1602-1668 — Marseille 1698-1712 — Maillezaïs 1623 — Nantes 1642 — Nevers 1679 — Nîmes 1670 — Périgueux 1649 — Ries 1675 — Saint-Malo 1620-1769 — Vienné 1702.

(3) Aix 1672 (1) — Alby 1695 (9) — Avranches 1693 (8) — Châlons-sur-Marne 1657 (23) — Châlons-sur-Marne 1701 (15) — Condom 1663 (287) — Grasse 1644 (4) — Grenoble 1690 (9) — Mende 1738 (14) — Narbonne 1671 (3) — Quimper 1647 (3), 1710 (76) — Saint-Omer 1697 (Sect. VIII, 2) — Tours 1681 (7).

contre, si on se marie pendant la nuit, sans aucune dispense, on sera gravement puni : les parties excommuniées, le curé, qui aura assisté, suspendu de ses fonctions ecclésiastiques.

Le Concile provincial de Reims (1583), les statuts synodaux de Chartres (1585) et le rituel de Bourges (1666) nous apprennent que bien des gens, en effet, ne voulaient pas se marier pendant qu'il faisait jour par crainte des maléfices ou des sortilèges.

SECTION II

Le lieu où le mariage doit être célébré.

Dans un certain nombre de diocèses (1), on ne s'est pas occupé de la question du lieu de célébration du mariage. La règle ne présente probablement aucune difficulté : le mariage doit être obligatoirement contracté dans l'église paroissiale de l'une des parties. Quelques ordonnances synodales : Saintes 1651 (9), Autun 1705 (14), Quimper 1710 (4) Valence 1728 (II, 9), Dijon 1743 (58), Saint-Dié 1783 (7) demandent que les personnes reçoivent la bénédiction nuptiale de préférence dans l'église paroissiale de la fille, mais on peut, sans dispense, se marier dans la paroisse du garçon.

Il faut croire, cependant, que bien des gens célébraient leurs noces ailleurs qu'à l'église, car nous voyons à plusieurs reprises les évêques (2) s'élever contre ceux qui se marient dans des maisons particulières, des chapelles privées ou dans les « églises des religieuses ou des religieux ». Ce désordre a l'air plus répandu dans le Sud de la France que dans le Nord. Aussi

(1) Apt 1697 — Arras 1678-1746 — Gap 1588 — Mâcon 1602-1668 — Marseille 1698-1712 — Maillezais 1623 — Meaux 1654-1691 — Nantes 1642 — Nevers 1679 — Nîmes 1670 — Noyon 1673 — Oloron 1712 — Paris 1608-1674 — Ries 1675 — Rouen c. p. 1581 — Saint-Malo 1620-1769 — Vienne 1702.

(2) Ager 1666 (11) — Alet 1670 (7) — Angers 1615 (19) — Autun 1705 (13) — Bayeux 1735 (7) — Bordeaux 1704 (10) — Comminges 1642 (17) — Grenoble 1690 (13) — Limoges 1629 (23) — Mende 1738 (14) — Quimper 1657 (3) — Rodez 1674 (25) — Saint-Brieuc 1723 (11) — Saint-Omer 1697 (Sect. VIII, 3) — Toulouse 1677 (1).

rencontrons-nous un grand nombre de statuts synodaux (1), spécialement à la fin du xvii^e siècle, ordonnant que l'on célèbre toujours la messe après la cérémonie du mariage. Et cela en particulier dans le Midi.

Mais la célébration de la messe après la bénédiction nuptiale ne suffit sans doute pas à faire du mariage une cérémonie sainte et recueillie. Bien des abus avaient lieu, contre lesquels les évêques s'élèvent. Une habitude très répandue consistait à arrêter les nouveaux mariés alors qu'ils allaient à l'église ou en revenaient pour exiger d'eux de l'argent afin d'aller boire au cabaret (2). Dans certains cas, s'il existait par exemple une disproportion entre les mariés (un veuf qui épouse une toute jeune fille), ou bien si les futurs étaient tous deux très âgés, les habitants de la paroisse avaient coutume de faire des charivaris. Cela consistait essentiellement à faire du bruit avec des tambours, des cloches, des plats, des assiettes, des poêles, des chaudrons etc... ou à pousser des huées, des cris, des bourdonnements.

On n'a guère songé avant le milieu du xvii^e siècle à réprimer ces excès. Quelles sanctions va-t-on prendre contre ceux qui agissent ainsi d'une façon si contraire à la sainteté du mariage? Dans quelques diocèses on les excommuniera [Comminges 1642 (7), Condom 1663 (299), Narbonne 1671 (9), Noyon 1673 (167)]. Dans d'autres régions (3) le curé

(1) Agen 1666 (11) — Aix 1742 (III, 14) — Alby 1695 (1) — Alet 1670 (7) — Auxerre 1738 (II, 4) — Bayeux 1735 (7) — Beauvais 1699 (27) — Bordeaux 1704 (15) — Bourges 1738 (Sect. IV, 2) — Châlons-sur-Marne 1701 (15) — Comminges 1642 (17) — Coutances 1637 (7) — Dijon 1743 (60) — Fréjus 1778 (5) — Mende 1738 (13) — Nîmes 1670 (1) — Noyon 1673 (163) — Oloron 1712 (7) — Pamiers 1672 (15) — Saint-Flour 1760 (1) — Toulouse 1677 (1) — Valence 1728 (II, 6) — Viviers 1734 (11).

(2) Agen 1666 (10) — Alet 1670 (8) — Amiens 1662 (7) — Angers 1615 (13) — Auxerre 1695 (II, 21) — Beauvais 1646 (97) — Châlons-sur-Marne 1661 (11) — Comminges 1642 (7) — Condom 1663 (299) — La Rochelle 1649 (8) — Narbonne 1671 (9) — Pamiers 1672 (14) — Rodez 1674 (33) — Sens 1658 (1) — Soissons 1658 (6) — Troyes 1680 (12).

(3) Agen 1666 (10) — Alby 1679 (2) — Alet 1670 (8) — Auxerre 1674 (1) — Chartres 1742 (3) — Condom 1663 (299) — Dijon 1743 (68) — Grenoble 1690 (20) — La Rochelle 1649 (8) — Lyon 1577 (1) — Nantes 1642 (10) — Narbonne 1671 (9) — Saint-Flour 1760 (3) — Saint-Omer 1640 (9) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (VI, 15) — Soissons 1658 (6) — Toulouse 1677 (1).

avertira l'évêque et celui-ci punira en conséquence. Parfois enfin on implorera l'aide du bras séculier [Agen 1666 (10), Chalons-sur-Marne 1661 (11), Grenoble 1690 (20), Troyes 1680 (12)].

Durant la messe de mariage elle-même on faisait venir des bouffons pour qu'ils fassent des plaisanteries grossières, qu'ils prennent des positions indécentes ou qu'ils raillent les nouveaux mariés. Ces coutumes sont généralement nommées « risées et insolences » et elles ont l'air fort pratiquées en France sous l'Ancien Régime si l'on en juge par le nombre d'interdictions qui sont faites par les évêques à leur sujet (1).

Il était cependant possible d'obtenir une dispense pour se marier ailleurs qu'à l'église paroissiale. Cette faculté apparaît très tôt, dès 1577 dans les statuts de Lyon.

Au total, nous voyons se préciser au cours des xvii^e et xviii^e siècles un certain nombre de règles concernant les temps, heures et lieux de la cérémonie de mariage. Mais ces règles sont assez simples, et surtout assez souples (il existe de nombreuses possibilités de dispenses).

Si pour certaines questions nous avons pu voir s'exercer l'influence géographique des Parlements, nous ne pouvons pas faire les mêmes constatations ici. On trouverait plutôt l'influence des Provinces ecclésiastiques (cf. la défense de célébrer les mariages le dimanche).

(1) Aix 1672 (1) — Autun 1705 (13) — Avranches 1693 (9) — Bordeaux 1704 (10) — Cahors 1638 (7) — Grasse 1644 (5) — Grenoble 1690 (13) — Lugon 1724 (2) — Lyon 1577 (2), 1687 (1) — Mende 1738 (14) — Narbonne 1671 (3) — Quimper 1657 (3) — Saint-Brieuc 1723 (11) — Saint-Omer 1697 (Sect. VIII, 3).

CHAPITRE III

LES MARIAGES CLANDESTINS

Le Concile de Trente, dans sa session 24, s'est beaucoup préoccupé de la question des mariages clandestins. Ceux-ci, en effet, avaient soulevé de nombreuses difficultés et valaient de multiples critiques à l'église catholique de la part des protestants. De tels mariages permettaient en particulier le divorce, chose interdite par l'Eglise.

Nous avons vu quelles sont les formalités nécessaires pour célébrer valablement un mariage ; il en est deux très importantes : la publication des bans et la présence du curé et de deux ou trois témoins. Si ces formalités ne sont pas accomplies, considèrera-t-on le mariage comme clandestin ? En ce qui concerne les bans, le défaut des publications n'entraîne pas nécessairement la nullité du mariage ; l'évêque pouvant en dispenser, ceux-ci ne sont pas essentiels.

Par contre, ceux qui oseraient contracter suivant une forme autre que celle ordonnée par le Saint Concile, leur mariage serait nul, et ils seraient sévèrement punis à la discrétion de l'Ordinaire, ainsi que le prêtre et les témoins qui auraient osé assister à un tel mariage.

Nous allons voir la question des mariages clandestins dans les statuts synodaux en analysant dans une première section ce que l'on entend par mariages clandestins, dans une deuxième les raisons pour lesquelles on contracte ainsi clandestinement, et dans une dernière les sanctions prises à l'encontre de ces unions.

SECTION I

Qu'est qu'un mariage clandestin ?

Il est peu de diocèses qui ne mentionnent jamais ce problème des mariages clandestins. Et encore devons-nous constater que pour ces diocèses-là nous n'avons les statuts que

d'un seul synode ; il est donc possible que malgré tout cette question s'y soit posée.

Selon les époques, et aussi un peu selon les régions, on lutte contre diverses formes de mariage que l'on dit clandestines. D'une manière générale, on considère comme clandestine toute union qui est sciemment contractée sans les formes prescrites. Les premières ordonnances synodales qui traitent de cette matière (1) se contentent d'indiquer les prescriptions du Concile de Trente, ou quelquefois même (2) interdisent tout mariage clandestin sans donner de précisions sur ce qu'est un tel mariage.

Pour quelques évêques (3), sont considérés comme clandestins les mariages qui n'ont pas été précédés de publications de bans ; mais ils sont, verrons-nous, en contradiction avec la doctrine et la jurisprudence, qui estiment dans ce cas le mariage valable ; aussi sont-ils très peu nombreux. Parallèlement, surtout dans l'Ouest de la France, on déclare que les parties qui vont se marier dans un autre diocèse ou devant un autre prêtre que leur curé, sans autorisation (4), se marient clandestinement.

Les moyens pris par les évêques au cours du xvii^e siècle, pour lutter contre ces unions secrètes ont dû porter leurs fruits, car à partir de 1680 on ne se plaint plus d'unions contractées sans les formalités nécessaires.

Mais juste au moment où les mariages clandestins disparaissent c'est-à-dire vers 1679, nous voyons alors les évêques s'élever avec force contre ceux qui se marient « à la Gaul-

(1) Agen 1666 (1) — Alet 1670 (1) — Angers 1601 (1) 1615 (19) — Arras 1570 (1) — Bordeaux c. p. 1584 (1) — Bourges 1608 (21) — Cahors 1638 (4) — Comminges 1642 (9) — Limoges 1619 (13) — Maillezais 1623 (1) — Nantes 1642 (4) — Nevers 1679 (5) — Noyon 1673 (164) — Pamiers 1672 (10) — Paris 1608 (26-27) — Rouen c. p. 1581 (1) — Saint-Malo 1620 (11) — Saintes 1651 (9) — Sens 1692 (1).

(2) Avranches 1609 (59) — Chartres 1585 (3) — Luçon 1629 (20) — Reims 1647 (20) — Rodez 1674 (8) — Troyes 1652 (16).

(3) Angers 1601 (1) — 1615 (19) — Bourges 1608 (21) — Clermont 1620 (7) — Condom 1663 (290) — Gap 1588 (34) — Grasse 1644 (15) — Nevers 1679 (5).

(4) Angers 1656 (5) — Beauvais 1699 (37) — Bordeaux 1600 (2) — La Rochelle 1649 (4) — Limoges 1619 (24) — Luçon 1685 (37) — Lyon 1577 (1) — Périgueux 1649 (5) — Ries 1675 (2) — Sens 1692 (1).

mine » (1) c'est-à-dire ceux qui, surprenant leur propre curé, lui déclarent devant un notaire et des témoins qu'ils se marient. En droit ces mariages sont valables, et ne correspondent nullement à ce que l'on entend par mariage clandestin, puisqu'ils ont lieu devant témoins et qu'il en est dressé un acte officiel. Ces sortes de mariages ont été fort répandus entre 1690 et 1744. On doit noter que les premiers évêques qui en parlent, tel celui d'Alet en 1670, traitent dans des paragraphes différents les mariages à la Gaulmine et les mariages clandestins. A partir de 1690 (statuts de Grenoble) au contraire, les mariages à la Gaulmine sont considérés comme une forme particulière de mariage clandestin, et punis comme tels.

Après 1744 les statuts synodaux ne mentionnent plus ces mariages, aussi peut-on en conclure que les mesures prises avaient dû être efficaces. Certaines régions de France ont probablement été plus touchées que d'autres. Ce sont surtout les diocèses situés dans la moitié Est de la France. A l'Ouest, nous ne les voyons qu'à Luçon et La Rochelle. Après 1750, il semble bien que plus personne ne se mariait à la Gaulmine, car cette question est ignorée des divers statuts synodaux.

On entend donc par « mariage clandestin » deux choses différentes :

— d'une part une union contractée dans des conditions telles qu'elle restera cachée ;

— d'autre part un mariage contracté ouvertement mais contre la volonté de l'Eglise.

(1) Aix 1742 (III, 24) — Alet 1670 (4) — Amiens 1693 (1), 1697 (10) — Arras 1678 (23) — Autun 1705 (4) — Auxerre 1695 (II, 16) — Besançon 1680 (17) — Boulogne 1744 (6) — Bourges 1738 (Sect. IV, 11) — Châlons-sur-Marne 1684 (1) — Dijon 1743 (62) — Grenoble 1690 (Sect. III, 1) — La Rochelle 1672 (1) — Lyon 1705 (10) — Mende 1738 (8) — Narbonne, 1671 (8) — Noyon 1673 (165) — Paris 1674 (2) — Quimper 1710 (77) — Saint-Omer 1697 (Sect. IV, 2) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1651 (VI, 2) — Soissons 1673 (7) — Toulon 1704 (3) — Toulouse 1677 (4)4

SECTION II

Les causes des mariages clandestins.

Les unions destinées à rester secrètes ont pour but de permettre aux parties de se séparer quand bon leur semblera, et sans difficulté, car, nous allons le voir dans notre premier paragraphe consacré au divorce, l'Eglise ne permet que très rarement aux époux de se séparer.

Un mariage se faisait à la Gaulmine quand les futurs époux voulaient passer outre à une opposition qui avait été formée contre leur union.

§ I. — Le Divorce et la Séparation.

Les statuts synodaux vont-ils, sur ce point, appliquer exactement les dispositions du Droit Canonique ?

A — Les dispositions générales du Droit Canonique.

On sait que le mariage est, en droit canonique, indissoluble, et sur ce point l'Eglise est véritablement originale. Ce principe ne s'est d'ailleurs pas imposé tout de suite. A l'époque barbare il y eut chez les Anglo-Saxons des pénitentiels admettant sept causes de divorce, et quelques conciles Francs ont, eux aussi, admis certaines raisons de divorce.

Pratiquement, à la fin du Moyen Age, le divorce n'est admis que dans quelques cas.

— Dans un mariage d'infidèles, quand l'un des deux époux se convertit et que l'autre lui rend la vie impossible, le converti pourra demander le divorce et se remarier.

— Si, avant la consommation du mariage, l'un des deux époux entre en religion, le mariage est dissous par sa profession solennelle.

En fait, le nombre de dissolutions est infime, et le divorce proprement dit était supprimé du droit canonique, seul le terme resta. On appela ainsi tous les cas où deux personnes ayant vécu comme mari et femme étaient séparées par un jugement de l'Eglise les autorisant à cesser, ou même leur défendant la vie commune. Ce fut le *divortium quoad thorum et mutuum*

servitutum, qui correspond à ce qu'actuellement on nomme la séparation de corps. Ce divorce se présente soit comme un divorce par consentement mutuel (le vœu de continence formé par les deux époux, ou l'entrée en religion), soit comme un divorce pour des causes déterminées (l'adultère, ou l'hérésie d'une des parties).

S'il y avait eu *divortium quoad thorum*, les époux ne se devaient plus le devoir conjugal, et dans certains cas l'obligation de cohabitation cessait, mais ils ne pouvaient pas se remarier.

Pratiquement, ces règles du Droit canonique classique n'ont fait que s'affirmer. Et le Concile de Trente n'y a apporté aucun changement.

B — La pratique synodale.

Comme pour toutes les questions qui ont été fort bien vues et réglementées depuis longtemps par l'Eglise, les statuts synodaux n'ont que peu à dire à ce sujet.

Aucun évêque, suivant en cela le droit canonique, n'admet le divorce proprement dit. La plupart ne traitent même pas de la question de la séparation de corps entre les époux.

Les quelques statuts synodaux qui abordent ce problème sont tous unanimes : il est impossible de se séparer sans l'autorisation de l'évêque. Dans quelques diocèses [Chartres 1585 (16), Clermont 1647 (36)], on n'admet la possibilité de demander la séparation que pour deux raisons : l'homicide ou l'adultère, alors que, dans d'autres (1), l'évêque seul est juge de décider si la séparation est nécessaire ou non.

Les époux qui se seront séparés sans autorisation ne seront pas admis à recevoir les sacrements (2), et quelquefois ils seront excommuniés (Noyon 1673, 166). Enfin, dans certains de ces diocèses (Aix 1742, Arras 1691, Grenoble 1690), si après trois avertissements les époux ne se sont pas réunis, il faudra en informer l'évêque.

(1) Beauvais 1646 (95) — Nevers 1679 (8) — Noyon 1673 (166) — Quimper 1657 (2) — Rouen c. p. 1581 (11) — Toul 1658 (8).

(2) Aix 1742 (1, 9) — Arras 1691 (24) — Avranches 1693 (14) — Grenoble 1690 (19) — Luçon 1724 (9) — Saint-Malo 1620 (18).

Tout cela ne constitue que des dispositions pratiques destinées à assurer l'application d'une législation très claire, et qu'il était impossible de tourner sauf si le mariage avait été contracté clandestinement.

§ II. — *Les causes des mariages à « la Gaulmine ».*

Les mariages à « la Gaulmine » ne sont pas destinés à être tenus cachés, avons-nous vu. Ils ont lieu (1) quand à la suite d'un empêchement, les parties n'obtiennent pas la permission de se marier. Ce sont, généralement, les enfants de famille dont les parents s'opposent à leur union qui se marient ainsi.

Henri de Laval, évêque de La Rochelle, nous signale dans ses statuts de 1672 un autre cas de mariage à la Gaulmine : lorsque un catholique voulait épouser une protestante ou inversement.

Ces raisons, quoique peu détaillées par les ordonnances synodales, sont expliquées assez clairement par certains évêques et s'appliquent, par leur généralité, à l'ensemble de la France.

SECTION III

Sanctions des mariages clandestins.

Au Moyen Age, les peines qui frappaient les mariages clandestins étaient de deux sortes :

— Un tel mariage étant une contravention aux lois ecclésiastiques, les contractants étaient punissables des peines canoniques, ainsi que le prêtre et les personnes qui avaient prêté leur concours à ce mariage.

— Les mariages clandestins ne bénéficiaient jamais des avantages des mariages putatifs.

Mais le mariage était quand même valable. Après le décret *De Reformatione*, ces unions clandestines sont nulles et inva-

(1) Alby 1679 (4) — Alet 1670 (4) — Auxerre 1695 (II, 16) — Bourges 1738 (Sect. IV, 11) — Grenoble 1690 (Sect. III, 1) — Lyon 1705 (10) — Narbonne 1671 (8) — Saint-Omer (Sect. IV, 2) — Toulouse 1677 (4).

lides, et de plus « le Concile ordonne que le curé ou tout autre prêtre qui aura été présent à de tels contrats avec un nombre moindre de témoins qu'il n'est prescrit, que les témoins qui y auraient assisté sans la présence du curé ou du prêtre autorisé, et les parties contractantes elles-mêmes, soient sévèrement punis, à la discrétion de l'Ordinaire ».

Nous allons voir dans un premier paragraphe ce que décident les évêques français au sujet de la valeur de ces mariages clandestins, et dans un deuxième les sanctions qu'ils prennent à l'encontre de ceux qui auraient participé à de tels mariages.

§ I. — *Valeur des mariages clandestins.*

Il ne fait de doute pour personne que ces mariages sont nuls et cette union est considérée comme un concubinage. Quelques évêques toutefois, jugent utile de le rappeler dans leurs ordonnances (1). Les mariages à la Gaulmine étant considérés comme clandestins, ils sont eux aussi nuls et invalides. C'est même pour pouvoir les déclarer sans valeur qu'on les a assimilés aux mariages clandestins. En effet, on voit mal comment on aurait pu les condamner autrement : légalement, il n'y avait rien à leur reprocher. Or, on a pu les déclarer clandestins parce que le curé, refusant de donner la Bénédiction Nuptiale, refusait par cela même d'y participer. C'est pourquoi on tend au XVIII^e siècle à rendre la Bénédiction Nuptiale obligatoire et à donner un rôle actif au curé.

§ II. — *Sanctions prises contre ceux qui participent à de tels mariages.*

On prend des sanctions, en effet, non seulement contre les parties qui se sont mariées clandestinement, mais aussi contre le curé et les personnes qui ont favorisé une telle union.

(1) Agen 1666 (1) — Alby 1679 (4) — Alet 1670 (1) — Angers 1606 (1), 1650 (5) — Limoges 1619 (24) — Lyon 1577 (1) — Mende 1738 (9) — Nevers 1679 (5) — Sens 1692 (1) — Arras 1746 (5) — Beauvais 1699 (37) — Nantes 1642 (4) — Noyon 1673 (164).

A — Contre les parties.

Très tôt (dès le synode de Chartres de 1585), reprenant une disposition ancienne, les évêques décident que les personnes se mariant clandestinement seront excommuniées (1) et cette mesure ne cesse de s'étendre, surtout à partir de 1670, moment où l'on commence à lutter sérieusement contre les mariages à la Gaulmine. Généralement, dans ce cas les parties encourent *ipso facto*, l'excommunication majeure (2), dont elles ne pourront être relevées que par l'évêque, et cela seulement après une pénitence appropriée. Dans quelques diocèses (Clermont 1620, Lyon 1577), les parties seront punies par le Promoteur. De plus elles encourent les peines frappant ceux qui vivent en concubinage (cf. Section IV).

B — Contre les personnes qui participent à ces mariages.

Les témoins seront, eux aussi, excommuniés (3). Mais surtout ceux qui participent aux mariages à la Gaulmine seront touchés par ces mesures. Et ce sont non seulement les témoins dont la présence est requise par le Concile de Trente, mais aussi les notaires ou huissiers qui auront dressé l'acte de célébration du mariage.

(1) Aix 1742 (III, 24) — Alby 1679 (4) — Alet 1670 (1) — Amiens 1693 (1), 1697 (10) — Angers 1617 (1) — Arras 1684 (15) — Autun 1705 (4) — Auxerre 1695 (16), 1738 (II, 15) — Boulogne 1744 (6) — Bourges 1738 (Sect. IV, 4) — Châlons-sur-Marne 1684 (1), 1701 (32) — Chartres 1585 (3) — Dijon 1743 (62) — Gap 1588 (34) — Grenoble 1690 (Sect. III, 1) — La Rochelle 1672 (1) — Lyon 1705 (10) — Mende 1738 (8) — Narbonne 1671 (1) — Noyon 1673 (165) — Paris 1674 (2) — Périgueux 1649 (5) — Quimper 1710 (77) — Saint-Malo 1620 (12) — Saint-Omer 1697 (Sect. IV, 2) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (VI, 1) — Soissons 1672 (7) — Toulouse 1677 (2) — Troyes 1652 (16) — Valence 1728 (IV, 1).

(2) Alet 1670 (1) — Amiens 1693 (1) — Arras 1684 (5) — Autun 1705 (4) — Beauvais 1699 (37) — Grenoble 1690 (Sect. III, 1) — La Rochelle 1672 (1) — Noyon 1673 (165) — Paris 1674 (2) — Quimper 1710 (77) — Saint-Malo 1620 (12) — Saint-Omer 1697 (Sect. IV, 2) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1651 (VI, 1).

(3) Aix 1742 (III, 24) — Alby 1679 (4) — Alet 1670 (1) — Amiens 1693 (1), 1697 (10) — Arras 1684 (15) — Autun 1705 (4) — Auxerre 1695 (16), 1738 (II, 15) — Boulogne 1744 (6) — Bourges 1738 (Sect. IV, 4) — Châlons-sur-Marne 1684 (1) — Chartres 1585 (3) — Comminges 1642 (9) — Dijon 1743 (62) — Grenoble 1690 (Sect. III, 1) — Luçon 1724 (10) — Lyon 1705 (10) — Mende 1738 (8) — Narbonne 1671 (1) — Paris 1674 (2) — Quimper 1710 (77) — Saint-Omer 1697 (Sect. IV, 2) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (VI, 1) — Toulouse 1677 (2) — Troyes 1652 (16) — Valence 1728 (IV, 1).

C — Contre le curé qui assiste.

Dans ce cas, il ne s'agit pas du curé qui est présent à un mariage à la Gaulmine, mais de celui qui participe à un mariage clandestin, au vrai sens du mot. La réglementation que nous trouvons est donc généralement antérieure à 1680, car, comme nous l'avons vu, après cette date il ne se rencontre plus de tels mariages. Le curé est donc rigoureusement (1) puni ; il sera excommunié s'il est régulier, ou suspendu de ses fonctions ecclésiastiques s'il est séculier ; et dans quelques diocèses il devra, en plus, payer une amende, généralement de dix livres (Angers 1617, Valence 1616), ou il ira en prison (Nantes 1642).

Les sanctions prises contre les mariages clandestins sont donc très énergiques, et l'on comprend que de telles unions ne se rencontrent plus à la fin du XVIII^e siècle. Il faut noter que tant qu'un mariage clandestin était celui qui se contractait devant un autre prêtre que le curé, on punissait très sévèrement l'ecclésiastique qui avait assisté à une telle union. Par contre, à partir du moment où cet abus a été réprimé mais où les mariages à la Gaulmine se sont de plus en plus répandus, ce sont les parties et leurs témoins qui ont été très sévèrement punis.

SECTION IV

**Sanctions prises
contre ceux qui vivent en concubinage.**

§ I. — *La réglementation du Droit Canonique.*

L'Eglise devait être tout naturellement amenée à condamner le concubinage qui est en quelque sorte une contrefaçon du mariage. Pour le droit canonique, tout commerce sexuel en dehors du mariage est une fornication, et doit donc être puni comme telle.

(1) Alby 1679 (4) — Avranches 1609 (60) — Bourges 1608 (21) — Comminges 1642 (9) — La Rochelle 1649 (4) — Luçon 1629 (20) — Lyon 1705 (8) — Périgueux 1649 (5) — Saint-Malo 1620 (12) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (VI, 3).

Il était normal que le Concile de Trente envisage cette question. En effet, la condamnation des mariages clandestins risquait, pour remplacer ceux-ci, d'augmenter les concubinages. Aussi, dans le chapitre VIII du décret de réformation, le Concile décide que « ...les dits concubinaires, tant mariés que non mariés, de quelque état, dignité et condition, si après avoir été avertis trois fois par l'Ordinaire, ils n'éloignent pas leurs concubines et ne se séparent pas de toute relation avec elles, seront *frappés d'excommunication* et ne seront absous tant qu'ils n'auront pas obéi à l'admonestation faite. Quant aux femmes, mariées ou non, qui vivent publiquement en adultère ou en concubinage, si après avoir été averties trois fois, elles n'obéissent pas, elles seront châtiées rigoureusement selon la gravité de leur faute, par les Ordinaires des lieux, et cela d'office, sans qu'il ait été requis contre elles. Elles seront chassées de la ville et même du diocèse si les Ordinaires le jugent à propos et s'il en est besoin, on recourra à l'aide du bras séculier ».

§ II. — *La Pratique synodale.*

Vouloir implorer l'aide du bras séculier, c'était pratiquement amener l'Eglise à se dessaisir de cette question du concubinat ; et c'est pourquoi les évêques la réglementent fort rarement dans leurs statuts synodaux. Dans quelques diocèses (1), on se contente de renvoyer aux règles édictées par le Concile de Trente. Dans l'Ouest (2), le curé devra avertir les concubinaires par trois avertissements secrets. Si cela s'avère inefficace, il en fera un quatrième en présence de témoins. Il en dressera un procès-verbal d'avertissement et l'enverra à l'évêque, qui prendra des sanctions appropriées (généralement les concubinaires seront excommuniés).

Dans d'autres régions (3), lorsque des inconnus, se disant

(1) Agen 1666 (1) — Arras 1570 (4) — Bordeaux c. p. 1584 (1) — Condom 1663 (288) — Grasse 1644 (14) — Mâcon 1633 (3) — Reims c. p. 1583 (3) — Saintes 1635 (1).

(2) Avranches 1693 (16) — Chartres 1585 (13) — Luçon 1724 (21) — Rouen c. p. 1581 (13) — Tours (c. p. 1585 (14) — Troyes 1652 (15).

(3) Auxerre 1674 (2) — Beauvais 1699 (35) — Bourges 1608 (22), 1738 (Sect. IV, 18) — Dijon 1743 (67) — Meaux 1691 (29).

mariés, viendront s'établir dans un village, ils devront apporter au curé de la paroisse un certificat de leur mariage. S'ils refusent de le présenter, le curé devra en avertir le Promoteur.

Mais la quasi-totalité des ordonnances synodales se désintéresse de ce problème du concubinage. C'est, comme on peut le voir, une réglementation très succincte et qui n'apporte pas grand'chose de neuf à la question.

CHAPITRE IV

LA PREUVE DU MARIAGE LA VALIDITÉ DES CERTIFICATS

SECTION I

La question de la preuve en droit canonique.

§ I. — La preuve des mariages au Moyen Age.

Au Moyen Age, la preuve écrite du mariage se rencontrait rarement ; le type de la preuve complète, c'était la déposition de deux témoins ayant assisté à l'échange des consentements. Pour que le mariage put être prouvé par écrit, il aurait fallu que l'acte constatant les paroles de présent fut authentique ; or on n'avait guère l'habitude de se marier devant notaire. Il ne semble pas que l'on admettait que l'acte authentique contenant la constitution de dot fit preuve du mariage, car le mariage n'y était visé qu'accessoirement, et, de plus, la constitution de dot était généralement antérieure à celui-ci.

Deux témoins étaient donc nécessaires ; ils devaient posséder les qualités requises par les principes généraux sur la preuve testimoniale. Les parents des parties, ici, étaient admis aussi bien que les étrangers, car ils représentaient les témoins naturels du mariage.

Il semble que dans certains cas le mariage pût se prouver par la possession d'état, mais les canonistes ont toujours été

peu clairs sur cette question. Quelquefois on admettait que le port de l'anneau nuptial constituait une présomption du mariage

Mais tout cela était un peu confus, et la doctrine canonique hésitante. Tous ces moyens de preuve impliquent l'idée qu'une certaine publicité était donnée au mariage. Or, si l'Eglise blâmait les mariages clandestins, elle les tenait cependant pour valables. Comment prouver ces mariages qui se formaient en secret et sans témoins ? Il était difficile de tenir compte de l'aveu des parties elles-mêmes, car cela aurait présenté de très graves dangers ; en particulier, c'eût été un excellent moyen de rompre une union, contractée publiquement, dont on était lassé. Il suffisait de s'entendre avec une tierce personne pour soutenir que l'on s'était marié avec elle clandestinement, avant l'autre mariage célébré publiquement. L'Eglise n'a jamais admis cela, car le mariage public dûment prouvé prévaut toujours sur le mariage clandestin. Mais cela présentait le grave inconvénient de forcer un individu à rester dans les liens d'un deuxième mariage public, en ne tenant pas compte d'un premier mariage secret ; et donc il était légalement obligé de demeurer en état d'adultère, et par conséquent de péché mortel.

§ II. — Modifications apportées par le Concile de Trente.

Cette question de la preuve des mariages soulevait donc d'immenses difficultés. Le Concile de Trente contient sur ce sujet une seule disposition mais qui est très importante : « Que le curé ait un livre dans lequel il enregistrera les noms des conjoints et des témoins, le jour et le lieu où le mariage a été contracté, et qu'il garde soigneusement ce livre chez lui. »

Désormais ces registres font pleinement foi : ils sont rédigés par une personne ayant reçu d'un supérieur qualité à cet effet. Mais cette preuve ne supprime pas les autres moyens admis précédemment : la preuve par témoins et la possession d'état.

Nous allons voir maintenant la pratique synodale sur cette question.

SECTION II

La pratique synodale.

Le curé n'était jamais chargé de vérifier si un mariage avait été célébré ou non. La question ne se posait qu'en justice. Mais, comme nous venons de le voir, un des moyens les plus sûrs d'établir la réalité d'une union était de se reporter aux registres des mariages célébrés dans la paroisse où les parties prétendaient avoir contracté. Aussi les évêques ne se préoccupent-ils que d'assurer la bonne tenue des registres, et la véracité des faits qu'ils contiennent.

Nous verrons dans un premier paragraphe la manière dont les curés doivent tenir les registres, et dans un deuxième, comment s'assurer de la validité des certificats délivrés par le curé.

§ I. — *La manière dont doivent être tenus les registres.*

Quoique rares, il y a cependant des diocèses où les évêques n'ont jamais parlé de la question des registres. Ceux-ci pourtant devaient exister, car ils sont prescrits par le Concile de Trente, et nous verrons dans notre deuxième partie que la législation royale les a rendus obligatoires. Il faut plutôt penser qu'ils étaient normalement bien tenus, et que les évêques estimaient inutile de fixer ce que les curés devaient y inscrire.

Mais bien des ordonnances synodales s'expliquent au contraire de façon fort précise sur cette question des registres.

I. — *Que doivent contenir ces registres?*

Normalement (1), le curé doit y inscrire l'acte de célébration du mariage, avec la date, le signer et le faire signer par les témoins. C'est pour cela qu'il faut, autant que possible,

(1) Arras 1678 (24) — Beauvais 1699 (30) — Boulogne 1744 (9) — Châlons-sur-Marne 1701 (31) — Comminges 1642 (8) — Coutances 1637 (9) — Dijon 1743 (39) — Gap 1588 (36) — Lyon 1577 (20) — Mâcon 1633 (11) — Mende 1738 (16) — Nantes 1642 (7) — Nevers 1679 (9) — Saint-Dié

des témoins qui sachent écrire. Dans l'acte de célébration, on doit, outre le nom des parties, indiquer celui de leurs parents, les jours de la publication des annonces, celui auquel la bénédiction aura été faite, et le nom des témoins. Quelquefois on doit inscrire la date de naissance des époux.

Mais très vite (dès le synode de Clermont de 1620) on ordonne dans plusieurs synodes (1) que le curé inscrive en plus dans le registre toutes les dispenses qui auront été données pour la célébration de ce mariage, que ce soient des dispenses de bans, des dispenses de parenté ou autres. Cette habitude, toutefois, ne se répand véritablement qu'à la fin du xvii^e siècle.

Dans plusieurs statuts synodaux (2), généralement postérieurs à 1680, le curé doit inscrire dans son registre les permissions qu'il aura données à ses paroissiens de se marier ailleurs.

Enfin dans deux diocèses (Fréjus 1778, Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751), les curés doivent avoir un registre spécial dans lequel ils inscrivent les publications qu'ils auront faites dans leurs paroisses, même s'ils ne célèbrent pas le mariage.

Signalons pour terminer que dans quelques diocèses (3), le curé doit marquer dans son registre les fiançailles qu'il aura bénies.

II. — *La manière dont doivent être tenus ces registres.*

Les registres ne doivent pas être composés de feuilles volantes ; mais ils doivent être reliés, et il ne doit y avoir

1783 (9) — Saint-Omer 1694 (22) — Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751 (III, 19) — Senlis 1620 (28) — Sens 1692 (3) — Soissons 1728 (9) — Tours c. p. 1585 (20) — Troyes 1652 (15) — Valence 1728 (II, 15) — Vannes 1642 (20).

(1) Aix 1742 (III, 26) — Alby 1679 (7) — Angers 1617 (7) — Auxerre 1674 (12) — Bayeux 1735 (8) — Beauvais 1699 (31) — Bordeaux 1704 (17) — Bourges 1738 (Sect. IV, 15) — Clermont 1620 (2), 1647 (4), 1653 (2) — Condom 1663 (292) — Fréjus 1778 (4) — Grasse 1644 (10) — Grenoble 1690 (17) — Marseille 1698 (10) — Noyon 1680 (21) — Orlon 1712 (5) — Quimper 1710 (76) — Saint-Brieuc 1723 (15) — Toul 1658 (8), 1712 (17).

(2) Amiens 1697 (9) — Bayeux 1735 (8) — Beauvais 1699 (31) — Boulogne 1744 (9) — Bourges 1738 (Sect. IV, 15) — Châlons-sur-Marne 1701 (31) — Clermont 1653 (4) — Grenoble 1690 (17) — Noyon 1680 (21) — Saint-Brieuc 1723 (15) — Sens 1692 (3) — Soissons 1728 (9).

(3) Clermont 1620 (2) — Condom 1663 (292) — Grasse 1644 (10) — Lyon 1577 (26) — Senlis 1620 (28) — Vannes 1642 (20).

aucun blanc entre les différents actes [Angers 1617 (7), Auxerre 1738 (II, 11), Bourges 1738 (Sect. IV, 17)]. Bien que les autres évêques ne disent rien là-dessus, cette règle de simple bon sens est sans aucun doute en vigueur dans l'ensemble de la France.

Enfin, dans trois diocèses, il est prescrit aux curés de tenir leurs registres en double exemplaire [Bourges 1738 (Sect. IV, 17), Auxerre 1738 (II, 11)].

§ II. — *Comment s'assurer de la validité des certificats.*

On sait que lorsque quelqu'un se marie dans une autre paroisse que la sienne il doit apporter de son curé un certificat disant que les bans ont été publiés, que la personne est suffisamment instruite de sa religion, etc.

Pour être valable, ce certificat doit être légalisé par l'évêque de celui qui l'a donné, sauf si le curé qui reçoit ce certificat connaît très bien l'écriture du recteur ou vicaire qui l'aura écrit.

Quand une personne vient d'un diocèse étranger, son certificat doit être légalisé par son évêque, et souscrit par l'évêque dans le diocèse duquel elle se marie. Cette règle, un peu compliquée, n'est imposée que dans certains diocèses (1) ; et elle n'est guère en vigueur avant le milieu du xvii^e siècle.

Au xviii^e siècle, dans plusieurs diocèses, un curé ne prendra garde aux différentes dispenses que si elles ont été insinuées (2).

A la fin de l'ancien régime, les différentes mesures prises pour assurer l'authenticité des registres de mariage sont assez complètes ; et il semble bien que dans ce cas la preuve par témoins tombe en désuétude. Elle n'a plus sa raison d'être, tous les mariages valablement célébrés étant enregistrés.

(1) Agen 1666 (8) — Aix 1672 (1) — Alet 1670 (2) — Amiens 1662 (6) — Angers 1617 (5) — Auxerre 1674 (5) — Beauvais 1699 (17) — Bourges 1738 (Sect. IV, 16) — Châlons-sur-Marne 1701 (23) — Clermont 1620 (5) — Luçon 1685 (6) — Noyon 1673 (152) — Pamiers 1672 (11) — Quimper 1710 (74) — Ries 1675 (3) — Soissons 1673 (2) — Toul 1712 (16) — Viviers 1734 (9).

(2) Bayeux 1735 (8) — Bourges 1738 (Sect. IV, 16) — Saint-Brieuc 1723 (15).

**

Quelles conclusions pouvons-nous tirer, au terme de cette première partie, de la réglementation du mariage telle qu'elle ressort des statuts synodaux ?

Deux idées s'imposent : d'une part une complexité croissante du droit matrimonial au cours des *xvii^e* et *xviii^e* siècles, et d'autre part une certaine uniformisation des règles concernant le sacrement en question.

En effet, les premiers statuts synodaux essayaient surtout de combattre certains abus ou certaines superstitions qui se rencontraient lors de la cérémonie même du mariage. Par exemple, ils cherchent à :

— empêcher les parties de se marier la nuit, car elles agissaient ainsi par crainte des maléfices ;

— défendre les bruits et charivaris aux mariages des personnes âgées ;

— interdire les fiançailles au cabaret, etc...

Par contre, après 1650, les évêques ne se préoccupent plus d'assurer à la célébration du mariage le calme et le respect dûs à cette cérémonie, car vraisemblablement les principaux abus de ce genre avaient disparus. Ils envisagent, à partir de ce moment, essentiellement les effets juridiques du mariage. Aussi réglementent-ils avec beaucoup de soin des questions d'un ordre très différent, comme les formalités préliminaires au mariage, la tenue des registres, etc.

Nous allons essayer de voir dans notre deuxième partie les causes de cette évolution.



DEUXIÈME PARTIE

Les influences qui se sont exercées sur les Statuts Synodaux

Au Moyen Age, l'Eglise était seule maîtresse de la question du mariage. Elle en réglait les conditions ; la royauté assurait seulement l'exécution de ses décrets et de ses sentences. Le mariage était alors un acte purement religieux : un sacrement. Au ^{xvi}^e siècle un revirement se produisit en faveur de la doctrine antérieure au christianisme, selon laquelle le mariage est un acte social et civil.

La cause première de ce revirement est due probablement au protestantisme, qui considère que le mariage est avant tout un acte civil, et que comme tel il peut être dissous par le divorce. S'il n'y avait eu que la doctrine protestante à combattre, l'Eglise catholique en serait sortie aisément victorieuse. Mais, à partir du ^{xvi}^e siècle, le pouvoir royal se développe et s'affermir continuellement ; il s'ingère dès lors de plus en plus dans les causes matrimoniales et fait concurrence à l'Eglise. Or à certains points de vue les conceptions du Roi et celles du droit canonique différaient (1).

Pour celui-ci, le mariage est indissoluble, car il représente l'union du Christ avec son Eglise ; cette union-là étant indissoluble, celle de l'homme et de la femme, qui en est l'image, doit l'être elle aussi. Il est, par conséquent, très important, avant de s'engager dans les liens du mariage, de savoir ce qu'on fait, et donc d'être absolument libre. Si le consentement était vicié, les époux n'auraient pas pu contracter valablement, car, selon la théorie canonique, c'est le consentement libre et réciproque des deux parties qui forme le mariage.

Mais, d'autre part, l'Eglise favorise la conclusion des mariages. Elle y pousse tous ceux qui ne peuvent supporter l'état

(1) VIOLLET (P) : *Histoire du Droit civil Français*, 3^e éd., 1903.

supérieur de continence ; aussi en a-t-elle rendu la formation contrairement à la dissolution, très facile. Par exemple, elle estime que le mariage des mineurs est valable, même s'il est contracté sans l'autorisation des parents.

On justifiait, au contraire, l'intervention du Roi dans les questions matrimoniales en soutenant que le mariage est à la fois un sacrement et un contrat, unis d'une manière indivisible et indissoluble. Le contrat était la matière du sacrement, et le pouvoir temporel avait le droit d'en régler les conditions, la forme et les effets. De son côté la puissance spirituelle avait le droit d'accorder ou de refuser la sanctification du contrat par le sacrement. Si bien qu'avec cette théorie le Roi se donne tous pouvoirs pour réglementer certaines questions et laisse, par contre, à la compétence exclusive de l'Eglise d'autres points ne touchant pas au fond du problème du mariage, comme par exemple les dispositions religieuses dans lesquelles doivent se trouver les parties contractantes.

Pour étudier les diverses influences qu'ont subies les statuts synodaux en ce qui concerne la question des mariages, il nous faudra voir :

Dans un premier titre : l'influence du pouvoir royal sur les points où il y a concurrence entre l'Eglise et l'Etat.

Dans un deuxième titre : les influences d'ordre divers qui se sont exercées sur les questions qui sont de la seule compétence de l'Eglise.

TITRE I

L'influence du pouvoir royal sur les Statuts Synodaux

Nous avons primitivement l'intention d'étudier l'influence des coutumes locales sur les statuts synodaux. Or nous avons constaté que les coutumiers ne traitaient jamais de la formation du mariage. Nous n'avons donc qu'à étudier l'influence du pouvoir royal.

CHAPITRE PREMIER

LA LÉGISLATION ROYALE
SUR LE MARIAGE

Nous avons pu constater dans notre première partie que, sur les points principaux, la question du mariage était réglée, par les statuts synodaux, d'une façon bien plus uniforme à la fin du XVIII^e siècle qu'au lendemain du Concile de Trente. Nous allons voir dans ce chapitre la part qui revient à la législation royale dans cette œuvre d'unification. Nous étudierons pour cela dans deux sections différentes :

Section I : La législation royale.

Section II : Origines et causes de ces lois.

SECTION I

La législation royale proprement dite.

Cette législation se trouve contenue dans quelques grandes ordonnances, dont les principales sont : (1)

l'Ordonnance de Blois de 1579,

l'Ordonnance de Louis XIII de 1629 (dite Code Michau),

la Déclaration de 1639,

l'Ordonnance civile de 1667,

l'Edit de Louis XIV de 1697.

Pratiquement, le Roi ne s'est occupé que de certaines questions ; aussi pouvons-nous classer les mesures prises en quatre grandes catégories :

- 1) le consentement des parents au mariage de leurs enfants,
- 2) la publicité préalable du mariage,
- 3) la célébration du mariage.
- 4) la preuve du mariage.

Nous étudierons chaque question dans un paragraphe différent.

(1) STOCKART : *Aperçu de l'évolution juridique du mariage*, 1905.

*§ I. — Les ordonnances et les édits touchant
le consentement des parents au mariage de leurs enfants.*

Dans la pratique française, on a toujours eu l'habitude de faire intervenir les parents au mariage de leurs enfants, ce qui n'était pas en accord avec le droit canonique. Et, probablement pour cette raison, le pouvoir royal a commencé très tôt à régler cette question.

Dès 1556, *un édit d'Henri II* décide que les enfants de famille (c'est-à-dire, décrète-t-il, les filles qui n'ont pas vingt-cinq ans accomplis et les fils qui n'en ont pas trente) ne peuvent se marier « au desceu, et contre le vouloir et le consentement de leurs père et mère ». Et même après leur majorité, les enfants doivent, au moins, requérir l'avis de leurs père et mère. En cas d'inobservation de ces règles, les parents peuvent les exhérer et les priver de tous les avantages nuptiaux. Cependant les parents sont seuls juges pour savoir s'il faut appliquer la sanction ou pardonner la faute.

Ces dispositions, antérieures au Concile de Trente, seront, par la suite, reprises et même aggravées par d'autres textes.

— *L'Ordonnance de Blois de 1579* reprend dans l'article 41 les dispositions de l'édit d'Henri II, et décide dans l'article 42 que ceux « qui auront suborné fils ou filles mineurs de vingt-cinq ans... sans le gré, su ou vouloir des parents, seront punis de la peine de mort, sans espérance de grâces... ».

— *L'Ordonnance de 1629* déclare que de tels mariages sont nuls et de nul effet.

— *Selon la déclaration de 1639*, le consentement des parents est nécessaire non seulement pour le mariage, mais aussi pour la publication des bans (art. 1), même s'il s'agit du remariage d'un veuf ou d'une veuve mineurs de trente ou vingt-cinq ans. L'article 2 décide que le mineur qui se marie sans autorisation est « privé et déchu par le seul fait ». La sanction ne dépend plus de la volonté des parents. Ce même article reprend in fine les dispositions de l'édit de 1556 et ordonne que les enfants majeurs demandent autorisation et conseil à leurs parents ; si ceux-ci refusent, ils pourront passer outre.

— *L'Edit de 1697* enjoint, en plus, aux curés qui célèbrent un mariage de s'informer auprès de quatre témoins dignes

de foi de l'âge des futurs époux, et, s'il le faut, du consentement de leurs parents.

Toutes ces dispositions sont reprises dans une *Déclaration de Louis XV en décembre 1736*.

La législation royale sur le mariage des enfants de famille est très rigoureuse (sa sévérité s'est accrue, en même temps que le pouvoir du Roi s'affermissait). Cette question est à la base de la législation royale sur le mariage ; les autres dispositions que nous allons trouver, concernant la publicité, la célébration ou la preuve des mariages, vont toutes avoir comme but plus ou moins avoué d'empêcher le mariage des enfants de famille.

§ II. — *La publicité préalable du mariage.*

Le Concile de Trente n'étant pas reçu en France, il était normal que la législation royale se préoccupât de réglementer cette question des bans de mariage. (C'était d'autant plus normal que la pratique des bans de mariage était d'origine française et donc répandue dans le pays.) C'est ce que fit l'article 40 de l'*Ordonnance de Blois* :

— Personne ne peut se marier sans avoir fait proclamer auparavant ses bans « par trois divers jours de fête, avec intervalle compétent ».

— Aucune dispense de bans ne peut être accordée « sinon après la première publication faite, et ce seulement pour quelque urgente et légitime cause, et à la réquisition des principaux et plus proches parents communs des parties contractantes ».

— Cette ordonnance s'applique à tous les sujets « de quelque état, qualité et condition qu'ils soient ».

La *Déclaration de 1639* décide que les bans des enfants de famille ne seront publiés qu'à la requête de leurs parents.

Comme cette législation était très précise, il n'a pas été utile de la modifier par la suite.

§ III. — *La célébration du mariage.*

Le Roi ne veut pas spécialement imposer aux parties la cérémonie religieuse, mais il veut établir la publicité de la célébration, aussi recourt-il à l'autorité qui est la plus régulièrement constituée : l'Eglise.

L'Ordonnance de Blois, tout en s'inspirant du Concile de Trente pour la célébration des mariages, modifie et précise certains points :

— Le Concile de Trente, savons-nous, n'exigeait la présence que de deux ou trois témoins. *L'Ordonnance de Blois* décide que « pour pouvoir témoigner de la forme qui aura été observée esdits mariages, y assisteront *quatre* personnes, dignes de foi, pour le moins, dont sera fait registre ».

— Ce sont les curés, ou autres prêtres commis par eux, qui célèbrent le mariage. L'article 44 défend « à tous notaires, sous peine de punition corporelle, de passer ou recevoir aucunes promesses de mariage par paroles de présent ».

L'Ordonnance de Blois n'ayant pas prévu de sanctions, l'Edit d'Henri IV de décembre 1606 frappe de nullité les mariages contractés sans les solennités requises.

Ces dispositions sont reprises par *l'Ordonnance de 1629* qui ajoute « faisant défense à tous curés et autres prêtres séculiers ou réguliers sur peine d'amende arbitraire, *célébrer aucun mariage de personnes qui ne seront leurs paroissiens, sans permission de leurs curés ou de l'évêque diocésain* ». Ces dispositions s'appliquent particulièrement aux églises et chapelles dépendantes de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem. En effet, il n'y avait plus de mariages clandestins, au sens étymologique du terme, mais ceux qui voulaient cacher leur mariages se rendaient devant un curé complaisant, qui n'était pas le *proprius parochus* des parties. Et les frères de Saint-Jean-de-Jérusalem s'étaient spécialisés dans ce genre de chose.

Le désordre persistant, la *Déclaration de 1639* reprend de nouveau tout ce qui avait déjà été réglementé par les précédentes ordonnances. Elle attribue toutefois un nouveau rôle au curé ; il doit *conjoindre* les parties. Son rôle devient donc actif.

Cependant ces textes se révélaient incapables de régler toutes les difficultés. En particulier, quel était le *proprius parochus* des parties ? *L'Edit de 1697* décide que l'on est estimé être d'une paroisse quand on y réside depuis six mois « actuellement et publiquement » si l'on vient d'une autre paroisse de ce même diocèse, et d'un an si l'on vient d'un diocèse étranger. Pour les mineurs, leur domicile est celui de leurs parents, et après la mort de ceux-ci, c'est celui de leur tuteur.

Mais nous avons vu que pour tourner toutes ces règles, bien des gens se mariaient « à la Gaulmine », et nous savons quelles réglementations sévères les évêques avaient imposées à leurs diocésains. Le pouvoir royal est venu renforcer ces décisions en interdisant, par la *Déclaration du 15 juin 1697*, aux juges royaux comme aux notaires, de constater les mariages à la Gaulmine, sous peine de privation de leur charge et d'incapacité d'en remplir aucune autre.

Il semble que désormais il n'y ait plus d'abus possibles dans la célébration des mariages. Le XVIII^e siècle ne fera que confirmer les décisions déjà prises.

§ IV. — *La preuve du mariage.*

Le Concile de Trente, dans sa Session 24, avait imposé à chaque curé d'avoir un registre dans lequel « il écrira le jour et le lieu auxquels chaque mariage aura été fait, avec les noms des conjoints et des témoins », afin de faciliter la preuve du mariage.

L'*Ordonnance de Blois* a repris cette décision dans l'article 40 in fine. « Ordonnons qu'il sera fait bon et fidèle registre tant des mariages que de la publication des bans, ou des dispenses et des permissions qui auront été accordées. » Et l'article 181 de la même ordonnance enjoint aux curés : « d'apporter dans les deux mois les registres de baptêmes, mariages et sépultures de leurs paroisses, faits en icelle année. Lesquels registres lesdits curés affirmeront judiciairement contenir vérité... Et seront tenus lesdits greffiers de garder soigneusement lesdits registres, pour y avoir recours et en délivrer extraits aux parties qui le requièreront ».

Mais cette question de la preuve du mariage fut réglée minutieusement par l'*Ordonnance d'avril 1667* sur la procédure civile :

— Les curés tiendront les registres en double exemplaires. L'un restera entre les mains du curé ; l'autre sera porté au greffe du juge royal du lieu pour servir de grosse (article 8).

— Dans le registre des mariages le curé mettra : les noms, surnoms, âges, qualités et demeures de ceux qui se marient ; s'ils sont enfants de famille ou non. Le registre sera signé

par les quatre témoins qui auront assisté à la cérémonie, et les témoins déclareront s'ils sont parents, de quel côté et en quel degré.

— Les mariages ne pourront être prouvés qu'au moyen des registres ou de leurs extraits authentiques ; ces derniers seront donnés, au choix des parties, soit par le curé, soit par le greffier.

La *Déclaration du 16 février 1692* enjoint aux curés, sous peine d'amende de cinquante livres, de mentionner dans les actes du mariage les publications de bans ou les dispenses qui en auraient été obtenues.

La *Déclaration de 1738* modifie quelques points de détails, en particulier la façon dont doivent être tenus les registres.

Si donc le pouvoir royal n'a pas réglé dans son ensemble la question du mariage, il l'a fait dans ses principaux points, et c'est pour cela qu'il a été nécessaire à l'Eglise française d'en tenir compte.

La législation royale suit dans ses grandes lignes les décisions du Concile de Trente. Les différences les plus importantes concernent seulement la question du mariage des enfants de famille, et la célébration même du mariage ; un rôle actif est donné au curé ; le nombre des témoins est porté à quatre.

Sur d'autres points, par contre, le pouvoir royal va innover.

Avant d'aborder dans le prochain chapitre l'étude de l'influence royale sur le mariage, il importe de voir à quel but correspond les différentes mesures prises par le pouvoir civil.

SECTION II

Origines et causes de cette réglementation.

On peut être un peu surpris de penser que le pouvoir royal n'ait jamais envisagé de régler dans son ensemble la question du mariage. Pourtant les différentes mesures prises par lui montrent qu'il est loin de se désintéresser du problème.

Il semble qu'en ce qui concerne la publicité et la célébration du mariage le roi ait voulu recourir à la seule autorité de l'époque qui soit généralement et régulièrement constituée :

l'Eglise (1). Il voit dans le curé non pas un ministre de la religion, mais un officier d'état civil, auquel il adjoint, pour la célébration du mariage, quatre témoins. L'intervention de l'Eglise s'explique alors, non plus en vertu de sa souveraineté propre, mais par une délégation du pouvoir séculier : l'Eglise, dans le mariage, devient le représentant de l'Etat, en même temps qu'elle célèbre un acte religieux. Mais dans ce cas le pouvoir civil a le droit de créer lui aussi des empêchements. C'est ce qu'il ne manquera pas de faire. Nous allons voir dans un premier paragraphe pour quelles raisons ces modifications ont été introduites par le Roi ; dans un deuxième paragraphe, nous verrons si le clergé lui-même n'a pas demandé quelquefois au Roi d'intervenir.

*§ I. — A quoi correspondent les modifications
introduites par la législation royale ?*

La principale raison, qui commande toutes les autres, c'est le développement du pouvoir royal : pour maintenir et assurer l'ordre public dans le royaume, il faut avant tout que soit assuré l'ordre dans la famille, cellule sociale de base. Pour cela, les enfants doivent être soumis à la puissance paternelle, et ne pas pouvoir se marier sans le consentement de leurs parents. Car, comme le dit le préambule de la *Déclaration de 1639* : « ...les mariages sont le séminaire des états, la source et l'origine de la société civile et le fondement des familles, qui composent les républiques, qui servent de principe à former leurs polices, et dans lesquelles la naturelle révérence des enfants envers leurs parents est le lien de la légitime obéissance des sujets envers leur souverain... »

C'est ce désir d'assurer la paix à l'intérieur du royaume, entre autres moyens, par la réglementation des mariages, qui oriente toute la législation ; en particulier tout ce qui touche à la publicité et à la célébration des mariages : si le Roi réglemente avec tant de soins les publications de bans, s'il interdit les mariages clandestins, c'est toujours dans le but d'éviter les mariages contractés par les enfants de famille sans l'autorisation de leurs parents.

(1) STOCKART : *Aperçu de l'évolution juridique du mariage*, 1905.

Mais, il y avait aussi une autre raison qui faisait craindre ces mariages : en effet, les parents refusaient leur consentement quand l'union projetée leur semblait une mésalliance ; et le pouvoir civil, lui, redoutait ces mésalliances qui menaçaient de compromettre dans les familles et dans la société la hiérarchie sur laquelle reposait cette féodalité.

Toutefois, certaines dispositions, comme celles concernant la tenue des registres, sont simplement les signes d'un pays évolué, où chaque individu doit avoir un état-civil.

§ II. — Mesures prises à la demande du clergé.

A plusieurs reprises, le clergé de France a adressé au Roi des remontrances au sujet des mariages. Bien souvent celles-ci sont restées lettre morte. Par exemple, en 1577, le clergé se plaint d'avoir à porter tous les ans aux greffes les registres de paroisse. Cette mesure n'a jamais été rapportée, au contraire. En 1615, il demande que le Parlement ne s'occupe pas des questions de mariage ; là aussi ses désirs n'ont pas été suivis.

Par contre, en 1680, le clergé, tout en reconnaissant en principe les mariages à la Gaulmine comme valables, demanda au Roi de les empêcher par des peines sévères : prison, bannissement ou autres peines corporelles, interdiction aux époux de vivre ensemble, nullité de toutes les conventions matrimoniales, incapacité d'acquérir aucune succession ; pour les notaires, la privation de leurs charges, pour les témoins de fortes amendes.

C'est à ce désir que répondit la *Déclaration du 15 juin 1697*, en interdisant, avons-nous vu, aux juges, comme aux notaires, de constater les mariages à la Gaulmine.

CHAPITRE II

**L'INFLUENCE DU POUVOIR ROYAL
SUR LES STATUTS SYNODAUX**

En rassemblant des similitudes remarquées, et en soulignant des différences rapidement esquissées, nous allons tenter maintenant de préciser les influences réciproques du pouvoir royal et des ordonnances synodales. Un tel exposé ne pourra éviter les redites. Il aura toutefois l'avantage de grouper des indications dispersées et de mieux mettre en lumière l'action du pouvoir civil sur l'élaboration de la législation matrimoniale.

Le Concile de Trente n'avait pas été reçu en France, mais il avait apporté un certain nombre de réformes souhaitables sur ce qui a trait aux questions matrimoniales. C'est pourquoi les ordonnances royales ont repris quelques-unes des dispositions du décret *De Reformatione*, dans leurs grandes lignes. Par contre, sur d'autres points, nous avons vu que le pouvoir civil introduit de nouvelles règles, qui sont parfois en contradiction avec les canons du Concile de Trente. Ce chapitre sera divisé en deux sections :

Section I : La mise en œuvre des décisions royales.

Section II : L'action de la jurisprudence.

SECTION I

La mise en œuvre des décisions royales.

Il est bien évident que la législation royale n'allait pas recevoir le même accueil quand elle ne faisait que reprendre ou modifier les décisions tridentines, ou quand elle innovait par rapport à celles-ci.

§ I. — La mise en œuvre des décisions reprenant ou complétant le Concile de Trente.

Ces décisions concernent la publicité préalable du mariage, la célébration de celui-ci, et les preuves de sa célébration.

I. — La publicité préalable du mariage.

Cette publicité a été réglée en France par l'Ordonnance de Blois. Celle-ci, tout en suivant généralement le décret de réformation, le complète sur deux points :

a) elle demande qu'il y ait « un intervalle compétent » entre chaque ban, sans toutefois préciser la durée de celui-ci. Or au début de ce travail nous avons pu constater que cet intervalle avait été fixé avec force détails par les évêques. Donc, sur ce point, les compléments introduits par la législation royale s'étaient imposés sans difficultés.

b) Il est dit dans le décret *De reformatione* qu'en cas de nécessité absolue l'évêque peut dispenser des trois publications. L'Ordonnance de Blois, elle, n'admet que la dispense d'une ou deux publications, et ce seulement après la première publication faite.

Seul le Concile Provincial de Rouen de 1581, ne s'est pas plié aux règles du pouvoir civil, puisqu'il estime possible dans certains cas graves de célébrer le mariage sans aucune publication. Dans les autres diocèses, on passe généralement cette question sous silence jusqu'en 1660 (les seules exceptions étant les statuts de Gap 1588 (41), Clermont 1620 (7) et Bordeaux 1632 (1), qui eux appliquent exactement l'Ordonnance de 1579). Par contre, à partir de 1660, on suit le droit civil (et même on y ajoute, puisqu'on ordonne d'annoncer dans la publication qu'on a l'intention de demander des dispenses). Il semble qu'on puisse conclure qu'antérieurement à 1660 on ne devait pas être très strict sur cette question des dispenses de bans ; ensuite, au contraire, cela paraît être une règle absolue.

Malgré ces quelques divergences de détail, la législation royale sur la publicité préalable du mariage telle qu'elle a été réglée par l'Ordonnance de Blois s'est appliquée facilement, car les compléments ajoutés par elle empêchaient de tourner les dispositions canoniques, soit par des publications trop hâtives, soit par des dispenses complètes qui auraient permis de cacher le mariage.

II. — La célébration du mariage.

Nous avons vu qu'il y avait à ce sujet plusieurs points sur lesquels la législation royale se séparait nettement du décret

De reformatione. Nous verrons dans notre deuxième paragraphe comment se sont appliquées ces mesures.

Toutefois, les législations canonique et royale sont d'accord pour que ce soit le propre curé des parties qui assiste au mariage. Mais le Concile de Trente, et les Ordonnances de 1579 et 1629, n'ont pas donné de précisions sur ce que l'on entendait par « le propre curé ». C'est l'édit de 1697 qui l'a déterminé en fixant des règles précises pour l'acquisition du domicile.

Cependant il ne faut pas croire que l'édit de 1697 a fait œuvre novatrice en la matière. Car dès 1646, avons-nous vu (cf. supra) plusieurs évêques avaient posé des règles précises. Ces règles différant selon les diocèses, il était normal que le Roi songeat à unifier la réglementation. Et comme cet édit répondait à un besoin très précis de l'Eglise, il a été tout de suite mis en application : par exemple, les statuts synodaux de Saint-Omer, qui ont été publiés durant cette même année 1697, appliquent les dispositions de l'édit en cette matière.

III. — *La preuve du mariage.*

Le Concile de Trente avait simplement enjoint aux curés d'avoir un livre dans lequel ils consignent les mariages qu'ils auront célébrés. La législation royale a édicté de nombreuses et minutieuses règles quant à la tenue de ces registres, règles que nous avons examinées dans notre chapitre précédent.

Mais nous devons noter que bien souvent les évêques ont devancé les décisions royales en cette question. Dès 1620, par exemple, les statuts de Clermont veulent que le curé fasse mention des dispenses obtenues et des dates auxquelles les publications ont été faites. Il en est ordonné de même dans les statuts de Grasse de 1644 (2), d'Angers de 1617 (8), de de Condom de 1663 (292) etc... Or ce n'est que la déclaration de février 1692 qui a imposé obligatoirement ces règles. Là encore les dispositions royales n'ont fait qu'entériner et généraliser une situation de fait, et ont donc été appliquées sans difficultés.

Par contre, l'Ordonnance d'avril 1667 sur la procédure civile, enjoignant aux curés de tenir les registres en double exemplaire n'a été effectivement mise en vigueur qu'après la

Déclaration de 1738, qui exigeait elle aussi que les registres soient faits en deux exemplaires.

Dans l'ensemble pourtant, les dispositions royales reprenant ou complétant certains points de la législation tridentine ont été appliquées assez facilement. Mais il faut remarquer que pour plusieurs questions les décisions royales viennent officialiser après coup des coutumes introduites par les évêques.

§ II. — Les dispositions royales innovant par rapport au Concile de Trente.

Le mariage des enfants de famille était le sujet d'une profonde divergence de vues entre l'Eglise catholique et le Roi de France. Et nous savons que la plupart des mesures prises par le pouvoir civil en cette matière ont été inspirées par cette idée que les enfants ne peuvent pas se marier sans avoir l'autorisation de leurs parents ; donc il faudra, contrairement au droit canonique, rendre la formation du mariage plus difficile. Pour cela, outre les mesures de publicité que nous avons déjà examinées, le Roi a pris d'une part des sanctions très sévères à l'égard des enfants qui n'auraient pas demandé le consentement de leurs parents, d'autre part il a imposé des règles nouvelles pour la célébration même du mariage, règles souvent en désaccord avec l'autorité canonique.

I. — Sanctions prises contre le mariage des enfants de famille.

Le Roi a pris envers les enfants de famille se mariant sans autorisation toute une série de sanctions civiles et pénales (l'exhérédation, la peine de mort, etc.). Ces sanctions ont certes grandement contribué à faire disparaître ces mariages ; mais il n'entre pas dans le cadre de notre sujet d'étudier leur rôle.

L'Ordonnance de Blois n'avait rien fixé, mais l'Ordonnance de 1629 a déclaré nul le mariage des enfants de famille non autorisé par leurs parents ; ce qui est manifestement contraire aux termes mêmes du Concile de Trente : « Le Saint-Concile les condamne d'anathème... ceux qui soutiennent fausement que les mariages contractés par les fils de famille sans le consentement de leurs parents sont nuls et que les parents les peuvent valider ou annuler... »

Que va faire le clergé français en face de cette situation ? Jamais aucun évêque n'a proclamé dans ses statuts synodaux qu'un tel mariage était valable. Généralement, les plus anciennes ordonnances synodales n'ont pas traité le problème. Pour l'Eglise ce mariage n'était pas nul, et la législation civile n'ayant encore rien décidé au sujet de la validité de cette union il était préférable pour le clergé de ne pas prendre position. Et si les statuts de Gap 1588 (42) et Clermont 1620 (7) excommunient le curé qui aurait osé assister au mariage de mineurs n'ayant pas reçu le consentement de leurs parents, ils n'admettent pas moins la validité du mariage.

Ces décisions, cependant, restent exceptionnelles ; et même quand, par la suite, après 1650, les évêques ont interdit aux curés de marier sans autorisation les enfants de famille, on n'a jamais puni sévèrement les ecclésiastiques qui auraient contrevenu. Dans la plupart des diocèses aucune sanction n'est édictée, dans quelques-uns seulement le prêtre sera suspendu de ses fonctions ecclésiastiques pour un certain temps Soissons 1658 (5), Nîmes 1670 (2), Grenoble 1690 (S. I, 1), Beauvais 1699 (28), Auxerre 1738 (II, 8). Après 1750, de nouveau le problème du mariage des enfants de famille n'est plus traité par les évêques, mais à partir de cette date, la question ne se pose guère, les enfants n'osant passer outre à la volonté de leurs parents par suite des sanctions qu'ils encourent.

On doit donc constater qu'après avoir manifesté une certaine réticence à suivre le pouvoir royal dans cette voie, l'Eglise a admis, au cours du xvii^e siècle, que le consentement des parents était nécessaire pour la validité du mariage des mineurs. Elle s'est donc inclinée devant l'autorité royale.

Par contre, la Déclaration de 1639, qui exigeait le consentement des parents pour la publication des bans des mineurs, n'a jamais eu grand succès. Quelques diocèses cependant l'ont tout de suite appliquée (Agen, Auxerre, Boulogne, Fréjus, Limoges, Mende, Marseille, Narbonne, Sens, Toulouse) ; d'autres ne l'ont appliquée qu'après coup (Aix, Beauvais), mais les plus nombreux ne l'ont jamais suivie. Il est vrai que c'était une règle qui avait peu d'importance pratique, car si l'on publiait les bans d'un mineur et que ses parents étaient hostiles au mariage, ils formaient immédiatement opposition.

Cela montre simplement que quelques évêques avaient le souci de suivre toutes les décisions royales, donc qu'ils reconnaissent la supériorité de la législation civile.

Allons-nous trouver la même obéissance du clergé pour ce qui touche à la célébration du mariage ?

II. — La célébration du mariage.

Le Roi voulait qu'une certaine publicité fut faite autour de la célébration du mariage, afin que les parents soient toujours avertis de l'union contractée par leurs enfants. Il a été pour cela amené à modifier sur plusieurs points les décisions tridentines.

Rappelons que pour le Concile de Trente il suffit que le mariage se fasse devant le curé et deux ou trois témoins, mais, ils n'ont, les uns et les autres, qu'un rôle passif : assister à l'échange des consentements entre les époux, et témoigner, par la suite, que le mariage a bien eu lieu. Or, avons-nous vu, le Roi donne un rôle actif au curé (il doit « conjoindre les parties ») (Déclaration de 1639) ; il fixe à quatre le nombre des témoins (Ordonnance de Blois, Ordonnance de 1629, Déclaration de 1639, Edit de 1697) ; ceux-ci doivent être dignes de foi (Ordonnance de Blois, Edit de 1697) et domiciliés (Edit de 1697) pour pouvoir témoigner de la condition des parties.

a) Le rôle du curé.

La Déclaration de 1639 avait provoqué une grosse émotion, car le Roi, en introduisant ainsi de nouvelles dispositions, portait atteinte à la sainteté du mariage. Cette règle qui donne un rôle actif au curé va à l'encontre même des dispositions canoniques et a eu beaucoup de peine à s'implanter. Nous voyons encore en 1657 l'évêque de Quimper affirmer nettement que le curé n'a qu'un rôle secondaire dans la célébration du mariage : « unde sit ut ipsi contrahentes per se aut per procuratores sint minister essentialis hujus sacramente, *sacerdos autem accidentarius tantum* ».

Dans d'autres diocèses l'évêque n'a pas toujours pris aussi nettement position, mais bien des statuts synodaux postérieurs à 1639 proclament encore que le curé doit simplement être présent au mariage (Agen 1666, Aix 1672, Alby 1679,

Alet 1670, Angers 1656, Besançon 1695, Comminges 1642, Condom 1663, Digne 1680, La Rochelle 1689, Saint-Omer 1697, Senez 1678, Soissons 1658).

Malgré tout nous savons que le clergé français à la fin du xviii^e siècle tendait à rendre la Bénédiction Nuptiale obligatoire, et à donner par là un rôle actif au curé. Il ne faut pourtant pas voir ici une abdication du clergé en face du pouvoir civil. On sait en effet que, pour éviter les mariages à la Gaulmine, quelques évêques ont imaginé de rendre la Bénédiction Nuptiale obligatoire. Dès lors, au xviii^e siècle, le pouvoir religieux et le pouvoir civil vont généralement se trouver d'accord sur cette question, mais ils ne le seront pas pour les mêmes raisons.

b) Les témoins.

— Le nombre des témoins.

Dès 1579 le pouvoir civil avait exigé que quatre témoins fussent présents au mariage. Or cette prescription a eu beau être reprise par l'Ordonnance de 1629 et la Déclaration de 1639, elle n'est pour ainsi dire jamais suivie au cours du xviii^e siècle (sauf à Gap 1588, Clermont 1620 et Auxerre 1674). Par contre il semble qu'après l'Edit de 1697 l'Eglise se soit inclinée. A partir de cette date nous ne trouvons plus que le rituel d'Auch de 1701 exigeant deux témoins.

— Le rôle et la qualité des témoins.

Selon le Concile de Trente, il suffisait que ce soient deux personnes comprenant ce qui se passait. Elles pouvaient fort bien être inconnues de tout le monde. L'Ordonnance de Blois suit, quant au rôle des témoins, le Concile de Trente. L'Ordonnance de 1629 voulant que les témoins signent le registre des mariages n'a guère eu d'effet. Elle a été appliquée pour la première fois en 1662 dans les statuts d'Amiens. Cette règle, ayant été reprise par l'Ordonnance d'avril 1667 sur la procédure, sera désormais appliquée à peu près partout.

Par contre un grand nombre de statuts synodaux appliquent tout de suite l'Edit de 1697 qui enjoint au curé de s'assurer, par le témoignage de quatre personnes, de la condition des futurs époux. Cependant quelques diocèses, du Midi spécialement, passent cette règle sous silence (Vienne 1702, Autun

1705, Quimper 1710, Oloron 1712, Marseille 1712, Valence 1728, Toulouse 1729, Viviers 1734, Chartres 1742, Saint-Flour 1760, Saint-Dié 1783); mais aucun n'ose s'insurger.

On demande des qualités différentes aux témoins suivant ce que l'on attend d'eux. Le Concile de Trente leur demandant simplement d'être présent, n'imposait aucune restriction quant au choix des témoins. Au contraire en France, où l'on a toujours eu tendance à donner de l'importance à la cérémonie du mariage, on exige, dès l'Ordonnance de Blois, que les témoins soient dignes de foi; et après l'Edit de 1697 qu'ils soient domiciliés. L'Ordonnance de Blois imposant des témoins dignes de foi ne fut appliquée qu'à Gap 1588 (41), Clermont 1620 (7), Saint-Malo 1620 (11) et Nevers 1679 (5). Par contre, dès 1617, les statuts d'Angers voulaient que les témoins soient domiciliés; mais ce diocèse était le seul à imposer une telle condition; au XVIII^e siècle cette règle sera assez bien suivie. S'en désintéressent les diocèses d'Arras, Bayeux, Boulogne, Chartres, Dijon, Marseille, Oloron, Saint-Dié, Saint-Flour, Toul, Valence, Vienne, Viviers.

Si le Roi a puni de peines très sévères ceux qui se mariaient à la Gaulmine, nous savons que c'est à la demande même du clergé qu'il a pris cette décision. Aussi cette loi trouve-t-elle un écho immédiat dans les statuts synodaux.

Au total nous pouvons, en résumé, constater que les premières lois prises par le pouvoir royal n'ont eu d'action que dans certains diocèses; par contre, toutes celles prises sous Louis XIV et après ont influé très vite sur la réglementation synodale. Nous allons voir dans notre deuxième section les causes qui ont pu agir pour l'application différente des lois.

SECTION II

L'action de la jurisprudence.

La législation royale n'aurait été que peu observée si l'Eglise avait continué à seule connaître des causes matrimoniales: le Roi n'aurait eu alors aucun moyen pour obtenir l'application de ses lois. Or nous avons constaté, au contraire, que de plus en plus, les décisions royales s'imposaient à l'Eglise.

Il a donc fallu que les tribunaux civils dépossédassent les Officialités de leurs prérogatives en matière de mariage. Mais cette évolution s'est faite progressivement ; nous allons étudier comment dans un premier paragraphe, et dans un deuxième nous verrons de quelle manière les juridictions séculières appliquent les Ordonnances royales et les lois de l'Eglise.

§ I. — *Comment les tribunaux civils ont-ils pu déposséder les Officialités des causes matrimoniales ?*

Au Moyen Age, en principe, toutes les causes matrimoniales relevaient des tribunaux ecclésiastiques : les Officialités. Les tribunaux royaux se permettaient seulement de connaître des questions matrimoniales chaque fois qu'un intérêt purement pécuniaire était en jeu (questions de dot, de douaire, de séparation de biens, etc...), et de tous les procès où ne se posait pas, directement ou non, la question de la validité ou de la nullité du mariage (légitimité des enfants, adultère, etc...).

Cependant les tribunaux ecclésiastiques se révélèrent incapables de régler complètement certains problèmes, en particulier celui des fiançailles : l'Official ne pouvait contraindre quelqu'un à se marier, et, en cas de rupture abusive du contrat de fiançailles, ne pouvait que condamner le coupable à des dommages-intérêts. Bien souvent d'ailleurs, le juge ecclésiastique n'obtenait pas l'exécution de sa sentence ; aussi préférait-on dans ce cas s'adresser directement à la justice séculière. On décida de plus que l'Official ne devait pas connaître des oppositions au mariage quand l'opposant était un tiers, et on justifiait cette règle en faisant remarquer que dans ce cas il ne s'agissait pas de la question du lien matrimonial.

Mais aux ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles la jurisprudence royale alla plus loin encore en permettant aux parties de saisir le Parlement chaque fois qu'elles le voudraient, au moyen de l'appel comme d'abus, pour faire prononcer la nullité d'un mariage. L'appel comme d'abus, en effet, était une procédure par laquelle on demandait au Parlement d'annuler un acte contraire aux lois françaises. On admit alors qu'il était possible d'utiliser cette voie de droit contre tous les actes de l'autorité ecclésiastique qui n'auraient pas été conformes, non seulement au droit français, mais encore aux canons reçus dans le pays.

Et l'on considéra la célébration d'un mariage entaché d'une nullité comme un acte pouvant être attaqué et cassé par l'appel comme d'abus.

Ainsi que le fait remarquer justement Esmein (1) : « ...il arriva ici, comme en d'autres matières, que la voie extraordinaire (l'appel comme d'abus) devint le droit commun ».

Si bien qu'à la fin de l'Ancien Régime, la juridiction de l'Eglise sur le mariage avait subi de très graves atteintes.

§ II. — *Comment les tribunaux civils appliquent-ils les décisions royales ?*

La jurisprudence va donc avoir soit à compléter soit à interpréter certains points de la législation royale. Nous allons étudier son œuvre en ce qui concerne, la publicité du mariage, sa célébration, et la question du mariage des enfants de famille. Elle s'est inquiétée, pour la preuve du mariage, des moyens et de la valeur des preuves, mais n'a rien décidé quant à la tenue des registres, donc sur ce point elle a eu à régler des questions tout à fait différentes de celles des statuts synodaux. C'est pourquoi nous ne traiterons pas de l'œuvre de la jurisprudence sur la preuve du mariage.

I. — *La publicité du mariage.*

Le problème qui se trouve posé à la jurisprudence, au moyen de l'appel comme d'abus, est de savoir si un mariage non précédé de publications de bans est valable. En effet, les statuts synodaux n'ont jamais été très clairs sur ce point. Pour les théologiens, la publication des bans est une solennité de précepte, dont l'omission peut rendre le mariage illécite, mais pas nul. A part les statuts d'Angers (1606), où il est expressément dit qu'un mariage fait dans ces conditions n'a aucune valeur, les autres évêques semblent suivre l'opinion des théologiens, par exemple : Etienne de Labarge, évêque de Lyon, qui en 1577 excommunie les parties dont le mariage n'aura pas été annoncé par trois fois et le curé qui aura coopéré

(1) A. ESMEIN : *Le mariage en droit canonique*, 2 vol., 1929-1934.

à cette union, mais qui ne met pas en doute la validité du mariage. C'est cette même idée qu'exprime l'évêque de Vannes en 1642 quand il décide que ceux qui se marient sans publications préalables seront punis selon la loi et les conciles, mais que leur mariage n'est pas nul.

Toutefois, vouloir punir les parties « selon la loi » montre que l'évêque lui-même admet que cette question est du ressort de la justice civile. Juste après l'Ordonnance de Blois, on décida que la non-publication des bans entraînait irrémédiablement la nullité du mariage, ce qui était bien conforme à l'article 40 de l'Ordonnance de 1579. Mais un revirement ne tarda pas à se produire, et l'on distingua entre le mariage des mineurs et celui des majeurs. Quand il n'y a pas d'autre vice dans le mariage de ces derniers que le défaut de publication, cette omission ne suffit pas pour le faire déclarer nul, car ce n'est pas une solennité nécessaire au sacrement, mais seulement une solennité de précepte dont l'absence ne peut que rendre le mariage illicite (1). Tandis que pour un mineur, le défaut de publication suffisait à rendre son mariage clandestin, et par conséquent nul.

Cette distinction introduite par la jurisprudence fut admise sans difficulté par les évêques. Jamais aucun d'eux n'a osé s'élever contre une telle interprétation.

II. — *La célébration du mariage.*

A) On a vu que la Déclaration de 1639 sur le rôle du curé dans la célébration du mariage avait eu beaucoup de mal à s'imposer. Pour la rendre obligatoire, le Parlement de Paris fit, en 1650, un arrêt de règlement par lequel la présence volontaire et active du curé, et la Bénédiction Nuptiale sont nécessaires pour la validité du mariage.

Il faut remarquer que cet arrêt a dû avoir une certaine influence sur les statuts synodaux : car dans tous les diocèses ressortissant du Parlement de Paris, ou bien on passe sous silence le rôle du curé dans la célébration du mariage, ou

(1) DENISART, *vo bans*, dans *Collection des décisions*, 1768.

on impose obligatoirement la Bénédiction Nuptiale (cf. supra). Nous n'avons trouvé que deux exceptions :

— les statuts de Soissons, 1658, mais là on doit constater que ces statuts ont été publiés peu après l'arrêt du Parlement ; donc celui-ci n'est pas encore unanimement appliqué ;

— le rituel de La Rochelle de 1689 ; mais d'une part les rituels se rapportent seulement aux lois fixées par l'Eglise, et d'autre part La Rochelle dépend de la province ecclésiastique de Bordeaux et est située à la limite du ressort du Parlement de cette même ville ; le rituel a probablement été influencé par le voisinage de Bordeaux.

Dans les autres diocèses, où les Parlements n'ont rien imposé, nous avons vu que la Déclaration de 1639 n'était pas suivie.

B) Le Roi et les statuts synodaux étaient en désaccord sur le nombre de témoins qui devaient être présents au mariage.

Il semble que pour cette question, la jurisprudence, au *xvii^e* siècle tout au moins, ait suivi les décisions du droit canonique. Un arrêt de 1684 décide que le mariage contracté entre le sieur de La Rivière et Mademoiselle de Rabutin était valable, bien que deux témoins seulement y aient assisté. Au *xviii^e* siècle, la jurisprudence paraît plus stricte sur ce point. Un règlement pour la province d'Artois, fait en 1707, ordonne que les mariages aient lieu en présence de quatre témoins. D'autre part nous avons remarqué qu'à partir de ce moment-là les statuts synodaux eux aussi exigeaient quatre témoins pour la validité du mariage. Là encore nous voyons nettement l'influence de la jurisprudence : tant qu'elle n'appliquait pas les décisions royales, les statuts synodaux pouvaient continuer à suivre le droit canonique.

C) On sait que le Roi avait imposé certaines conditions de domicile pour que le mariage pût être valablement célébré dans une paroisse. Nous avons vu que ces conditions avaient été promulguées sans difficultés par les statuts synodaux, car c'était déjà un problème qu'ils avaient eu à régler avant la législation royale. Mais il faut aussi faire une place à la jurisprudence dans l'application des règles sur le domicile. Les tribunaux royaux se sont toujours montrés très stricts dans l'application des délais : un arrêt de 1755 a déclaré

nul le mariage du sieur de Marcillac avec la nommée Lessieur, fille de son fermier, car il manquait un jour à l'année de domicile requise (1).

Mais l'œuvre de la jurisprudence fut surtout importante en ce qui concerne le mariage des enfants de famille.

III. — *Le mariage des enfants de famille.*

Le Concile de Trente avait déclaré nul tout mariage entre le ravisseur et la personne ravie, tant qu'elle était au pouvoir de celui-ci. Il fallait, pour que le mariage pût être célébré, que, mise dans un lieu sûr, la personne ravie donnât son consentement. Pour qu'il y ait rapt il faut :

- 1) que la fille ait été enlevée de la maison où elle résidait ;
- 2) qu'il y ait eu une violence exercée contre elle.

Or les légistes français prétendirent, en s'appuyant sur l'Ordonnance de Blois, qui ne parle que de subornation, que le rapt pouvait résulter aussi bien de la séduction que de la violence. Il n'était pas nécessaire qu'il y eut des violences matérielles, il suffisait de manœuvres dolosives. Le rapt de séduction pouvait donc découler de circonstances très diverses. Ils consacrèrent en particulier une présomption de rapt de cette nature toutes les fois que le mariage d'un enfant de famille avait eu lieu sans le consentement de ses parents.

Et, comme le fait remarquer le Professeur Petot dans son cours (2), on ne recherche plus à savoir qui est le coupable (car cette séduction peut avoir été réciproque). Il n'est plus alors question de sanctions pénales ; ce n'est d'ailleurs pas le but cherché. On veut simplement pouvoir appliquer la sanction civile qui est la nullité d'un tel mariage.

La jurisprudence, par ce moyen, a pu aider le pouvoir royal à empêcher le mariage des enfants de famille ; car, comme nous l'avons vu d'après les statuts synodaux, l'Eglise avait apporté une certaine mollesse à soutenir le Roi sur cette question.

(1) DENISART, *vo mariage*, dans Collection des décisions, 1768.

(2) Paris, *Cours de Droit* 1953-54.

Sur tous les points intéressant à la fois le pouvoir civil et l'Eglise en matière de mariage, on peut conclure qu'à la fin de l'Ancien Régime le Roi seul pouvait en décider. Il laissait l'Eglise appliquer les décisions, mais au moyen de la justice civile il en surveillait la mise en œuvre.

Il nous reste maintenant à voir dans notre Titre II les influences qui se sont exercées sur les points qui sont toujours restés de la compétence de l'Eglise.

TITRE II

Ce qui a motivé la réglementation des points de la compétence exclusive de l'Eglise

Les questions réglées par le pouvoir royal ont eu une répercussion très nette sur les statuts synodaux. Par contre les influences qui se sont exercées sur les points de la compétence exclusive de l'Eglise vont être beaucoup plus difficiles à déterminer. Nous allons en effet nous trouver en face de problèmes de deux ordres :

— d'une part des problèmes généraux communs à l'ensemble des diocèses ;

— d'autre part des problèmes pratiques et plus particuliers à chaque diocèse.

Chaque question fera l'objet d'un chapitre.

CHAPITRE I

**LES INFLUENCES QUI SE SONT EXERCÉES
SUR LES PROBLÈMES JURIDIQUES COMMUNS
A L'ENSEMBLE DES DIOCÈSES**

Nous n'étudierons que très brièvement ce point ; car il s'agit ici essentiellement de rassembler diverses mesures déjà signalées.

Bien des questions n'avaient été traitées ni par l'Eglise ni par le Roi de France, et l'un des buts des statuts synodaux fut justement de pourvoir à cette carence. Nous allons donc tout d'abord examiner les principaux problèmes que les statuts synodaux ont eus ainsi à traiter, et pourquoi (Section I), puis nous verrons où, quand et comment ces règles s'appliquent (Section II), car, bien qu'elles répondent aux mêmes besoins, il y a souvent eu quelques différences dans l'application des décisions.

SECTION I

**Les principales questions
que les statuts synodaux ont eues à régler.**

Nous pouvons en fait grouper ces mesures autour de trois idées :

- celles destinées à assurer effectivement la publicité du mariage ;
- celles qui concernent les divers écrits officiels pouvant être nécessaires dans les questions matrimoniales ;
- celles tendant à augmenter le pouvoir de l'évêque.

*§ I. — Les mesures destinées à assurer effectivement
la publicité du mariage.*

Organiser la publicité était un des moyens de lutter contre les mariages clandestins, et c'est ce qui explique en partie le nombre de règles prises sur cette question des bans :

- un intervalle est nécessaire entre les bans ;

— le mariage ne doit pas être célébré moins de vingt-quatre heures après le dernier ban ;

— s'il s'écoule un certain temps entre les bans et le mariage, il sera nécessaire de republier ceux-ci.

Il ne serait pas exact de voir dans ces mesures une œuvre entièrement originale du clergé français : l'Ordonnance de Blois avait inauguré la règle en exigeant, dans son article 40, qu'il y ait « un intervalle compétent » entre les bans. Quant aux deux dernières mesures énoncées, elles sont la suite logique de la précédente : les bans ne sont d'aucune efficacité s'ils sont trop rapprochés, ou s'il y a au contraire un trop grand intervalle entre eux et le mariage.

C'est de cette même idée que procède la défense faite par plusieurs évêques de demander trop facilement des dispenses de bans : en étant libéré des publications, on peut tenir ainsi son mariage secret.

D'autre part la nécessité d'être certain du consentement des parties à la publication de leurs bans n'est qu'un moyen supplémentaire pour s'assurer de leur libre consentement.

§ II. — Les règles concernant les divers écrits officiels qui peuvent être nécessaires dans les questions matrimoniales.

1) Il est inutile de revenir sur les prescriptions royales concernant la tenue des registres. Mais nous devons noter que les évêques, eux aussi, ont cherché à obtenir des livres exacts et complets. Ils ont d'ailleurs, avons-nous vu, devancé à plusieurs reprises la législation civile sur cette question. De plus, ils ont introduit dans certains diocèses une mesure intéressante : les curés devront noter dans leurs registres les permissions qu'ils auront données à leurs paroissiens de se marier ailleurs. Cela dans le but d'éviter que ne puissent demander plus d'une fois au curé une permission de ce genre ceux qui auraient voulu contracter plusieurs unions.

2) Là où les évêques ont fait vraiment œuvre originale, c'est sur la question de la validité des certificats. Le curé ne devra tenir compte d'un certificat émanant d'un diocèse

étranger que s'il est légalisé du sceau de l'évêque de ce diocèse et souscrit par son propre évêque. Une seule exception : si les paroisses, quoique de diocèses différents, sont si voisines que les curés connaissent bien l'écriture de leur confrère, il est inutile que le certificat soit légalisé.

3) La forme selon laquelle l'opposition doit être faite n'avait jamais été réglée par le pouvoir civil. Selon les évêques, il faut qu'elle soit faite par écrit, signée par l'opposant, et doit contenir les moyens sur lesquels il fonde son opposition. Dans le ressort du Parlement de Toulouse, on exige de plus qu'elle soit signée par deux témoins, mais dans ce diocèse, l'opposition était ouverte aussi aux créanciers, qui avaient une priorité d'hypothèque sur les biens du mari.

§ III. — Les mesures tendant à augmenter le pouvoir de l'évêque.

Si les évêques se sont vus dépossédés par le Roi de la réglementation des principales questions matrimoniales, ils ont tenu cependant à conserver, dans la mesure du possible, une certaine autorité en matière de mariage. Cette autorité va se manifester sur plusieurs points :

— ils veulent être seuls à décider si le mariage d'un vagabond est possible ;

— ils exigent très souvent qu'en cas d'empêchement ou d'opposition les curés les avertissent tout de suite ;

— dans quelques diocèses même le remariage d'une personne veuve est soumis à l'autorisation de l'évêque ;

— enfin ils se réservent le droit d'accorder, si bon leur semble, des dispenses pour le temps ou le lieu de la célébration des mariages. Ils ont ainsi un excellent moyen de contrôle.

Dans l'ensemble cependant les décisions synodales sont animées d'un esprit compréhensif. Mais elles tentent essentiellement de faire observer les lois ecclésiastiques et civiles, et pour cela elles sont parfois obligées d'édicter certaines règles.

SECTION II

**Où, quand et comment
ces règles s'appliquent-elles ?**

Le plan même de cette section est contenu dans son intitulé.

*§ I. — Où et quand s'appliquent ces règles.**I. — Les influences géographiques.*

Sur certaines questions l'influence des Parlements est assez sensible :

— L'intervalle entre les différents bans varie généralement suivant les Parlements ; dans le ressort du Parlement de Paris, il est le plus souvent d'un jour, dans celui de Toulouse de deux jours (sauf Alby où il doit être au moins de trois jours), etc.

— L'espace de temps au bout duquel il est nécessaire de republier les bans ; en Bretagne le délai n'est que de deux mois (sauf à Saint-Malo où il est de six mois), dans le ressort du Parlement de Toulouse il est généralement fixé à trois mois ; enfin dans certaines régions, comme celles dépendant du Parlement de Normandie, aucune limite n'est imposée. Dans le Parlement de Toulouse, seulement, on exige que l'opposition soit signée à la fois de l'opposant et de deux témoins.

Pour les problèmes communs à l'ensemble des diocèses, les solutions ne se répartissent jamais selon les provinces ecclésiastiques. En fait, c'est assez normal, ces questions posant souvent des problèmes juridiques dont la solution se règle devant les Parlements.

II. — Les influences historiques.

Nous devons observer que les évêques se sont préoccupés assez tardivement des problèmes juridiques communs à tous les diocèses. Parmi les règles les plus anciennes on peut citer toutefois :

— celle qui a trait à la forme des oppositions ; nous la trouvons dès 1609 dans les statuts d'Avranches ;

— celle qui interdit de célébrer le mariage le jour où le dernier ban aura été publié. Elle se voit dès 1623 dans les statuts de Maillezais, mais elle ne s'établit définitivement qu'en 1658 ;

— celle qui exige un certain intervalle entre les bans.

Mais ces décisions sont plutôt des exceptions. Les principales questions juridiques communes aux différents diocèses ne se posent guère avant 1660 et même certaines sont postérieures, telle la règle, qui date de 1680, obligeant le curé à inscrire dans le registre des mariages les permissions qu'il donne de se marier ailleurs.

Il faut se demander si le pouvoir royal n'aurait pas, postérieurement, exercé par son absolutisme une influence, indirecte certes, mais une influence quand même, sur les points qui contribuaient à assurer le respect des règles du mariage.

§ II. — *Comment ces règles sont-elles appliquées ?*

Les évêques n'ont jamais édicté de sanctions particulières à l'égard de ceux des ecclésiastiques qui auraient contrevenu à ces règles générales ; ils n'ont d'ailleurs bien souvent même pas l'air d'envisager que les curés puissent leur désobéir. En fait cela s'explique : il était très facile de faire annuler des mariages qui n'ont pas été célébrés dans les formes prescrites, et le curé risquait d'être gravement puni.

CHAPITRE II

**LES PROBLÈMES PARTICULIERS
AUX DIOCÈSES**

Nous ne pouvons faire une étude complète et détaillée des influences qui se sont exercées sur chaque diocèse en particulier. Nous voudrions simplement montrer, à l'aide de quelques exemples, que :

— d'une part les difficultés rencontrées par les évêques dans leurs diocèses les ont poussés à édicter des règles pour combattre les principaux abus ;

— d'autre part la tradition a une importance qui n'est pas négligeable sur la réglementation des statuts synodaux.

SECTION I

**Les réglementations destinées à corriger les abus
répandus dans les diocèses.**

L'étude de la question du mariage dans les statuts synodaux nous permet de nous rendre compte de quelques-uns des maux dont souffraient les diocèses. Pour obtenir un travail exhaustif, il faudrait voir tout ce que les ordonnances synodales ont eu à régler.

En ce qui concerne le mariage, les problèmes peuvent se ramener à deux grandes idées :

— Il s'agit de faire respecter le sacrement de mariage.

— Il faut profiter de ce que les futurs époux sont obligés d'avoir un contact avec l'Eglise pour lutter contre la déchristianisation.

*§ I. — Les règles imposées pour faire respecter
le sacrement de mariage.*

Les mariages sont plus souvent une occasion de réjouissances et de festivités, voire même de débauches, que de prière et de recueillement. Aussi différentes mesures vont-elles être prises pour lutter contre ce courant quelque peu païen :

— Une série de défenses variant selon les diocèses, et interdisant les abus commis généralement lors des mariages.

— Les parties doivent se préparer au mariage par la réception des sacrements de pénitence et d'eucharistie.

— Les évêques interdisent, outre les périodes fixées par l'Eglise, le mariage à certains jours.

— Le mariage doit être suivi de la messe.

— Le mariage avec les protestants est rigoureusement interdit dans certaines régions.

I. — La préparation au mariage par la réception des sacrements de pénitence et d'eucharistie.

Cette disposition, on s'en souvient, avait été recommandée par le Concile de Trente. Elle n'est donc pas particulière à certains diocèses, et c'est pourquoi elle est en vigueur dans l'ensemble de la France. Tout au plus pouvons-nous remarquer qu'elle est moins souvent mentionnée dans les provinces de Reims et de Cambrai.

Toutefois l'inobservation de cette règle sera sanctionnée différemment selon les diocèses et les époques. Au ^{xvi}^e siècle, généralement, ce n'est qu'une mesure très recommandée ; aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, par contre, les curés ne devront pas donner la bénédiction nuptiale si les parties ne se sont pas confessées et n'ont pas communie.

On voit, à la fin du ^{xvii}^e siècle, se répandre dans quelques diocèses du nord de la France la coutume suivante : on ne publiera pas les bans des parties qui ne se seront pas confessées. Cette mesure devait être, nous semble-t-il, efficace, car il est plus facile, psychologiquement, à un curé de surseoir à la publication des bans qu'à celle du mariage.

II. — Les jours où il est défendu de se marier.

Dans de nombreux diocèses il était défendu, avons-nous vu, de se marier le dimanche, car plusieurs personnes risquaient alors de ne pouvoir entendre la messe. Cette coutume, quoique assez généralement suivie en France, se rencontre surtout dans les provinces ecclésiastiques de Reims et de Vienne. Ce qui

montre le souci, dans ces régions, de permettre à tout le monde d'assister à la messe le dimanche.

Dans quelques diocèses on ne doit pas se marier un jour de jeûne, pour ne pas être tenté de le profaner : Agen, Auxerre, Bayeux, Evreux, Soissons, Valence. Liste qui montre que cette défense est loin d'être circonscrite à une région.

Mais aucune sanction n'est prise à l'encontre de ceux qui désobéiraient.

III. — Le sacrement de mariage doit être suivi de l'assistance à la messe.

Cette prescription est édictée dans un double but :

- donner de l'importance à la cérémonie du mariage ;
- éviter que les mariages ne se célèbrent ailleurs qu'à l'église, et à une heure interdite par les statuts synodaux.

Cette obligation pour les époux d'assister à la messe est surtout mentionnée dans les diocèses du Midi : elle apparaît dès 1584 dans le c. p. de Bordeaux. Par contre, elle n'est jamais imposée en Bretagne, dans le Nord et dans la région parisienne ; il devait donc y avoir dans ces provinces peu d'abus dans la célébration même du mariage.

Dans les régions où la messe est obligatoire, il est facile d'en être dispensé, car si les évêques ont introduit cette règle, c'est pour être sûr que le mariage se fasse à l'église, avec une certaine solennité, mais surtout pour éviter que les mariages ne soient célébrés la nuit. Beaucoup de gens agissaient ainsi par crainte de sorcelleries ou des maléfices ; ceux-ci n'auraient pas manqué, croyaient-ils, de se produire si le mariage était célébré le jour.

IV. — Le problème du mariage avec les protestants.

Cette question, qui a pourtant été réglée par l'Eglise et l'Etat, semble inconnue dans certains diocèses, alors que dans d'autres elle fait l'objet de défenses très strictes. C'est dans les régions où le protestantisme est répandu que les évêques luttent violemment contre les unions mixtes, qui risquent d'avoir des conséquences fâcheuses pour la religion.

§ II. — *Les moyens pris, à l'occasion du mariage, pour lutter contre la déchristianisation.*

Il est facile de se rendre compte que dans plusieurs diocèses les chrétiens avaient une fâcheuse tendance à ne plus remplir leurs principaux devoirs religieux. Il était souvent fort difficile au clergé de les y contraindre. Mais à l'occasion des mariages, où un contact est nécessaire entre l'Eglise et les particuliers, on va, outre les prescriptions d'ordre général destinées à mettre les futurs époux en état de recevoir le sacrement, exiger d'eux l'accomplissement de certains devoirs religieux. Et comme l'une des causes de la déchristianisation était l'ignorance complète des vérités chrétiennes, on obligera les parties à être instruites des principales doctrines de l'Eglise. Nous allons donc trouver :

— la nécessité pour les parties d'avoir accompli le devoir pascal ;

— l'exigence d'une certaine connaissance des choses religieuses.

I. — *L'accomplissement du devoir pascal.*

Communier au moins une fois par an à Pâques est obligatoire pour tout chrétien. Or bien des catholiques de cette époque n'accomplissaient plus ce devoir, qui est pourtant l'un des premiers de la religion. Et il est inadmissible de prétendre recevoir un sacrement aussi important que le mariage si l'on n'a pas rempli les obligations ordonnées par l'Eglise.

Ce n'est qu'en 1658, à Sens, que l'on exige, pour la première fois, de ceux qui vont recevoir le sacrement de mariage, l'accomplissement de leur devoir pascal. Mais cette coutume, bien que naissant dans le Nord de la France, va surtout être répandue dans le Dauphiné et les diocèses voisins (Fréjus, Digne, Aix, Nîmes, Lyon). Nous la rencontrons aussi quelque peu dans la région de Bordeaux.

Toutefois l'efficacité de la règle n'est pas la même si le devoir pascal doit être accompli avant toutes publications de bans, ou avant le mariage seulement ; dans le deuxième cas, en effet, il se confondra souvent avec la communion que

doivent recevoir les époux deux ou trois jours avant la cérémonie.

Ce n'est donc que dans certains diocèses qu'on lutte réellement contre ceux qui négligent leur devoir pascal. Ces diocèses sont, pour la partie nord : Saint-Omer, Arras et Saint-Malo ; pour le sud : Limoges, Lyon, Grenoble, Viviers, Nîmes et Fréjus. On doit en conclure que dans les régions citées les habitants devaient très mal suivre les prescriptions générales de l'Eglise.

Il est un autre point intéressant que l'étude des statuts synodaux nous permet d'entrevoir : le niveau de l'instruction religieuse des chrétiens d'alors.

II. — Les connaissances religieuses exigées de ceux qui se marient.

L'ignorance des dogmes catholiques est une cause importante de la déchristianisation. Ce n'est pratiquement qu'au moment du mariage de ses fidèles que l'Eglise peut agir sur eux pour les forcer à s'instruire : tant qu'ils ne connaîtront pas les principales vérités chrétiennes, ils ne seront pas admis à recevoir le sacrement de mariage.

Au début, cependant, le clergé n'a pas vu clairement que pour lutter contre le protestantisme et les hérésies il était indispensable que les catholiques soient instruits de leur religion. C'est pourquoi on commence seulement par exiger que les futurs époux connaissent les principales prières : pratiquement, c'est ce qui est demandé au début du ^{xvii}^e siècle, surtout dans le Sud-Ouest de la France. Mais assez vite on se rend compte que c'est insuffisant, et, selon les diocèses, on demandera aux parties d'être capables d'élever chrétiennement les enfants ou d'être instruites des principales vérités chrétiennes. Cette dernière règle est seule en vigueur à la fin du ^{xviii}^e siècle ; elle a été appliquée très tôt en Provence et dans le Dauphiné.

Ces questions que nous venons de voir montrent que l'étude des statuts synodaux peut apporter d'intéressants documents sur la pratique religieuse au cours de l'histoire.

SECTION II

**L'influence de la tradition
sur les statuts synodaux.**

En fait, à propos du mariage, il n'y a qu'une seule question réglée différemment selon les diocèses par suite de la tradition : les fiançailles.

Nous avons remarqué qu'elles étaient obligatoires généralement dans les diocèses du Nord de la France, et qu'elles n'étaient pas en usage dans le Languedoc et en Provence ; mais nous avons constaté que, cependant, quelques diocèses du Nord n'en parlaient pas.

Il nous faut rechercher quelle peut être l'origine historique de cette différence, puis voir si l'une des solutions ne l'a pas emporté sur l'autre, et pourquoi.

§ I. — La différence est-elle d'origine historique ?

Les fiançailles, quoique contractées différemment, étaient nécessaires avant la célébration du mariage et obligeaient les parties en droit romain comme dans les droits barbares, au devoir de fidélité. Aussi peut-on se demander pourquoi dans les pays français de droit romain elles n'étaient pas en usage. On ne peut parler d'influence d'une part de droit coutumier, d'autre part de droit écrit. Il semble que cette diversité soit due à une cause quelque peu différente. Dans les premiers temps du droit canonique, lorsque les mariages se faisaient uniquement par l'échange des consentements, on confondait souvent les fiançailles et le mariage ; on distinguait simplement si les promesses avaient lieu pour le présent ou l'avenir. Le Concile de Trente supprima les mariages consensuels et par suite les fiançailles par paroles de présent. Il laissa subsister cependant les promesses de mariage qui comportaient pour les fiancés l'obligation de s'épouser. Mais le rituel romain ne fixa aucune règle pour la cérémonie des fiançailles et même n'en parla plus ; aussi les diocèses français de droit écrit, qui sui-

vaient le rituel romain, perdirent eux aussi l'habitude de procéder à la cérémonie des fiançailles. Celles-ci ne seront généralement plus qu'une promesse faite devant notaire.

Au contraire, dans les pays de droit coutumier, on conserva l'habitude de célébrer les fiançailles, essentiellement d'ailleurs pour assurer une certaine publicité au mariage.

De plus, nous avons constaté que dans certains diocèses français tels : Arras, Cambrai, Dijon, on ne semble pas faire de fiançailles. Or ces diocèses n'ont été rattachés qu'à une date récente à la France : le premier en 1659, les deux autres en 1678 ; et eux aussi suivent le rituel romain.

Pour cette question des fiançailles l'origine historique de la coutume est très nettement établie.

Il nous faut voir laquelle des deux tendances l'a emporté, et pourquoi.

§ II. — *Quelle est la tendance qui l'a emporté ?*

Nous avons observé que des fiançailles faites longtemps avant le mariage présentaient des inconvénients :

1) Si le mariage, par suite de la révélation d'empêchements ou d'opposition, devenait impossible, l'Eglise était en quelque sorte obligée de se déjuger.

2) Les fiancés s'imaginaient bien trop souvent pouvoir vivre comme mari et femme (reste de l'ancienne tradition).

Aussi, dès 1670, l'évêque d'Alet, et, en 1672, celui de Pamiers avaient par suite de cette deuxième raison interdit les fiançailles ecclésiastiques. Et cette coutume de se considérer comme mariés, pour les futurs époux, une fois les fiançailles religieuses célébrées a poussé un certain nombre d'évêques à ne permettre leur célébration que deux ou trois jours avant le mariage ; ce qui pratiquement enlevait tout sens à cette cérémonie.

Pour la question des fiançailles, nous avons un bel exemple des influences d'origine historique qui peuvent agir sur un sujet donné.



Donc, en dehors du pouvoir royal, une double influence s'est exercée sur les statuts synodaux :

— d'une part, géographique : les problèmes sont résolus de façon semblable selon les régions (régions qui, d'ailleurs, peuvent ne pas correspondre toujours à un ressort de Parlement ou à une province ecclésiastique) ;

— d'autre part, chronologique : selon les dates auxquelles ils ont été posés.

Cette double influence s'explique aisément :

— certains abus étaient répandus dans une région déterminée ;

— d'autres, comme les mariages à la Gaulmine, étaient à la mode pendant certaines périodes.



CONCLUSION

On peut regretter que le dépouillement et l'étude systématiques des statuts synodaux français ne soient encore que peu répandus, car l'importance de ces documents est grande. Ces textes, en effet, reflètent la vie de tous les jours du clergé et des fidèles. Ils nous donnent la possibilité de connaître les divers problèmes que les évêques ont eus à résoudre au cours de leur ministère. Nous avons ainsi constaté que certaines questions ne se posaient que dans quelques régions bien définies : les fiançailles, par exemple, n'étaient pas nécessaires et même parfois étaient défendues dans les diocèses situés au pays de droit écrit, alors qu'elles étaient indispensables pour la célébration du mariage dans le reste de la France.

De même avons-nous vu que s'il y avait des problèmes différents selon les régions, il existait aussi des difficultés différentes selon les époques ; c'est ainsi que les mariages à la Gaulmine ne furent répandus qu'entre 1650 et 1750.

Donc les statuts synodaux non seulement nous précisent les problèmes quotidiens qui se sont posés, mais de plus nous permettent de savoir exactement où et quand ils se sont posés. En outre, et ce n'est certes pas leur moindre intérêt, les statuts synodaux nous font connaître les diverses règles auxquelles se sont soumis les Français pendant plusieurs siècles. De ce point de vue, plus strictement juridique, nous pouvons aussi tirer quelques conclusions.

La première chose qui frappe l'esprit est le recul progressif, mais constant, de l'influence du Droit Canonique en matière de mariage, au cours des xvii^e et xviii^e siècles. En effet, d'une part l'Eglise ne légifère plus guère en ce domaine, elle suit les prescriptions royales ; d'autre part les tribunaux ecclésiastiques, avons-nous vu, ne connaissent pratiquement plus des causes matrimoniales.

Le pouvoir royal, au contraire, va se préoccuper de plus en plus du problème du mariage, et édicter, concernant ce sujet, un nombre croissant de mesures. Celles-ci, après

avoir eu quelque peine à s'imposer, seront suivies sans protestations ni heurts à partir du règne personnel de Louis XIV. Nous voyons ainsi, à travers les statuts synodaux, quels ont pu être les effets, dans la vie de tous les jours des Français, du développement de l'absolutisme royal.

Mais cette obligation pour le Clergé de s'incliner, et surtout de suivre les exigences du pouvoir civil, a entraîné une uniformisation des règles en matière matrimoniale. Ainsi, et par conséquent, au cours des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, il y a eu un recul très net du particularisme provincial.

Pour ne citer qu'un exemple, au début du règne de Louis XIII on demandait selon les diocèses que deux, trois ou quatre témoins, sans autre condition, soient présents à chaque mariage ; à la fin du ^{xviii}^e siècle, on exige partout, pour qu'un mariage soit valable, qu'il soit célébré en présence de « quatre témoins, dignes de foi, et qui sachent signer ».

C'est pourquoi les statuts synodaux de la fin du ^{xviii}^e siècle sont en général rédigés dans les mêmes termes. Il faut d'ailleurs remarquer qu'après 1750 les évêques n'avaient plus besoin de fixer des règles précises en ce domaine, le Roi ayant imposé les mesures nécessaires sur la plupart des points litigieux.

L'uniformisation des règles touchant au mariage était donc pratiquement acquise à la veille de la Révolution. Aussi les rédacteurs du code civil se sont-ils trouvés en ce domaine en face d'une législation très étudiée et n'ont-ils eu que fort peu à innover.

LISTE

des Statuts Synodaux utilisés

- Agen 1666-1673.* — Agen, A. Bru, 1673, in-12°.
- Aix 1672.* — Aix, imp. C. David, 1672.
- Aix 1742.* — Aix, chez R. Adibert, 1742, in-12°.
- Alby 1679.* — Alby, F. Patron, 1679, in-4°.
- Alby 1695.* — Alby, J. et G. Pech, 1695, in-8°.
- Alet 1670.* — Toulouse, Raymond, 1670, in-8°.
- Amiens 1662.* — Amiens, Vve Hubault, 1662.
- Amiens 1693.* — Amiens, Nicolas Caron Hubault, 1696.
- Angers 1606 à 1656.* — Angers, Olivier Auril, 1680, in-4°.
- Apt 1697.* — Marseille, H. Brebfonds, 1697, in-4°.
- Arras 1570.* — Anvers, I. Trognœsium, 1588, in-4°.
- Arras 1746.* — Arras, V. Duchamp, 1746, in-8°.
- Autun 1705.* — Autun, Ant. Chevreau, 1705, in-12°.
- Auxerre 1674-1685.* — Auxerre, F. Gaviçier, 1699, in-8°.
- Auxerre 1738.* — Paris, Philippe-Nicolas Fottin, 1748, in-8°.
- Avranches 1609-1693.* — Caen, M. Huet, 1695, in-8°.
- Bayeux 1735.* — Bayeux, G. Briard, 1735, in-8°.
- Beauvais 1646.* — Beauvais, Vallette, 1653, in-8°.
- Beauvais 1699.* — Beauvais, M. Courtois, 1700, in-4°.
- Besançon 1480 à 1707.* — Besançon, Aigoïne, 1707, in-12°.
- Bordeaux 1600 à 1704.* — Bordeaux, Vve Delacourt, 1704, in-8°.
- Boulogne 1744.* — Boulogne, F. Battut, 1746, in-4°.
- Bourges 1738.* — Bourges, 1740.
- Cahors 1638.* — Cahors, 1640.
- Cambrai 1604.* — Cambrai, C. Michael, 1604, in-8°.
- Châlons-sur-Marne 1643 à 1684.* — Châlons, J. Seneuze, 1693, in-4°.
- Châlons-sur-Marne 1701.* — Châlons, J. Seneuze, 1702, in-4°.
- Chartres 1585.* — Paris, apud Societatem typographicam, 1587, in-8°.
- Chartres 1742.* — Statuta diocesis carnolensis, 1742, in-12°.
- Clermont 1620.* — Clermont, B. Durand, 1620, in-8°.
- Clermont 1647.* — Clermont, J. Barbier, 1647, in-8°.
- Comminges 1642.* — Toulouse, 1642, in-8°.
- Condom 1663.* — Agen, 1663, in-8°.
- Coutances 1637 à 1676.* — Coutances, J. de la Roque, 1718, in-12°.
- Digne 1680.* — Aix, Ch. David, 1680, in-4°.
- Dijon 1743.* — Dijon, 1744, in-8°.
- Evreux 1575.* — Paris, P. L'Huillier, 1576, in-4°.
- Evreux 1664.* — Evreux, J. Rossignol, 1665, in-8°.
- Fréjus 1778.* — Paris, C. Simon, 1779, in-8°.

- Gap 1588. — Varin, M. de Roigny, 1588, in-8°.
- Grasse 1644 à 1668. — Lyon, P. Valfray, 1683, in-12°.
- Grenoble 1690. — Paris, A. Dralard, 1690, in-12°.
- Laon 1690. — Laon, Rennesson, 1696, in-8°.
- La Rochelle 1649 à 1672. — La Rochelle, Vve B. Blanchet, 1672, in-8°.
- Le Mans 1672 à 1747. — Paris, J.-B. Coignard, 1747, in-12°.
- Limoges 1629. — Limoges, Ant. Barbon, 1629, in-12°.
- Luçon 1629 et 1685. — Luçon, Ant. Dezallier, 1685, in-8°.
- Lyon 1577. — Lyon, J. Stratuis, 1578, in-4°.
- Lyon 1705. — Lyon, P. Valfray, 1705, in-8°.
- Mâcon 1602. — Lyon, J. Pillenote, 1602, in-8°.
- Mâcon 1668. — Mâcon, 1668, in-4°.
- Maillezais 1623. — Fontenay-le-Comte, P. Petit, 1623, in-8°.
- Marseille 1698 et 1712. — Marseille, 1775, in-12°.
- Meaux 1654. — Meaux, imp. de J.-B. de la Caïlle, 1675, in-4°.
- Mende 1738. — Mende, F. Bergeron, 1739, in-8°.
- Nantes 1642. — Nantes, Vve P. Doriou, 1642, in-8°.
- Narbonne 1612. — Narbonne, J. Pech, 1612, in-8°.
- Narbonne 1671. — Narbonne, G. Besse, 1671, in-12°.
- Nevers 1679. — Paris, A. Lambin, 1679, in-12°.
- Nîmes 1670. — Nîmes, 1670, in-8°.
- Noyon 1673. — Saint-Quentin, Le Queux, 1677, in-8°.
- Oleron 1712. — Paris, Jérôme Dupoux, 1712, in-12°.
- Orléans 1587. — Orléans, O. Boynard, 1587, in-8°.
- Pamiers 1672. — Toulouse, la Vve de J.-J. Noude, 1702, in-12°.
- Paris 1608. — Paris, F. Julliot, 1608, in-8°.
- Paris 1674. — Paris, Fr. Muguet, 1674, in-4°.
- Périgueux 1649. — Périgueux, P. Dalvy, 1649, in-8°.
- Quimper 1657 à 1710. — Quimper, J. Perrier, 1712, in-12°.
- Reims c. p. de 1583. — Reims, J. de Foigny, 1586, in-8°.
- Reims 1570 à 1647. — Reims, Fr. Bernard, 1648, in-8°.
- Reims 1669. — Reims, J. Multeau, 1669, in-8°.
- Ries 1675. — Aix, 1675, in-4°.
- Rodez 1674. — Rodez, M. Le Roux, 1674, in-12°.
- Rouen c. p. de 1581. — Rouen, J. Crevel, 1606, in-12°.
- Rouen 1607. — Rouen, R. de Beauvais, 1616, in-8°.
- Rouen 1623. — Rouen, L. Maury, 1647, in-8°.
- Saintes 1600 à 1651. — Saintes, J. Bichon, 1651, in-8°.
- Saint-Dié 1783. — Saint-Dié, J. Charlot, 1785, in-8°.
- Saint-Brieux 1723. — Rennes, P.-A. Garnier, 1723, in-12°.
- Saint-Flour 1760. — Saint-Flour, Vve de M. Pardin, 1760, in-8°.
- Saint-Omer 1640. — Saint-Omer, Andomari, 1640, in-4°.
- Saint-Omer 1697. — Saint-Omer.
- Saint-Malo 1620. — Saint-Malo, P. Marcigay, 1620, in-8°.
- Saint-Malo 1769. — Saint-Malo, 1769, in-8°.
- Saint-Paul-Trois-Châteaux 1751. — Avignon, F. Girard, 1751, in-12°.
- Saint-Pol-de-Léon 1629. — Paris, Mich. Soly, 1630, in-8°.
- Senlis 1620. — Paris, Ant. Stephanus, 1621, in-8°.

- Sens 1658.* — Sens, L. Prussurot, 1659, in-8°.
Sens 1692. — Sens, Cl.-Aug. Prussurot, 1693, in-8°.
Soissons 1658. — Paris, Helie Josset, 1673, in-12°.
Soissons 1745. — Soissons, 1769, in-8°.
Toul 1658. — Toul, L. Gerardis, 1658, in-8°.
Toul 1712. — Toul, Alexis Laurent, 1712, in-8°.
Toulouse 1677. — Toulouse, Guil.-Louis Colonnier, 1672, in-12°.
Tours c. p. de 1585. — Paris, A. Beysuis, 1585, in-8°.
Tours 1681. — Tours, J. Poissot, 1681, in-8°.
Troyes 1706. — Troyes, Ch. Bridevre, 1706, in-8°.
Tulle 1691. — Tulle, J.-S. Dalvy, 1692, in-8°.
Valence 1728. — Valence, J. Gilibert, 1728, in-12°.
Vannes 1642. — Vannes, J. Morrisset, 1642, in-8°.
Vannes 1693. — Vannes, 1694, in-8°.
Verdun 1750. — Verdun, 1750, in-12°.
Viviers 1734. — Bourg-Saint-Andéol, 1734, in-12°.
Vienne 1702. — Vienne, 1703, in-12°.
-

BIBLIOGRAPHIE

- BASDEVANT (Jules) : *Des rapports de l'Eglise et de l'Etat dans la législation du mariage*. Thèse, Paris, 1900.
- BRISAUD (Jacques), éd. Brisaud (Jean) : *Manuel d'histoire du Droit privé*. Nouv. édition. Paris, 1935.
- CHARDON (Dom Charles Mathias) : *Histoire des sacrements* (tome VI). Paris, 1745.
- DAUVILLIER (Jean) : *Le mariage dans le droit classique de l'Eglise (depuis le Décret de Gratien jusqu'à la mort de Clément V)*. Thèse, Paris, 1933.
- DENISART (Jean-Baptiste) : *Collection de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence présente* (3 vol.). Paris, 1768, 6^e éd.
- DESFORGES : *Etude historique de la formation du mariage*. Thèse, Paris, 1887.
- Dictionnaire de théologie catholique*. Paris, Letouzey et Ané, 1903-1935 (15 volumes).
- DURAND DE MAILLANE (Pierre-Toussaint) : *Dictionnaire de droit canonique et de pratique bénéficiale*. Paris, 1770 (2^e éd., 4 vol.).
- ESMEIN (Adhémar) : *Le mariage en droit canonique* (2 vol.), Paris, tome I, 1929, tome II, 1934.
- GILBERT (Jean-Pierre) : *Consultations canoniques sur le sacrement de mariage*. Paris, 1750 (2 vol.).
- HEFELE (Charles-Joseph) : *Histoire des Conciles. — Les décrets du Concile de Trente*, tome X, 1^{re} partie. Paris, 1938.
- HERICOURT (Louis de) : *Les lois ecclésiastiques de France dans leur ordre naturel et une analyse des livres du droit canonique confér. avec les usages de l'Eglise gallicane*. Paris, 1771.
- IIOROY : *Traité du mariage*, Paris, 1886.
- LE BRAS (Gabriel) : *La doctrine du mariage chez les théologiens et les canonistes depuis l'an mille*. (Dictionnaire de théologie catholique, v^o mariage). Paris, 1927. — *Les Institutions de la Chrétienté médiévale*. Paris, 1959.
- LEFEBVRE (Charles) : *Cours de doctorat sur l'histoire du droit matrimonial*. Paris, 1923.

- LE RIDANT (Pierre) : *Examen de deux questions importantes sur le mariage*. Paris, 1753.
- NAZ (Charles-Raoul) : *Dictionnaire de droit canonique*. Paris, 1955.
- PETOT (P.) : *Cours d'histoire du droit privé. — Le mariage et ses effets civils*. Paris, Cours de Droit, 1953-54.
- STOCKART (Emile) : *Aperçu de l'évolution juridique du mariage*. Bruxelles, 1905.
- THIERS (Jean-Baptiste) : *Traité des superstitions qui regardent tous les sacrements*. Paris, 1704, tome IV.
- VAN GENNEP (Arnold) : *Manuel de folklore contemporain*. Paris, 1943-46, tomes I¹ et I².
- VIOLLET (Paul) : *Histoire du droit civil français*. 3^e éd., Paris, 1905.
-



LE PROBLÈME DES FIANÇAILLES

1. — Diocèses où les fiançailles sont obligatoires.
2. — Diocèses ne mentionnant pas le problème des fiançailles.
3. — Diocèses où les fiançailles ne sont pas en usage.
4. — Diocèses où les fiançailles sont défendues.



Toul - 1 Aix - 2 ---- 3

LE PROBLÈME DU MARIAGE AVEC LES PROTESTANTS

1. Diocèses où aucune règle, à ce sujet, n'a été édictée.
2. Diocèses où il est défendu de se marier avec un protestant.
3. Limites des archevêchés.



Aix_1 Apt_2 TOUL_3 NEVERS_4 -----5

LES CONNAISSANCES RELIGIEUSES
EXIGÉES POUR LE MARIAGE

1. — Diocèses où il est nécessaire de connaître les vérités chrétiennes.
2. — Diocèses où il n'y a aucune obligation précise.
3. — Diocèses où il faut savoir les principales prières et les commandements.
4. — Diocèses où il faut être capable d'élever chrétiennement ses enfants.
5. — Limites des archevêchés.



Toul-1 Apt-2 ---- 3

L'OBLIGATION POUR LES EPOUX D'ASSISTER
A LA MESSE APRES LEUR MARIAGE

1. — Diocèses où l'assistance à la messe est obligatoire.
2. — Diocèses où il n'est rien dit à ce sujet.
3. — Limites des archevêchés.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	v
-------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LA RÉGLEMENTATION DU MARIAGE PAR LES STATUTS SYNODAUX

TITRE I. — <i>Les formalités préliminaires au mariage</i>	2
Chapitre I. — Les Bans.....	3
Section I. — Nombre et intervalles des Bans.....	4
Section II. — Temps et lieux.....	7
Section III. — Dispenses.....	10
Section IV. — Révélations des empêchements et oppositions.....	13
Chapitre II. — Les Fiançailles.....	18
Section I. — Conditions de validité des fiançailles.....	20
Section II. — Rôle des fiançailles dans la formation du mariage.....	24
Section III. — Effets et dissolution des fiançailles.....	27
Chapitre III. — Les dispositions nécessaires pour recevoir le sacrement de mariage.....	30
Section I. — Dispositions générales pour pouvoir contracter mariage.....	30
Section II. — Dispositions particulières à certaines catégories de contractants.....	35
TITRE II. — <i>La célébration du mariage</i>	43
Chapitre I. — Les personnes dont la présence est requise...	44
Section I. — Du Curé qui doit être présent.....	44
Section II. — Les témoins.....	48
Section III. — Le rôle du Curé et des témoins.....	51
Chapitre II. — Des temps et lieux de célébration des mariages.....	55
Section I. — Le temps de la célébration du mariage.....	55
Section II. — Le lieu où le mariage doit être célébré...	58
Chapitre III. — Les mariages clandestins.....	61
Section I. — Qu'est-ce qu'un mariage clandestin?.....	61
Section II. — Les causes des mariages clandestins.....	64
Section III. — Sanctions des mariages clandestins.....	66
Section IV. — Le concubinage.....	69
Chapitre IV. — La preuve du mariage.....	71

DEUXIEME PARTIE

LES INFLUENCES QUI SE SONT EXERCÉES
SUR LES STATUTS SYNODAUX

TITRE I. — <i>L'influence du pouvoir royal sur les statuts synodaux.</i>	78
Chapitre I. — La législation royale sur le mariage.....	79
Section I. — La législation royale proprement dite.....	79
Section II. — Origine et cause de cette législation.....	84
Chapitre II. — L'influence du pouvoir royal sur les statuts synodaux.....	87
Section I. — La mise en œuvre des décisions royales.....	87
Section II. — L'action de la jurisprudence.....	94
TITRE II. — <i>Ce qui a motivé la réglementation des points de la compétence exclusive de l'Eglise.....</i>	100
Chapitre I. — Les influences qui se sont exercées sur les problèmes communs à l'ensemble des diocèses.....	101
Section I. — Les principales questions que les statuts synodaux ont eues à régler.....	101
Section II. — Où, quand et comment ces règles s'appliquent-elles ?.....	104
Chapitre II. — Les problèmes particuliers aux diocèses.....	106
Section I. — Les réglementations destinées à corriger les abus répandus dans les diocèses.....	106
Section II. — L'influence de la tradition sur les statuts synodaux.....	111
CONCLUSION.....	114
LISTE DES STATUTS SYNODAUX UTILISÉS.....	116
BIBLIOGRAPHIE.....	119
PLANCHES ANNEXES : I, le problème des fiançailles ; II, le problème du mariage avec les protestants ; III, les connaissances religieuses exigées pour le mariage ; IV, l'obligation pour les époux d'assister à la messe après leur mariage.	
TABLe DES MATIÈRES.....	121

